

e de famille !

3790147004500 01190

pages 17 à 26 - section C

DÉBATS

Est-Ouest

L'objectif de Gorbatchev

par Evan Galbraith

QUEL est le principal objectif de Gorbatchev en matière de politique étrangère ? En fait, il n'y en a pas. Il est occupé par la perestroïka, les nationalismes et l'Europe de l'Est que la politique étrangère s'en trouve gelée ? À l'inverse, il s'est peut-être fixé un objectif de politique étrangère d'une ampleur telle que cela justifierait actuellement à ses yeux sa tolérance pour le recul du communisme. Peut-on aussi considérer que cet objectif de politique étrangère consiste à sa position en tant que leader soviétique ?

Ma thèse est que nous devons penser qu'il a un objectif et que l'atteindre va dans le sens du meilleur des intérêts du Parti communiste soviétique. A court terme, Gorbatchev se doit de maintenir l'image positive de Gorbach, afin d'atteindre son but. Les enjeux sont énormes. Il ne doit pas perdre son sang-froid, ni réagir comme les Chinois, place Tiananmen.

Il ne vise rien de moins que l'élimination de l'armée et de l'aviation allemandes et le retrait des troupes américaines d'Europe, ce qui constitue un objectif de longue date pour les Soviétiques.

Lorsque les Allemands ne vont plus en lui un agresseur potentiel, et en cela Gorbatchev a déjà à moitié gagné, son objectif deviendra réalisable. La Gorbachmanie est un instrument de la politique étrangère soviétique.

Paraître inoffensif

Le fait de paraître inoffensif n'a pas été sans inconvénients. À partir du moment où les pays d'Europe de l'Est ont la certitude que Gorbatchev n'allait pas écraser leurs « printemps », que l'armée rouge ne viendrait pas s'emparer de la police des communistes locaux, les gouvernements communistes furent jetés au rebut comme de sinistres dépouilles du passé. En d'autres termes, Gorbatchev a sacrifié l'Europe de l'Est comme étape nécessaire à son objectif, même si le mot de communisme en est sorti à jamais déprécié.

Les dirigeants communistes locaux, en prenant le calme et les compromis et en limitant la violence, ont essayé de sauvegarder leurs privilèges, mais leurs chances de se maintenir étaient nulles. Au fur et à mesure de l'accession à l'indépendance de ces pays, Gorbatchev devient de plus en plus crédible, de plus en plus digne de confiance. Sa bonne volonté sera reconstruite à chaque étape. Le pays de l'Est comme étape nécessaire à son objectif, même si le mot de communisme en est sorti à jamais déprécié.

Le gouvernement de l'Allemagne de l'Est ne durera pas. Gorbatchev doit jouer la carte de l'Allemagne de l'Est avant que son jeu ne désintègre entre ses mains. Il va offrir l'unification en échange de la neutralisation de l'Allemagne. Il refuse toute unification dans le cadre de l'OTAN et du pacte de Varsovie, mais il serait prêt à l'accepter uniquement dans le cas où ces alliances disparaîtraient. Les chances de voir cette offre acceptée seraient accrues grâce à la convergence de deux sentiments allemands. Le

premier est que l'Allemagne ne pourrait jamais assurer sa propre défense sans armes nucléaires. Le second : pourquoi entretenir une armée coûteuse et inefficace, en l'absence de toute menace réelle et actuelle de la part de l'Union soviétique ?

Ne pas avoir d'armes nucléaires est important, car, en Allemagne, presque personne ne croit que les États-Unis utiliseraient l'armement nucléaire seulement dans le but de défendre l'Europe. Défendre nos troupes, d'accord. Mais autrement le parapluie nucléaire américain n'est plus crédible : il y a peu de monde pour croire que nous risquerions nos propres villes et populations afin de défendre l'Europe. Ce mélange d'infériorité militaire, de bonne

magie unie constitue un risque militaire inacceptable. La réunification est une bonne chose, mais sur la base d'une démilitarisation. Non seulement Gorbatchev est en voie d'atteindre son objectif de politique étrangère, mais il est aussi en train de convaincre l'Ouest de reprendre cet objectif à son compte. Quelle audace ! Cela rappelle le film *L'Arnaque*, dans lequel l'escroc endurci, joué par Paul Newman, insistait sur le fait qu'il était essentiel que la victime de leurs fraudes ne sache jamais qu'il s'était fait avoir.

Bien sûr les Soviétiques exploiteront les nombreuses occasions commerciales en URSS qu'attend une Allemagne réunifiée, et les Allemands seront capables de

retirer les bénéfices, selon leurs intérêts. Afin de pallier le complexe d'infériorité des Allemands de la République fédérale provenant de l'absence d'armement nucléaire, la France devrait proposer à la RFA le système de double commande des missiles Hadès de 400 km de portée. Cela, complété par un engagement solennel de la France de défendre la frontière orientale allemande avec ses armes nucléaires, pourrait peut-être venir à bout du sentiment de désespoir qui s'infiltre en Allemagne en ce qui concerne les affaires militaires. Ces engagements français ne tiennent cependant pas compte des autres éléments de défiance : la Gorbachmanie et l'attrait de l'unité. Ils ne satisfont pas non plus le désir d'expansion commerciale vers l'Est. Nous devons sans cesse mettre le projecteur sur l'objectif soviétique, dans l'espoir de convaincre la RFA que la démilitarisation constitue un trop grand risque.

Il se pourrait qu'il existe une alternative positive à mon scénario catastrophe : le gouvernement de la RDA s'effondre, il y a des élections libres, et la RFA, sans quitter l'OTAN ni désarmer, est associée d'une manière ou d'une autre à la RDA. Nous devons œuvrer en ce sens, mais Gorbatchev ne le permettra pas. Accepter reviendrait pour lui à abandonner son principal objectif.

Il serait préférable pour lui de maintenir ses troupes de 380 000 hommes en RDA, et de jouer un jeu d'attente en attendant une certaine dérive, tout en déclinant la liberté totale. Gorbatchev a une carte annexée à jouer. Il s'agit du retrait réel de l'armée rouge des pays de l'Europe de l'Est. Ces pays pourraient se tourner vers la démocratie tout en conservant des troupes soviétiques sur leur sol ou bien les troupes pourraient quitter tout à fait ces territoires.

Si le retrait complet servait l'objectif de Gorbatchev, nous devons supposer qu'il accepterait le retrait jusqu'à la frontière soviétique. Le rôle d'intimidation que l'armée rouge aura après la démilitarisation de l'Allemagne pour se joindre à l'Union soviétique. On doit se souvenir

que, depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, les armes conventionnelles de l'armée rouge ont augmenté et équivalent maintenant à celles des armées françaises, allemandes et britanniques réunies. L'armée soviétique peut récupérer l'Europe de l'Est et une Allemagne neutre en une semaine.

On n'a pas tellement discuté de la question de savoir où iraient les troupes américaines dans les cas où elles seraient obligées de quitter l'Allemagne. Logiquement, elles devraient se redéploier en France, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Belgique, mais il est peu probable que la volonté politique impose cette logique militaire. Les troupes retourneront probablement à grands frais aux États-Unis, et l'Europe deviendra vulnérable. Une fois de plus en ce siècle, cette instabilité qui prépare la guerre prévaudra.

Aux dépens de l'Europe

Gorbatchev a certainement l'intention, après avoir mené à bien la démilitarisation de l'Allemagne, d'édifier une Union soviétique moderne aux dépens de l'Europe occidentale. Les Soviétiques font rentrer annuellement environ 40 milliards de devises. C'est très largement insuffisant, mais les produits soviétiques ne sont pas compétitifs, le « know how » et l'argent four. Gorbatchev réussisse ou non la modernisation de l'URSS, c'est une autre affaire. Mais il y consacra des centaines de milliards de crédits européens.

A mes yeux, ses chances de succès sont faibles, à moins que l'Union soviétique ne devienne une économie de marché, ce qui constituerait un risque inacceptable pour le pouvoir communiste. Quant à ce que fera Gorbatchev ou son successeur en échouant, après avoir englouti les milliards européens, c'est encore une autre histoire, certainement plus inquiétante que celle-ci.

► Evan G. Galbraith est ancien ambassadeur américain en France.



TRAIT LIBRE

volonté de la part de Gorbatchev, de désir d'unité des Allemands, pimenté par l'attente commerciale, crée une pression politique en République fédérale trop forte pour qu'on y résiste, et quiconque gagnera les prochaines élections sera contraint, de toute manière d'accepter l'unification. La machine de propagande soviétique est déjà à l'œuvre en dehors de tout concours allemand, pour promouvoir la neutralisation de l'Allemagne.

Rideau de fumée

Les médias rappellent les bords de la question de savoir si nous voulons courir le risque de voir l'Allemagne redevenir une puissance militaire dangereuse. Le message, parti de Moscou, a déjà fait son chemin dans les médias et fait surface à l'Ouest : « Une Alle-

s'abuser eux-mêmes jusqu'à se persuader qu'ils ne sont pas en train de tout brader imprudemment. Les unités militaires allemandes seront progressivement réduites à néant.

Les troupes soviétiques seront censées être réduites. Il se peut également qu'un traité mettant un point final à la deuxième guerre mondiale soit signé. Tout cela aura un effet positif, mais, lorsque le rideau de fumée aura disparu, l'armée allemande ne sera plus qu'une force symbolique et les troupes américaines auront levé le camp. Et l'armée rouge sera, elle, en position dominante.

On peut aisément imaginer Gorbatchev vendant ce scénario à son Politburo. Ne vous en faites pas pour la perte de l'Europe de l'Est, le voit-on dire. Ces pays sont un boulet. Ne craignez pas les nationalismes chez nous - une picole de mitraille napoléonienne de temps à autre, comme l'année

voit déjà les membres du Politburo approuver de la tête.

La raison pour laquelle aucun « dur » ne viendra remplacer Gorbatchev tient tout simplement au fait que les « durs » sont convaincus qu'il a raison, et qu'ils ne peuvent plus se passer de son image d'homme de bonne volonté. Un pas en avant pour deux pas en arrière est l'énigme orthodoxe.

Les Français sont beaucoup plus conscients de cette menace que nous, aux États-Unis, et la première des démarches pour nos deux pays est d'agir de concert afin de réussir à la contrecarrer. Cela peut échouer, mais nous devons d'abord nous convaincre que ce scénario désastreux pourrait bien se réaliser et essayer de convaincre la RFA de ne pas accepter la démilitarisation. Il faut leur demander d'être fermes. Ils n'ont qu'à attendre l'écroulement de la RDA et en

AU COURRIER DU Monde

Prix Nobel pour un peuple

La Roumanie est un pays traumatisé, martyrisé, mais c'est un pays libre. Le peuple roumain a souffert et enduré vingt-cinq années de dictature. Il s'est libéré seul, héroïquement : du sang, des larmes, mais la liberté au bout du compte. Comment ne pas penser qu'il y a là une nouvelle légitimité acquise par la volonté d'un peuple entier ? On ne peut oublier Timisoara, son cortège d'horreurs et ses victimes !

C'est pourquoi je propose que le prix Nobel de la paix 1990 soit

attribué au peuple roumain tout entier, et que, pour une fois, ce symbole ne soit pas attribué qu'à une seule personne. Un hommage international de première grandeur doit être rendu à la nouvelle Roumanie et à son peuple. A cette occasion, il serait bon que le prix Nobel soit rebaptisé : prix Nobel de la paix et de la démocratie.

PATRICK MARTIN
Assistant en droit public
à l'université Lyon-II-Jean-Moulin.

Hommage aux poètes dirigeants

La prise de pouvoir de poètes dans les pays de l'Est et l'adhésion des peuples qui leur apportent unanimement leur confiance remplissent d'émotion.

Ce bouleversement donne raison à ceux qui aiment et tentent de faire aimer la littérature, et croient en son efficacité fondamentale, tellement plus convain-

cante que les leçons des professionnels de la politique et les arguments des gens au pouvoir.

Assister à un tel bouleversement ne rend-elle pas de vivre à l'époque où je vis.

CLAIRE LARRIERE
Maître de conférences
à Paris II-Sorbonne nouvelle

Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile : « Les Rédacteurs du Monde ».
- Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M^{me} Geneviève Beauvère-Méry, M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Reconnu d'utilité publique par décret du 11-12-47 et 11-12-48.

Imprimerie du Monde, 12, r. M. Groussier, 94821 IVRY

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 03

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-91-82 ou 45-91-71

Tél. MONDPLUS 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 45-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

ABONNEMENTS

11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	384 F	708 F
6 mois	720 F	762 F	772 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 080 F	2 450 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENEVEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

SERVICE A DOMICILE :

Pour tous renseignements (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer les coupures de presse à l'adresse ci-dessus.

011 MON01

Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvère-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1992-1995)

Administrateur général : Bernard Wouts

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 03

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex 650572 F MONDPAR

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

Les affrontements entre Arméniens et Azerbaïdjanais au Caucase

L'URSS ferme ses frontières avec l'Iran et la Turquie

L'Union soviétique a fermé ses frontières méridionales avec l'Iran et la Turquie en raison des combats qui opposent actuellement Azerbaïdjanais et Arméniens, a annoncé jeudi matin, 18 janvier, un responsable de l'agence officielle Armenpress.

Téhéran comme Ankara estiment officiellement, pour le moment en tout cas, que les tra-

ques événements qui se déroulent à proximité de leurs territoires relèvent strictement des affaires internes de l'Union soviétique.

La solidarité « islamique » avec la communauté azérie n'en joue pas moins un rôle, au moins dans certains secteurs des opinions publi-



Téhéran: ne pas jeter de l'huile sur le feu

Les troubles qui ont éclaté à la frontière entre l'Azerbaïdjan soviétique et l'Iran au début de janvier ont tout autant surpris les autorités de Téhéran que le reste du monde. L'événement a été ignoré au début par la presse quotidienne et la radio officielle de Téhéran, qui ne l'ont évoqué qu'après un silence de vingt-quatre heures, traduisant ainsi l'embarras des dirigeants et leur inquiétude devant une situation qui apparemment échappait à leur contrôle.

Par la suite, lorsque les informations sont devenues plus précises sur la nature et l'étendue des manifestations et des désordres à la frontière soviétique, les médias iraniens se sont efforcés de minimiser la portée des événements en les reléguant au second plan. Les autorités pour leur part ont dépêché à Moscou le vice-ministre des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi, pour exprimer leur préoccupation devant la flambée de violence et rassurer les dirigeants soviétiques en ce qui concerne leur souci de ne pas envahir les choses et de s'entendre sur des mesures de sécurité. Dès le début de la crise, Téhéran a donc joué la modération, allant même jusqu'à

conseiller aux Azéris soviétiques — par le truchement du député de Tabriz, M. Chaféi — de ne pas « tomber dans l'illégalité et de régler pacifiquement leurs différends avec Moscou ».

Le souci des dirigeants iraniens de ne pas jeter de l'huile sur le feu n'est pas uniquement inspiré par la volonté de ne pas compromettre l'amélioration des relations avec l'URSS intervenue à la suite de la visite de M. Rafsanjani à Moscou en juin 1989. Il est dû surtout à la volonté de ne pas ouvrir la boîte de Pandore du nationalisme azéri, une arme à double tranchant. Le souvenir de l'éphémère République autonome d'Azerbaïdjan, proclamée en novembre 1945 par Jafar Pichevari, demeure encore vivace à Téhéran, qui se rappelle également qu'au lendemain de la révolution islamique la révolte de Tabriz, conduite par les partisans de l'ayatollah Shariatmadari, avait failli compromettre l'unité de la jeune République islamique. Depuis cette date, d'ailleurs, les dirigeants de Téhéran nourrissent une certaine méfiance, à l'égard du clergé azerbaïdjanais soupçonné de s'opposer au principe du velayate

faghih (1) qui prévaut en République islamique.

Le nationalisme azéri demeure donc pour Téhéran un brûlot explosif qui menace non seulement l'URSS, mais également l'Iran. La mise en garde de l'ayatollah Khamenei adressée le 17 janvier à Moscou, l'invitant à « ne pas se tromper dans l'analyse des sentiments des Azéris d'URSS », relève du souci de minimiser la portée de la vague nationaliste qui déferle en Azerbaïdjan soviétique. « Les sentiments des Azéris », souligne M. Khamenei, sont islamiques et ce serait une erreur de penser qu'ils ont des motifs ethniques ou nationalistes.

Un marché ?

M. Khamenei, qui, sur ce point, est appuyé par M. Rafsanjani, semble donc proposer à Moscou un marché qui peut se résumer ainsi : « Nous ne ferons rien pour encourager le nationalisme azéri, mais en échange appuyer nous dans notre conflit avec l'Irak sur le plan diplomatique et en nous fournissant des armements ». La récente proposition de M. Chevardnadze de servir de médiateur entre l'Iran

et l'Irak entrerait ainsi dans le cadre de ce marché.

En République islamique, le monothéisme n'est pas de rigueur et, paradoxalement, ce sont les tenants du clan des radicaux, avec à leur tête les étudiants de la ligne de l'imam, qui semblent s'opposer à ce marché en faisant valoir que ce qui se passe à la frontière soviéto-iranienne et en Azerbaïdjan est une conséquence de la révolution islamique et qu'il faudrait donc aider l'Azerbaïdjan à se séparer de l'URSS.

Laquelle de ces deux thèses finira-t-elle par prévaloir ? Tout dépendra en définitive de l'évolution de la situation en Azerbaïdjan soviétique et il n'est pas exclu que la politique de modération officiellement affichée à Téhéran se modifie si les nationalistes azéris remportent des succès significatifs dans leur lutte contre le pouvoir central de Moscou, ou si de graves et sanglants événements font jouer la solidarité azérie.

JEAN GUEYRAS

(1) Le principe sur lequel est fondée l'autorité du guide religieux qui, en Iran, assume également le pouvoir politique.

Ankara: « un problème interne »

ISTANBUL

correspondance

La Turquie a-t-elle un rôle à jouer dans le conflit qui sépare ses « cousins », les Azéris, et l'Union soviétique ? Avec le déferlement des passions nationalistes dans les Républiques du Caucase, c'est toute la question du pantharisme qui refait surface.

La ligne officielle du gouvernement est claire. « Comme le reste du monde, nous suivons ces événements de près. C'est tout », affirme M. Murat Sungar, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, il s'agit d'un problème interne à l'Union soviétique. « Les pays frontaliers de la Turquie, en particulier la Grèce et la Bulgarie, abritent des minorités turques et suspectent le régime d'Ankara de vouloir les inciter au soulèvement. Le souvenir de l'invasion de Chypre en 1974 et l'arrivée de plus de 300 000 réfugiés turcs de Bulgarie l'été dernier ne sont pas faits pour apaiser leurs craintes, apparemment sans grand fondement. Un article récemment paru dans l'organe de l'Union des écrivains soviétiques accusait même la Tur-

quie d'avoir provoqué les émeutes au Nakhichevan.

Bien que le gouvernement turc ait choisi la voie de la prudence et répète à qui veut l'entendre qu'il n'a aucune intention de se mêler des affaires de ses voisins, la notion de pantharisme n'est pas tout à fait morte. Un congrès du Centre national pour l'Azerbaïdjan, qui représente un million de Turcs d'origine azérie, s'est tenu à Ankara le 14 janvier. A l'ordre du jour, la réunification des territoires azerbaïdjanais soviétique et iranien. « Nous voulons un Etat indépendant, tout comme les Républiques des Balkans », a déclaré M. Ahmed Karaca, le secrétaire général du centre. Lors d'un entretien accordé au quotidien *Hurriyet*, M. Erument Koukman, le ministre d'Etat responsable des réfugiés de Bulgarie, affirmait : « Dans les années à venir, les Turcs d'Union soviétique, de Chine et des pays voisins vont se soulever, obtenir leur indépendance et fonder des Etats aux couleurs du drapeau turc ».

Ces déclarations, pour le moins provocatrices, ont fait l'effet d'une bombe dans les cercles politiques et ont valu à M. Koukman les critiques de la presse. Dans un éditorial paru la semaine dernière dans le quotidien *Milliyet*, Mehmet Ali Birand, un des journalistes les plus respectés de ce pays, demandait la démission du ministre « sans quoi la politique du ministère des affaires étrangères et de l'Etat turc ne pourrait plus être crédible ».

La population turque, bien qu'approuvant l'attitude de son gouvernement, est cependant tiraillée par ses sentiments de solidarité à l'égard de ses « cousins » d'Azerbaïdjan qui, contrairement aux « frères » de Bulgarie, n'ont jamais fait partie de l'empire ottoman et appartiennent à la secte chiite de l'islam. Comme l'affirmait Altan Oyman dans le quotidien *Milliyet* : « Il y a des liens indissolubles entre la Turquie et l'Azerbaïdjan. Nous sommes de la même race, nous parlons la même langue et nous partageons les mêmes traditions. Il est dès lors normal que nous éprouvions beaucoup d'intérêt pour les problèmes du peuple azerbaïdjanais ».

BERNARD GUETTA

NICOLE POPE

L'intervention de l'armée soviétique

Suite de la première page

Voilà ce que dit la Pravda, attitré du Parti communiste, la voix du régime, pendant que la télévision confirme (le Monde du 18 novembre) que les troupes ont maintenant reçu l'ordre de tirer sur les auteurs de pogroms et interviewe un officier grièvement blessé alors qu'il défendait un village arménien. « Il faut prendre, dit-il, des mesures sévères pour rétablir l'ordre car nous sommes au bord de la guerre civile ».

Mercrédì la télévision du soir ne disait que ce qu'il y aurait dans la Pravda du lendemain matin. Aujourd'hui, lentement, par à-coups, mais de plus en plus nettement, la télévision s'affirme tandis qu'il devient de moins en moins indispensable de lire la Pravda. Les informations sont dans les *Izvestia*, l'organe du gouvernement et du gorbatchévisme, dans le quotidien (presque un vrai journal) des Jeunes soviétiques, dans la *Russie soviétique*, désormais porte-parole des conservateurs — partout sauf dans la Pravda, car le parti en tant que tel n'existe pas et qu'au-delà de toute cette horreur, les turles du Caucase révèlent et accélèrent aussi la profondeur du changement de régime.

Car si l'on s'arrête une seconde de comptabiliser la mort, que voit-on ? Une situation typique, caricaturale, des périodes de transition dans lesquelles institutions, habitudes politiques et réflexes gouvernementaux ne correspondent absolument plus à la réalité sociale. Hier, l'URSS n'avait pas besoin de forces de maintien de l'ordre car l'ordre n'était jamais troublé. La terreur était suffisamment grande, le KGB suffisamment actif pour que toute tentative de quoi que ce soit fût tuée dans l'œuf. Et quand la force du désespoir ou de la rage faisait éclater l'émeute, on tirait à la mitrailleuse, dans la foule, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de manifestants. Aujourd'hui, on ne

vent enfin plus faire cela. La terreur est un lointain souvenir. La peur s'est effacée depuis cinq ans. La démocratisation est devenue réalité. Les rancœurs accumulées explosent, mais entre le bain de sang d'hier et le désarroi d'aujourd'hui il y a toujours rien — pas de pratique du maintien de l'ordre ni d'effectifs suffisants.

Bakou à feu et à sang

Et puis il y a ce formalisme de la Constitution, la plus démocratique du monde comme on disait avant. Et à certains égards, c'était vrai, vrai sur le papier, mais uniquement sur le papier puisqu'il n'y avait qu'un seul pouvoir, la direction du parti, et qu'elle donnait ses ordres à toutes les instances constitutionnelles. Puis le poids du parti et de la direction s'amenuisent. Les Républiques s'affirment, les partis locaux se retrouvent sous la pression de nouvelles forces politiques locales qui les menacent, et l'on découvre que, décrétant l'état d'urgence dans une région, le présidium du Soviet suprême de l'URSS n'a pas toutes les prérogatives nécessaires pour le faire directement, qu'il doit aussi passer par le présidium d'Azerbaïdjan et que ce n'est plus une formalité.

Ce n'est d'autant moins que Bakou est à feu et à sang et que le pouvoir central n'a de toute manière pas les moyens de rétablir l'ordre du jour au lendemain. Difficile à croire ? De fait, peu de Soviétiques le croient tant ils sont habitués — et le monde avec eux — à considérer le Kremlin comme omnipotent, ou il ne l'est plus. M. Gorbatchev pourrait parfaitement faire intervenir l'armée en masse, lui donner carte blanche. Paradoxalement, c'est ce que réclament à cor et à cris les trois quarts des intellectuels libéraux de Moscou, et des grands noms de l'intelligentsia arménienne se

sont adressés à lui, lui disant : « Nous savons que vous répugnez à faire couler le sang mais le sang coule déjà... »

Ce qui a un haut responsable répondait : « Il faut savoir si l'on veut vraiment passer de trois cents morts à trois mille... ». Les chiffres utilisés là n'étaient pas un bilan. C'était un raisonnement, mais si ce raisonnement donne le vertige, c'est effectivement ainsi que le problème se pose, car lorsqu'on en serait passé à une boucherie militaire, que la cohésion de l'armée (pluri-ethnique) n'aurait peut-être pas résisté, l'URSS et ses citoyens ne se trouveraient probablement pas en meilleure situation.

Alors, on serre les dents. On compte les jours et les morts, et comme la situation ne s'améliore absolument pas, on est officiellement passé, mercredi, à l'autorisation de tirer contre les pogromistes — ce qui implique entre autres que les vols d'armes risquent de se multiplier et que les effectifs déployés devront être renforcés. Stoppés, dit-on, à Bakou depuis vingt-quatre heures, les pogroms se poursuivent dans d'autres régions d'Azerbaïdjan. La presse centrale, agence Tass en tête, souligne avec de plus en plus de vigueur que malgré les recommandations du Soviet suprême de l'URSS les autorités azerbaïdjanaises n'ont toujours pas imposé de couvre-feu dans leur capitale, où des manifestations monstres bloquaient mercredi l'entrée de blindés.

Les assauts contre les casernes

Partout la progression des renforts envoyés depuis lundi soir est freinée, bloquée souvent par des civils qui se couchent sous les roues des véhicules. Dans les deux derniers jours, et quoi qu'en aient dit les dispositions du décret sur l'état d'urgence, plus un seul train n'est passé d'Azerbaïdjan en Arménie. Comme en octobre dernier, le blocus a repris et « il fait froid, écrivent les *Izvestia*, dans les appartements d'Erevan ».

L'essence commence à manquer en Arménie. L'industrie est lentement paralysée. Les travaux

de reconstruction sont de nouveau interrompus dans la zone du tremblement de terre, et comme en Azerbaïdjan les assauts se multiplient contre les casernes : on s'arme, on s'arme jusqu'aux dents avec le sentiment largement fondé que si on ne se défend pas soi-même, il n'y aura personne pour le faire.

« Déployés en grand nombre dans les régions de Chouman et Khanlar », écrivait mercredi soir l'agence Tass, les troupes du ministère de l'intérieur n'ont pas été à même d'arrêter les troubles ethniques. « Situés en Azerbaïdjan à la limite du Haut-Karabakh, ces régions principales arméniennes sont assiégées depuis le week-end dernier par des milices azéris. Les combats sont très violents. On ne défend pas seulement sa terre, mais aussi sa vie et celle des femmes, des enfants, des vieillards ».

Partout, on signale des arrestations de gens, des deux camps, transportant des explosifs, des armes lourdes, de l'argent, beaucoup d'argent. Chaque jour, nouvelles tentatives de s'emparer de véhicules blindés. Nouveaux bilans : soixante-quatre pogroms à Bakou, mardi, et près de dix mille réfugiés arméniens, beaucoup de vieux et de pauvres — ceux qui n'avaient pas pu partir avant, qui n'ont nulle part où aller, plus de toit, plus de retraite, plus une chemise de rechange. Et, déjà, les villes vers lesquelles on les envoie renâclent : c'est la deuxième vague, les hôpitaux sont pleins. Seuil de tolérance...

Perpétrés le plus souvent par des réfugiés azéris chassés de villages d'Arménie ou de régions arméniennes d'Azerbaïdjan, les pillages et tueries ne touchent au demeurant plus seulement les Arméniens. Des Russes, des Azéris même, en sont victimes, car ces réfugiés-là n'ont rien non plus, plus que la haine, le désir de se venger et de se trouver un appartement. Récit de Tass : mardi, un capitaine des troupes de l'intérieur a fait face pendant cinq heures, à Bakou, à une foule de cinq mille personnes qui voulaient l'empêcher d'arrêter dix pilards qui s'étaient introduits dans des appartements russes et arméniens.

IRENE FRAIN

Histoire de Lou

« A peine a-t-on salué la feuilletoniste au long cours, sortie de la cuisine de Balzac, que l'on est ébloui par une nouvelle reine du suspense, une P.D. James à la française... »

Anne Pons - *L'Express*

Régine Deforges
éditeur

EUROPE

ROUMANIE : réunion plénière du Conseil du Front de salut national

La question du référendum sur l'interdiction du Parti communiste et sur la peine de mort reste en suspens

Le Conseil du Front de salut national (CFSN) roumain a tenté de réparer mercredi 17 janvier en séance plénière les « erreurs » commises cinq jours plus tôt par ses plus hauts dirigeants sous la pression de la rue.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Au cours d'une séance plénière de onze heures, le Conseil a recommandé l'annulation des deux « décrets » du 12 janvier, le premier sur la mise hors la loi du Parti communiste, le second sur l'organisation d'un référendum, le 28 janvier, à propos de la réintroduction de la peine de mort, ont indiqué deux membres du Conseil.

Si cette position est confirmée par le bureau exécutif, qui était, apprend-on au siège du Conseil (1), réuni jeudi matin, cela signifierait qu'il n'y aura pas de référendum, comme le laissait prévoir mardi le vice-président du CFSN, M. Dimitrie Mazilu (le Monde du 17 janvier). Une autre hypothèse est celle de son report. Ce scrutin, outre qu'il était difficile à organiser matériellement en si peu de temps dans un pays où le nouveau pouvoir ne maîtrise même pas tous les rouages administratifs, aurait pour effet de compliquer encore une situation

politique déjà fragile. Ce « plénum » du CFSN — comment ne pas relever à quel point le mode de fonctionnement du Front ressemble à celui d'un parti communiste, le Conseil jouant le rôle du comité central, tandis que le bureau exécutif équivaut au Politburo — visait à mettre un terme à la crise ouverte par les manifestations du vendredi 12 janvier, qui, sans avoir réuni plus de trois mille personnes à Bucarest, avaient gravement déstabilisé le pouvoir. Conspués et mis en cause par la foule, les trois principaux dirigeants du Front, le numéro un, M. Ion Iliescu, M. Mazilu et le premier ministre Petre Roman, avaient pris en toute hâte ces deux décrets, ainsi qu'un troisième créant une commission chargée de recevoir les doléances des citoyens, afin de calmer les manifestations. Dès le lendemain, d'autres responsables du CFSN avaient critiqué leur réaction précipitée, et, le soir même M. Iliescu, Mazilu et Roman apparaissaient à la télévision pour expliquer que, finalement, le référendum porterait à la fois sur la peine de mort — pourtant abolie par leurs soins le 31 décembre — et sur l'interdiction du Parti communiste.

Les jours suivants, de plus en plus de voix se sont élevées parmi les nouveaux acteurs de la vie politique roumaine, comme celle de M. Celac, le ministre des affaires

étrangères, pour regretter que l'on puisse envisager de réintroduire la peine de mort, même pour les dirigeants du régime Ceausescu, ou pour expliquer, comme le fait dans la presse l'éminence grise du nouveau régime, M. Silviu Brucan, qu'un pays démocratique, entouré de plus en plus par le Parti communiste joue encore un rôle, ne pouvait se permettre de décréter purement et simplement la mise hors la loi d'un parti de près de quatre millions de membres.

Pour beaucoup de membres du CFSN, c'était précisément le rôle du Conseil de résister à la soif de vengeance du peuple, et non pas d'y céder dans un moment de panique. Les dirigeants l'ont apparemment compris puisque, mercredi, c'est le bureau exécutif lui-même qui a proposé au Conseil d'annuler les deux décrets mis en cause ; cette proposition, selon un participant, fut adoptée à l'unanimité moins quatre abstentions.

Il reste maintenant à attendre la réaction de la rue. C'est peut-être ce problème qui explique qu'aucune annonce n'ait été encore faite au public jeudi en fin de matinée. « Cette réunion a été très importante pour l'évolution du pays dans la stabilité », nous déclarait plus tard un haut membre du Conseil, et j'espère de tout mon cœur que ses décisions seront bien accueillies par la population. » Le Conseil a

apparemment pris le parti du soutien d'une majorité silencieuse, après avoir reçu beaucoup de messages en ce sens de simples citoyens, révoltés par le spectacle de la petite foule vociférante du vendredi 12 janvier. Les mesures de sécurité, en particulier celles visant à protéger le ministère des affaires étrangères, où siège le CFSN, ont d'autre part été renforcées, afin d'éviter la répétition de ces scènes.

Vers un report des élections

En fait, la manière dont les dirigeants ont expliqué au public ces nouvelles décisions sera essentielle : force est de reconnaître pour l'instant que le CFSN n'exerce pas dans l'art de la communication. Ainsi, les téléscripteurs roumains n'ont eu droit mercredi soir qu'à un bref communiqué indiquant qu'une réunion plénière du CFSN était en cours. La confusion qui règne par ailleurs sur l'ouverture de grands procès, ceux des hauts dignitaires du régime Ceausescu et des responsables de la Securitate, sans cesse annoncés comme imminents alors que les préparatifs matériels posent toujours d'énormes problèmes, sans parler du flou législatif qui les entoure, n'arrange pas les choses.

L'équipe dirigeante pourrait faire valoir qu'une peine altern-

tive, comme des travaux forcés à perpétuité, pourrait être substituée à la peine capitale, et que d'autre part il revient aux membres du Parti communiste de décider eux-mêmes de sa dissolution.

Le second sujet à l'ordre du jour de la réunion du Conseil était l'organisation des élections libres, dont doit naître une Assemblée constituante. Dans l'entourage de certains dirigeants du Front, on considère déjà la date du 15 avril initialement envisagée comme prématurée, compte tenu de l'ampleur des problèmes que pose l'organisation d'élections dans un pays aussi ravagé politiquement et administrativement, et alors que la loi électorale est en cours d'élaboration. Le Conseil parvient cependant à prendre de décision sur ce point. Pour l'instant, la même instance, issue de la Révolution du 22 décembre, reste donc en place. Le bureau exécutif, le Conseil du Front de salut national, dont d'ailleurs, mercredi, le quinquarième réunion plénière, et un « conseil restreint » d'une quarantaine de membres, plus informel, regroupant en fait les membres du CFSN qui restent à Bucarest en permanence.

SYLVIE KAUFFMANN

(1) Le Conseil du Front de salut national compte environ cent quarante-cinq membres désignés juste après le renversement de M. Ceausescu. Un bureau exécutif de onze membres a été formé en son sein. Des représentants départementaux du Front existent également mercredi à la réunion du Conseil.

Crise au sein de l'Eglise orthodoxe

Le patriarche de Bucarest donne sa démission

BUCAREST

de notre envoyé spécial

La crise est ouverte au sein de l'Eglise orthodoxe roumaine. Au cours d'un synode extraordinaire réunissant une vingtaine d'évêques, jeudi 18 janvier, à Bucarest, le patriarche Teoctist, chef spirituel des seize millions d'orthodoxes roumains (80 % environ de la population) devait annoncer sa démission. Une direction collégiale devrait préparer l'élection de son successeur.

Considérée jusqu'à présent comme la seule institution stable du pays depuis la révolution, le 22 décembre, l'Eglise orthodoxe subit à son tour le contrecoup des événements roumains. Alors que l'Institut de théologie de Bucarest est en ébullition, une centaine de prêtres du diocèse d'Alba Julia avaient déjà manifesté, dimanche 14 janvier, pour réclamer la démission de leur évêque.

La hiérarchie roumaine peine à se tenir debout, contrainte mais fidèle, qu'elle avait apporté au régime Ceausescu. Dans une grande partie de l'opinion, même croyante, son discrédit est devenu total. La coupe avait débordé lorsque, le 24 décembre dernier, au lendemain des fusillades de Timisoara, était publié le message traditionnel à la gloire du

Conducator signé par le chef de l'Eglise quatre jours plus tôt, à l'issue de l'assemblée annuelle du patriarche.

Le 23 août 1989, pour le quarante-cinquième anniversaire du régime socialiste, le même patriarche avait adressé au président Ceausescu un télégramme exprimant « l'attachement et la reconnaissance de l'Eglise roumaine pour l'œuvre historique grandiose du président ».

« De tels messages au dictateur étaient impossibles à éviter, déclare aujourd'hui au Monde le patriarche Teoctist. Toutes les institutions, y compris religieuses, étaient obligées d'en faire autant. »

Dès les premiers jours de la révolution est née une association d'une dizaine d'orthodoxes contestataires, appelée Groupe de réflexion pour le renouveau de l'Eglise. Il comprend des intellectuels, des théologiens et deux prêtres proches du patriarche, mais également convaincus de la nécessité d'un coup de balai à la tête de leur Eglise : le Père Anania, archimandrite, moine en Moldavie, écrivain, qui a fait six ans de prison sous le régime communiste, et le Père Ciobotaru, conseiller patriarcal pour l'œcuménisme. Plusieurs fois présentés comme évêques mais toujours barré par le pouvoir, le Père Anania est donné à Bucarest comme favori pour l'élection du nouveau patriarche.

HENRI TINCOU

Le retour d'une princesse

GENÈVE

de notre correspondant

La princesse Margareta, fille aînée de l'ex-roi Michel de Roumanie (le Monde daté 24-25 décembre 1989), a quitté Genève, avec sa jeune sœur Sophie, pour fuir — c'est la première fois de sa vie — le sol roumain jeudi 18 janvier. Elle a affirmé qu'elle ne partait pas « pour préparer le retour » de son père mais pour « établir un premier bilan de la situation, ce qui pourrait aider mon père à assumer ce qu'il désire avant tout, le rôle de garant de la démocratie. Les relations sur le plan international qu'il a toujours entretenues pourront lui faciliter la tâche ».

Les Roumains font confiance à l'équipe en pouvoir et à l'armée. — Une écrasante majorité de Roumains font confiance à l'armée (97 %) et à la télévision (89 %), considère que la chute de Ceausescu est due à un soulèvement spontané (88 %), et approuve le geste et l'intention de l'ancien dictateur et de sa femme (84 %), selon un sondage BVA-Paris-Match publié dans le dernier numéro de l'hebdomadaire. Vingt et un enquêteurs ont réalisé dans les rues de Bucarest, du 11 au 13 janvier, huit cent dix-sept inter-

views, les personnes interrogées étant invitées à remplir anonymement une questionnaire en roumain. Le Conseil du Front de salut national (CFSN) a la confiance de 87 % des personnes interrogées, du Parti communiste, de 3 %. Mais 78 % ne souhaitent pas le retour de la monarchie avec l'ex-roi Michel. Seules 53 % des personnes interrogées souhaitent que la Roumanie demeure au sein du pacte de Varsovie, et 57 % ne pensent pas que Mikhaïl Gorbatchev ait joué un rôle dans la chute du régime Ceausescu.

Le chef des services de renseignements a démissionné

Le chef des services de renseignements hongrois, le général József Horváth, a démissionné de ses fonctions en raison du scandale des écoutes téléphoniques en Hongrie (le Monde du 11 janvier). Cette démission, qui remonte à la semaine dernière, a été rendue publique mercredi 17 janvier par l'agence MTI, à la veille du débat du Parlement sur la réforme des services secrets. L'Association des démocrates libres (SZDSZ) et la Ligue des jeunes démocrates libres (FIDESZ) avaient produit le 5 janvier devant la presse des documents et des films établissant que les services secrets — supposés dévoués à la démolition de la libéralisation du régime — avaient en fait continué à espionner des personnalités politiques, de l'opposition en particulier. Une enquête ordonnée par le premier ministre, M. Miklós Németh, est en cours. La Cour constitutionnelle examine également l'affaire.

Le Parti socialiste de Hongrie (ex-FKP) au pouvoir et les partis d'opposition extra-parlementaire se sont par ailleurs mis d'accord mardi sur la place à réserver dans les médias aux publicités des différents mouvements politiques dans le cadre de la campagne électorale pour les premières élections législatives libres depuis 1947, prévues le 25 mars.

Selon un compte rendu de la première session du comité de coordination de la campagne qui a été publié mercredi, tous les partis participant aux élections disposeront d'un temps égal pour se présenter à la radio et à la télévision nationales entre le 23 janvier et le 23 février.

Les partis pourront également faire diffuser des publicités payées deux fois par jour dans les deux programmes de la télévision et quatre fois par jour dans les deux chaînes de la radio hongroise. — (AFP.)

M. Dubcek a reçu le prix Sakharov. — En recevant, mercredi 17 janvier, le prix Sakharov, du Parlement européen, M. Alexandre Dubcek a lancé un vibrant appel en faveur de M. Mikhaïl Gorbatchev. « Les deux dont souffre la Tchecoslovaquie ne sont pas le fruit de la perestroïka mais l'héritage du stalinisme. Le succès de la politique de Gorbatchev est, pour nous tous, essentiel. » Interrogé sur une éventuelle adhésion de son pays à la CEE, M. Dubcek ne l'a pas exclue à terme, en estimant toutefois que la Tchecoslovaquie avait encore un long chemin à parcourir pour « remplir les conditions exigibles par la Communauté ». — (Corresp.)

HONGRIE : la démocratisation et la visite de M. Mitterrand

Budapest a le sentiment d'être, pour la France, un partenaire secondaire

M. et Mme Mitterrand ont commencé jeudi 18 janvier en fin de matinée leur brève visite d'Etat en Hongrie. Ils ont été accueillis à l'aéroport de Budapest par le président de la République par intérim, M. Matyas Szuros.

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Qui est qui, mais surtout qui sera quoi ? Il ne va pas être facile à M. Mitterrand de répondre à la question posant les deux jours qu'il passe au bord du Danube. La vie politique hongroise, en effet, s'est actuellement faite de points d'interrogation, et il en sera ainsi au moins jusqu'aux élections législatives des 25 mars et 1^{er} avril prochains, qui devraient permettre d'y voir plus clair dans un multipartisme naissant mais, ô combien ! baroque.

D'ici là, c'est le provisoire qui va l'emporter. Parmi les noms, M. Szuros, par exemple, qui ne doit son maintien à la présidence de la République qu'aux résultats infimes du référendum du 26 novembre dernier, en vertu desquels l'élection d'un nouveau chef d'Etat a été repoussée au lendemain des législatives. Mais nul ne peut encore dire si le nouveau président sera élu au suffrage universel ou par les nouveaux députés. Provisoire, comme M. Miklós Németh, le premier ministre réformateur, ancien membre du Parti communiste (PCOH) transféré récemment en Parti socialiste (PS). Provisoire, comme M. Rezső Nyer, le père des réformes économiques, aujourd'hui président du Parti socialiste mais qui s'apprête à prendre sa retraite. Provisoire, comme M. Imre Pozsgy, autre ancien communiste réformateur, fort populaire et qui aurait, selon tous, emporté haut la main une élection présidentielle au suffrage universel. Provisoire, comme M. József Antall, le président du Forum démocratique, en qui beaucoup voient le possible premier ministre du gouvernement de coalition à venir.

C'est avec tous ces « provisoires », et bien d'autres, que M. Mitterrand s'entretenait jeudi et vendredi. Derrière lui, les sept ministres qui l'accompagnent, et qui ont été priés d'éviter les déclarations intempestives, font de même. Mais personne n'attend d'annonce sensationnelle. L'impression prévaut ici que, pour la France, la Hongrie ne vient qu'après la Pologne et la République. On se console en évoquant le passage prometteur — il est parti mercredi — du premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, qui a promis un « droit d'entrée » de 900 millions de dollars ; la générosité ouest-allemande et les investis-



sements sud-coréens massifs sont également cités.

La France, au demeurant, donne depuis quelques mois des signes de prudence. On compte aujourd'hui plus d'une vingtaine d'entreprises mixtes, et pas mal de projets ne demandent qu'à sortir des cartons, grâce au vent de privatisation qui souffle sur le pays. Encore faut-il que les hommes d'affaires français, habitués aux grands contrats et aux interlocuteurs étatiques, s'adaptent à ce nouveau climat tout en prenant garde aux interlocuteurs véreux qui ne songent qu'à s'enrichir en quelques mois.

Car c'est une autre particularité de la Hongrie d'aujourd'hui que cette cascade de scandales finan-

ciers qui font l'essentiel de l'information et où sont bien souvent compromis d'anciens apparatchiks du système d'Etat, prompts à privatiser les trésors de guerre de n'importe quel régime. Les scandales ne s'arrêtent pas qu'à l'économie. C'est ainsi que le chef de la police politique a été obligé, mercredi, de donner sa démission : il avait omis de faire cesser la surveillance de plusieurs dirigeants de l'opposition démocratique. Ceux-là mêmes que M. Mitterrand doit rencontrer vendredi, avant d'aller se recueillir sur la tombe d'Imre Nagy, le premier ministre de la révolution de 1956, exécuté en 1958 avec la bénédiction des Soviétiques.

JACQUES AMALRIC

Sept ministres au lieu de six...

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

La Hongrie connaît des heures graves, difficiles ? Soit. Ce n'est pas une raison cependant pour que, à la veille de la visite de M. Mitterrand, ce ne soit pas les querelles franco-françaises qui sient prévaut.

On en juge : l'événement, si l'on peut dire, aura été mercredi l'annonce de la présence de M. Jack Lang parmi les ministres admis à accompagner le président de la République. Il avait suffi qu'un honorable confrère de la presse du matin écrive le même jour que « Lang a été privé de Hongrie par Mitterrand » (le Monde du 18 janvier) pour que l'Elysée revienne

in extremis sur sa décision et fasse savoir à M. Pierre Brochand, le nouvel ambassadeur en poste à Budapest depuis deux semaines seulement, que ce n'est pas six ministres mais sept qu'il faut accueillir (1). C'était très exactement mercredi à 20 h 30. Il ne restait plus au malheureux ambassadeur, prévenu par téléphone, qu'à bécoter le dîner auquel il participait, et convoquer à la hâte ses collaborateurs pour trouver logement et interlocuteurs au septième ministre qui allait lui tomber sur la tête par la grâce présidentielle.

J. A.

(1) Les six autres ministres sont : M. Dumas, Béregyovszky, Fauroux, Quilès, Kouchner et de Beaucourt.

Les derniers
III. — Vietn

APPEL

Nous demandons
la création de Jean-Pierre

de la République
à la tête de l'Etat

de la République
à la tête de l'Etat

de la République
à la tête de l'Etat

de la République
à la tête de l'Etat

de la République
à la tête de l'Etat

de la République
à la tête de l'Etat

de la République
à la tête de l'Etat

de la République
à la tête de l'Etat

de la République
à la tête de l'Etat

de la République
à la tête de l'Etat

de la République
à la tête de l'Etat

de la République
à la tête de l'Etat

de la République
à la tête de l'Etat

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le débat sur l'aide à l'étranger

Le statut privilégié d'Israël pourrait être remis en cause

Le sénateur Robert Dole, leader des républicains au Sénat, vient de lancer un jolii pavé dans la mare la mieux protégée de la politique américaine, en proposant rien de moins qu'une diminution de l'aide américaine à Israël.

WASHINGTON

de notre correspondant

Certes, la suggestion de l'influent sénateur ne vise pas uniquement l'État hébreu, puisque M. Dole, dans un article publié mardi 16 janvier par le *New York Times*, propose de diminuer de 5 % les sommes allouées par le Congrès aux principaux bénéficiaires de l'aide américaine, afin de dégager les ressources indispensables pour soutenir les jeunes démocraties d'Europe de l'Est et d'Amérique centrale et du Sud.

Outre Israël, qui reçoit un minimum de 3 milliards de dollars par an, sont donc également concernés l'Égypte (un peu plus de 2 milliards), les Philippines, la Turquie et le Pakistan. Ces cinq pays reçoivent les deux tiers de l'aide américaine.

Dans des précisions apportées quelques heures après la publication de son article, qui a aussitôt mobilisé les défenseurs d'Israël, M. Dole a expliqué, que dans son esprit, tous les bénéficiaires actuels de l'aide - y compris par exemple un « nouveau bénéficiaire » comme la Roumanie - devraient être touchés par cette modeste réduction, pour laisser ne serait-ce qu'un peu d'argent aux autres. Au total, cette réduction permettrait de libérer environ 400 cent millions de dollars, une somme elle-même insuffisante pour répondre aux besoins les plus pressants.

L'initiative de M. Dole, un homme qui aime dire tout haut ce que beaucoup de ses collègues pensent tout bas, répond à une très sérieuse préoccupation : dans le système actuel, le Congrès reconduit d'année en année des

crédits spécifiquement destinés à certains pays, en somme prioritaires, ne laissant plus à l'administration qu'une infime marge de manœuvre pour tenir compte des circonstances et des nécessités de sa politique étrangère.

Selon les estimations de M. Dole, 32 % de l'aide économique et 92 % de l'aide militaire sont ainsi attribués par le Congrès de manière rigide. En raison des contraintes budgétaires, il risque de ne plus rien rester cette année pour certains pays pourtant particulièrement dans le besoin, notamment certains États latino-américains pourtant engagés aux côtés des États-Unis dans la lutte contre les producteurs de drogue, ou encore Panama, à l'égard duquel Washington se sent des obligations à la suite des dégâts considérables causés par l'intervention de ses forces armées, ou encore les pays d'Europe de l'Est qui viennent de se libérer du régime communiste.

Il n'empêche que si l'initiative de M. Dole a immédiatement suscité tant d'intérêt, c'est qu'elle touche à une « vache sacrée » de la vie politique américaine - pour reprendre l'expression de la chaîne de télévision ABC : l'aide à Israël, qui représente elle seule un tiers de tout ce que les États-Unis donnent à l'étranger. Si l'on tient compte de la population de l'État juif, cette aide échappe même à toute comparaison.

Un « ballon d'essai » délicat

M. Dole est connu de longue date pour être un fervent ami d'Israël, même si en quelques occasions récentes il a eu des mots sévères à propos du comportement des dirigeants de l'État juif, que ce soit au Liban ou dans les territoires occupés. Il a soigneusement évité de donner la moindre connotation politique à sa proposition, présentée plutôt comme une sorte de nécessité technique, mais elle sera inévitablement interprétée comme

un signe « inquiétant » par les diverses organisations juives américaines et par les dirigeants israéliens eux-mêmes, d'autant que ces derniers réclament au contraire une augmentation de l'aide américaine pour leur permettre de faire face à l'afflux de juifs soviétiques.

Le ministre israélien de la Défense, M. Itzhak Rabin, en visite privée à Washington, où il verra notamment le secrétaire d'État James Baker, a déjà fait valoir que toute diminution de l'aide américaine « augmenterait les dangers de guerre » au Proche-Orient.

Le sénateur Dole est connu pour n'avoir pas froid aux yeux, mais il ne s'est pas lancé dans cette initiative sans consultation avec l'administration. Il s'en est entretenu avec le secrétaire d'État, et a laissé entendre que le président Bush avait accueilli favorablement son initiative.

Mais du côté de l'exécutif, on semble déterminé à laisser à M. Dole la responsabilité de manier ce délicat « ballon d'essai ».

JAN KRAUZE

□ **Iniquité à Jérusalem.** - La proposition du sénateur Robert Dole a suscité une certaine inquiétude en Israël, où la classe politique n'a pas caché, mercredi 17 janvier, sa préoccupation devant l'éventualité d'une réduction de l'aide américaine. « Israël ne doit pas prendre cette regrettable proposition à la légère », a ainsi déclaré le ministre des Finances, M. Shimon Peres, chef de file des travaillistes, qui a mis en garde contre les effets d'une telle initiative au moment où l'État hébreu consacre « 22 % de son budget à la défense ». Ministre des Télécommunications et ancien détenteur du portefeuille de l'économie, M. Gad Yassobi a souligné l'« effet particulièrement négatif » qu'aurait une diminution de l'aide américaine sur l'économie israélienne. - (AFP)

COLOMBIE

Les barons de la drogue se disent prêts à déposer les armes

Dans un communiqué des plus étonnants, diffusé à la radio, mercredi 17 janvier, à Medellín, le groupe dit des « extraditables », comprenant les principaux barons de la drogue colombienne, se déclare prêt à déposer les armes, à suspendre le trafic de la cocaïne et à reconnaître l'état de droit en Colombie pour que la paix s'instaure dans le pays. Le communiqué précise en outre que les trafiquants sont disposés à libérer les personnes qu'ils ont séquestrées et à mettre un terme aux attentats terroristes, en échange de « garanties constitutionnelles et légales pour leur réintégration dans la société ».

Les « extraditables » avaient déclaré la guerre totale aux autorités, le 24 août dernier, six jours après le lancement par le président Virgilio Barco d'une offensive sans précédent contre la mafia de la drogue à la suite de l'assassinat du sénateur libéral Luis Carlos Galán, désigné comme candidat aux prochaines élections présidentielles.

Le gouvernement colombien a accueilli la proposition de paix des « extraditables » avec la plus extrême prudence. Mercredi soir à la télévision, le ministre de l'Intérieur, M. Carlos Lemos, a simplement affirmé qu'il garantirait « des procès justes » aux trafiquants qui se rendraient et déposeraient les armes, mais a rejeté toute possibilité d'un « pacte » avec eux.

À Washington, la réaction est tout aussi prudente : arguant du fait qu'il ne connaissait « pas la teneur exacte du communiqué des barons de la drogue », le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater a réaffirmé qu'il n'était pas question d'un « marché », d'autant que les États-Unis apportent une aide financière à Bogotá dans sa lutte contre le cartel de la drogue et que M. Bush doit participer le 15 février à Carthagène, en Colombie, à un sommet régional destiné à intensifier la lutte contre les trafiquants. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Conflit entre le général Aoun et la presse du camp chrétien

Un conflit oppose la presse du camp chrétien libanais au général Michel Aoun, depuis que ce dernier a interdit, mardi 16 janvier, aux médias de qualifier M. Elias Hraoui de « président » et M. Selim Hoss de « premier ministre ».

Les deux principales radios chrétiennes, l'une proche de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL) et l'autre du parti Kataeb (Phalanges), ont suspendu leurs bulletins d'information après cette injonction. Elles se bornaient toujours, mercredi, à indiquer qu'elles « étudiaient la décision à prendre ». Même attitude de la part de la télévision des FL, qui a annulé mardi soir son journal télévisé.

Seul le quotidien *Ad-Diyar*, également proche des FL, a ouvert ment contesté les directives du général Aoun, appelant dans un

éditorial les journalistes à s'unir pour « empêcher l'étouffement des libertés publiques ». La réaction ne s'est pas fait attendre : ce quotidien, dont la direction et l'impression se trouvent dans le « pays chrétien », mais qui est distribué dans tout le Liban, a été interdit de parution pendant une semaine par le procureur général près la cour d'appel siégeant à Beyrouth-Est (chrétien).

Les autres journaux proches du camp chrétien ont réagi de différentes manières aux directives du général Aoun. *L'Orient-Le Jour*, dont la direction est à Beyrouth-Est mais qui est imprimé à Beyrouth-Ouest (le secteur à majorité musulmane sous contrôle syrien), évoque, une seule fois, le « général Hraoui ». *El Anwar* et *El Bayrak*, tous deux installés à l'est - s'abstiennent de mentionner les titres de MM. Hraoui et Hoss. - (AFP)

□ **SYRIE :** l'ambassadeur d'URSS et l'aide militaire soviétique. - L'ambassadeur d'URSS à Damas, M. Alexandre Zotov, a commenté, mercredi 17 janvier, les informations faisant état d'une diminution du nombre de conseillers militaires soviétiques en Syrie (le *Monde* du 18 janvier) indiquant que « l'URSS aide et aidera la Syrie pour assurer ses capacités défensives ». « A cette fin et dans le cadre des engagements contractuels, les conseillers militaires soviétiques travaillent en Syrie », a-t-il ajouté, sans toutefois mentionner le nombre de ces derniers. - (AFP)

□ **L'OLP a coupé les vivres à M. Joumblat.** - Le responsable politique du Fatah (principale composante de l'OLP) au Liban, M. Zeid Wehbi, a affirmé, mercredi 17 janvier, que l'OLP ne « payait » plus M. Walid Joumblat, le chef druze du Parti socialiste progressiste (PSP). M. Wehbi a indiqué que M. Joumblat « touchait, récemment encore, de l'argent de l'OLP ». « Nous avons arrêté de nous insulter, et la poursuite de nos attaques ne modifiera pas notre position », a-t-il ajouté. - (AFP)

ASIE

CHINE : la tension avec la Grande-Bretagne

La visite à Hongkong du secrétaire au Foreign Office n'a pas permis de régler le contentieux

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine a décidé d'interdire à tout Chinois de Hongkong jouissant d'un droit d'asile à l'étranger d'occuper des fonctions officielles de haut niveau dans l'administration de la colonie britannique après sa rétrocession en 1997. Cette mesure de répression a suscité une visite du secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, dans le territoire du 13 au 17 janvier.

De retour à Londres, M. Hurd a reconnu, mercredi devant les députés, que les habitants de Hongkong auraient certes acquis une plus grande liberté, mais que l'effort déjà consenti était apprécié. Il a également déclaré convaincu que le rapatriement forcé des « boat-people » vietnamiens était un mal nécessaire, « préférable à la vie dans un camp », a-t-il estimé.

Durant son séjour, M. Hurd a dit assister, au cours d'une visite dans un des camps où sont détenus 40 000 réfugiés, à une démonstration d'hostilité de la part des réfugiés. Les États-Unis ont critiqué le rapatriement forcé, le mois dernier, d'un premier groupe de cinquante et une personnes vers le Vietnam. Londres justifie cette décision par la nécessité de décongestion un exode croissant de Vietnamiens vers Hongkong.

Concernant l'avenir de la colonie, M. Hurd a noté que la Chine a réaffirmé son engagement « à respecter la déclaration sino-britannique de 1984. Le gouverneur, Sir David Wilson, avait visité Pékin juste avant son propre séjour dans la colonie. Il s'y était vu reprocher la tolérance relative dont bénéficiaient les milieux libéraux de la colonie.

Reprise en main à Canton

À Hongkong, M. Hurd a promis que la Grande-Bretagne annoncerait d'ici quelques semaines un plan visant à soumettre au scrutin direct une vingtaine de sièges sur les cinquante-six de l'Assemblée locale. Le nombre de dix-huit avait été retenu il y a deux ans en accord avec Pékin. Il y a de fortes chances que la Chine accepte à ce sujet. Elle avait mis Londres et Hongkong en garde à de multiples reprises contre des changements « trop importants ». On ignore si l'annonce précéderait ou suivrait la promulgation par Pékin, en mars,

du projet de Constitution pour la région administrative spéciale.

Le comité de rédaction de cette Constitution, en session à Canton, dont les membres sont nommés par Pékin, a exclu de la future fonction publique les bénéficiaires du droit d'asile à l'étranger. « Quiconque entend se consacrer à Hongkong doit abandonner sa nationalité étrangère », a dit un des membres du comité pour justifier cette mesure. La Chine ne reconnaît pas la double nationalité mais Londres avait cru pouvoir introduire ce droit avec l'objectif d'encourager les hauts fonctionnaires de Hongkong à demeurer sur place après 1997. Londres semble vouloir affronter la Chine de manière plus marquée à présent qu'elle n'est pas en position de force sur la scène internationale, plutôt que d'avoir à le faire ultérieurement. M. Hurd a irrité les dirigeants de Pékin en déclarant qu'il ne pouvait « rien faire pour les aider » s'ils considéraient que l'expression d'opinions libres sur le territoire était en soi un acte de « subversion ». La révolution roumaine a été l'occasion de manifestations de rue contre « les Censures chinois ».

L'« orage » que Pékin dit craindre se dessine à un moment où l'aide conservatrice du régime renforce son contrôle sur l'administration méridionale. Après la nomination d'un homme d'ayant pas une réputation libérale comme « gouverneur fantôme » de Hongkong, on apprend de la mission de Pékin - qu'un proche du premier ministre Li Peng, le porte-parole du gouvernement, M. Yuan Mu, va « superviser » la reprise en main idéologique dans la province de Canton.

Traditionnellement rétive à l'autorité du Nord, Canton risque fort d'être également punie pour avoir laissé filer à l'étranger des dizaines de dissidents au cours de la répression de l'été dernier.

FRANCIS DERON

AFRIQUE

LIBERIA : le soulèvement dans le nord-est

Les violences commises par l'armée et les rebelles ont fait de nombreuses victimes

DANANÉ

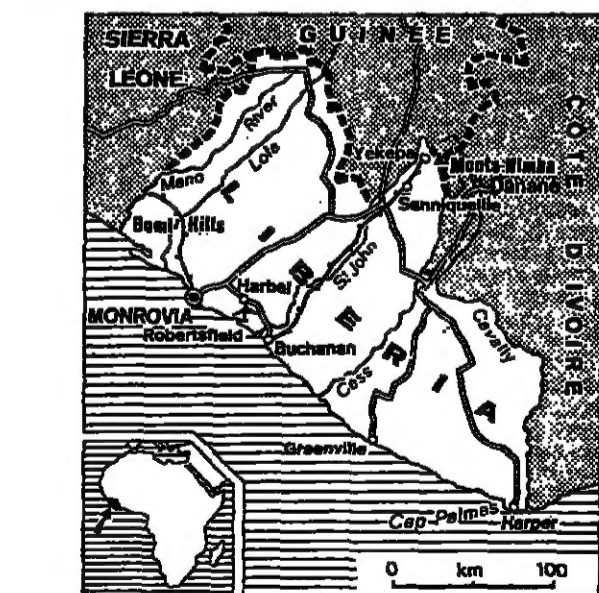
(sur la frontière, en Côte-d'Ivoire) de notre envoyé spécial

Les réfugiés en provenance du Libéria continuent d'affluer alors que les opérations humanitaires se mettent lentement en place. Selon les dernières statistiques, ils sont aujourd'hui plus de trente-cinq mille à avoir choisi la Côte-d'Ivoire comme refuge après le soulèvement du 24 décembre qui ne paraît pas terminé dans la région de Nimba, dans le nord-est du Libéria.

Pour mesurer l'ampleur des violences commises par les rebelles et les forces armées libériennes, il suffit de se rendre à Ziouebli, village frontalier en Côte-d'Ivoire, déserté par les habitants.

Les rebelles continuent à harceler les forces armées régulières après plusieurs jours d'accalmie. La dernière offensive connue remonte au 14 janvier, dans le sud-est du comté de Nimba, à quelques kilomètres de la frontière. Selon les premiers renseignements recueillis, les assaillants ont attaqué un petit village de l'étendue guinée à Behwally, où l'armée libérienne avait établi un quartier général provisoire. A peine les soldats s'étaient-ils retirés que les rebelles ont pris pour cible les habitants. Des groupes d'hommes ont été fusillés. Six d'entre eux, seulement blessés, ont pu se réfugier sur l'autre rive de la Nipoué, en Côte-d'Ivoire, avant d'être transférés à Man, dans un hôpital.

La tâche des secouristes est immense, faute de moyens matériels et humains. A Danané, le chef du secteur de santé rurale travaille en étroite collaboration avec une équipe très réduite de Médecins sans frontières en attendant le renfort imminent de



la Croix-Rouge nationale et internationale.

Sur les trente-cinq mille réfugiés répartis dans la plupart des

villages frontaliers, on note une majorité de femmes et d'enfants. Selon des témoignages, les hommes sont systématiquement arrêtés par les soldats libériens.

ALGÉRIE

Le commando de Blida serait d'obédience chiite

Le commando qui a attaqué, mardi 16 janvier, le palais de justice de Blida (le *Monde* du 18 janvier), serait très proche d'une association religieuse d'obédience chiite dénommée « Es-Sunna wal-Charia », selon plusieurs sources bien informées à Alger et à Blida.

Cette association Es-Sunna wal-Charia (la tradition du Prophète et la loi islamique) est surtout implantée dans les grandes villes du nord du pays, dont la très grande majorité observent le rite

sunnite. Des documents découverts au domicile des membres du commando attesteraient, selon les mêmes sources, leur appartenance à l'association en question.

Enfin, il a été confirmé, de source proche de l'enquête, que l'opération n'avait aucun rapport avec le procès qui devait se dérouler mardi matin à Blida. L'objectif premier était, selon la même source, de récupérer des armes. - (AFP)

ROBERT MINANGOUY

A Villeurb...

POLITIQUE

La préparation des assises du 11 février

MM. Noir et Carignon rejoignent M. Chirac

Dans une lettre adressée à M. Charles Pasqua et rendue publique mercredi 17 janvier, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, s'élève de ce que l'ancien ministre de l'Intérieur affirme que « le désaccord fondamental » entre eux « porte sur la stratégie de fusion des partis de l'opposition ». M. Juppé déclare qu'il a « déjà eu l'occasion de dire à plusieurs reprises » qu'il est « hostile à la fusion ». « C'est ce que j'ai indiqué très clairement dans le texte que j'ai diffusé à nos cadres », précise-t-il, citant à l'appui un passage de ce texte dans lequel il écrit : « vouloir créer aujourd'hui un parti unique au sein duquel disparaîtraient nos formations politiques et notamment le mouvement gaulliste, c'est la meilleure manière de provoquer la fracture de l'opposition ».

M. Juppé rappelle à M. Pasqua qu'« au cours des travaux qui ont suivi notre conseil national du 2 décembre », il n'a pas accepté que figure dans le rapport de synthèse « la proposition que M. Philippe Seguin avait formulée en ces termes : « Notre objectif prioritaire doit être de travailler de toutes nos forces avec nos alliés à la création d'une grande formation commune, moderne, à vocation majoritaire ».

Le secrétaire général du RPR ajoute dans sa lettre que le rapport de synthèse qu'il soutient « prend clairement position pour la mise en place d'un système de primaires qui permettra, en accord avec nos partenaires de l'opposition, de désigner le moment venu notre candidat unique à l'élection présidentielle ».

« Il rejoint sur ce point la proposition que vous avez vous-même formulée », note M. Juppé, qui estime que « rien dans le texte que m'a adressé votre mandataire (...) ne me paraît en contradiction avec le rapport de synthèse ». « Nous sommes maintenant à un moment important pour la vie de notre mouvement, la méthode qui consiste à dialoguer par agences de presse interposées ne paraît pas portuse de malentendus », indique M. Juppé. « Je souhaite que nous puissions nous entretenir directement des raisons qui vous empêchent d'intégrer votre texte au rapport de synthèse », conclut-il.

Eviter une « droitisation du mouvement »

D'autre part, M. Alain Carignon et les membres du courant VIE, qu'il a créés au sein du RPR et M. Michel Noir ont décidé, mercredi soir, à Paris, de faire alliance aux assises du 11 février avec MM. Jacques Chirac et Alain Juppé. Cette décision a été prise afin d'éviter « une dispersion des voix », et « une droitisation du mouvement ». Elle fait l'objet d'un échange de lettres entre MM. Carignon et Juppé. Le maire de Grenoble « souligne » les accords et « note » les désaccords avec le secrétaire général du RPR, en indiquant que les préoccupations de son courant, dans les domaines institutionnel et social, ont été prises en compte « pour l'essentiel ». Dans sa réponse, M. Juppé remarque que « les divergences ne sont pas négligeables » sur l'immigration

et l'organisation de l'opposition avec le courant VIE qui poursuivra son action après le 12 février.

M. Noir estime d'ailleurs dans une interview au Figaro du 18 janvier que « l'initiative Pasqua-Ségui nous fait reculer sur soi ». Le maire de Lyon ajoute que cette initiative « a l'avantage de nous montrer qu'il n'y a pas de solution en se plaçant seulement à l'intérieur du système actuel ». « Ce n'est pas en imaginant qu'on va régénérer de l'intérieur le RPR ou l'UDF et en faisant semblant d'agir ensemble que nous allons y arriver ! C'est l'impasse. D'où la nécessité d'une autre logique pour sortir de jeux auto-bloquants, celle d'une force unique de l'opposition », estime-t-il.

M. Noir pense que « la probabilité » d'une victoire de M. Pasqua pour les assises du 11 février est « faible ». Il estime « à tout le moins surprenant, voire inexplicable » le comportement de M. Seguin lors de l'initiative des renouveau, au printemps dernier.

Enfin, dans un entretien accordé à l'Evénement du jeudi, M. Pasqua déclare que « le RPR arrive à la minute de vérité : ou Chirac retrouve tout son dynamisme et son punch, ou bien alors c'est terminé ». « Personne ne cherche à tuer : ce qui est en cause, c'est la pérennité des idées du général de Gaulle, des cet instant, cela me donne des devoirs ; que Chirac soit pénalisé le regrette mais ça ne peut rien changer », ajoute-t-il.

L'élection municipale partielle de Cannes

Le RPR se retire de la compétition

CANNES
de notre correspondant régional

L'accord conclu entre l'UDF et le RPR pour l'élection municipale partielle de Cannes des 28 janvier et, éventuellement, 4 février, n'aura tenu qu'une dizaine de jours.

A quarante-huit heures de la date limite du dépôt des listes, le RPR a décidé de le dénoncer en retirant son investiture à la liste conduite par le maire invalidé (PR) de Cannes, M. Michel Mouillot, et en se désengageant totalement du scrutin. Dans un communiqué publié mercredi 17 janvier en fin d'après-midi, le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a justifié cette décision par le « non-respect des engagements écrits qui ont été pris par M. Mouillot ». « Dans ces conditions, ajoute le communiqué, le Rassemblement pour la République n'apportera son soutien à aucune liste, et aucune de celles-ci ou aucun de ses membres ne pourra se prévaloir de l'investiture du RPR ».

Une semaine après la démission du RPR de l'ancien maire de Cannes, M. Anne-Marie Dupuy, qui cautionne par sa présence une autre liste de droite conduite par M. Lucien Jarry, l'un de ses anciens adjoints (CDS), ce nouveau coup de théâtre a totalement pris au dépourvu les responsables locaux du RPR comme de l'UDF, alors que la liste d'union de l'opposition était bouclée et allait être officiellement déposée.

Jeu de bilboquet...

Aux termes de l'accord initial intervenu entre les deux formations de l'opposition, les candidats UDF et RPR devaient figurer à parité sur la liste de M. Mouillot, le second de liste devait être RPR et, enfin, l'UDF s'engageait, ultérieurement, à ne pas opposer de candidats aux deux conseillers généraux cannois sortants, MM. Jacques Dozol et André-Charles Blan.

La situation s'était toutefois compliquée après que M. Dozol,

auquel M. Juppé avait demandé d'occuper la deuxième place de la liste Mouillot, ait décidé de ne pas participer à cette liste. Dans l'entourage de M. Mouillot, on estime que la rupture provoquée « unilatéralement » par le RPR est directement liée à la lutte d'influence opposant M. Chirac et M. Pasqua. La fédération RPR des Alpes-Maritimes s'est, en effet, rangée, parmi les premières, dans le camp de l'ancien ministre de l'Intérieur, qui devait lui rendre visite vendredi 19 janvier.

« Si l'on avait un lien avec notre prise de position, à répliquer M. Christian Estrosi, député des Alpes-Maritimes et président du comité départemental du RPR, ce serait particulièrement triste de voir où la direction du mouvement en est arrivée (...). Je ne comprends pas ce qui s'est passé. Je n'ai été, dans cette affaire, que l'exécutant des instructions de Paris, de façon tout à fait loyale. L'union à Cannes était une volonté de M. Juppé à laquelle je me suis plié. Je lui ai fait part, régulièrement, des propositions de M. Mouillot. La dernière fois, c'était il y a une dizaine de jours, et je n'ai été saisi d'aucune contre-proposition du mouvement. M. Estrosi « regrette profondément que l'on ait joué au bilboquet avec le RPR cannois, qui est désormais, affaibli pour longtemps... ». M. Estrosi devait réunir le comité départemental du RPR jeudi 18 janvier pour arrêter une position.

L'attitude du RPR ne devrait pas modifier les données de l'élection. La liste de M. Mouillot devrait facilement l'emporter.

GUY PORTE

■ Nouvelles interpellations dans les milieux d'extrême droite. — Six personnes ont été interpellées par la police judiciaire, mercredi 17 janvier, dans l'enquête sur l'attentat contre le mensuel *Globe*, le 31 juillet 1988. Ces interpellations s'ajoutent aux quarante-trois opérées, la veille, dans les milieux d'extrême droite, notamment parmi les adhérents du FNPF (Parti nationaliste français et européen), parmi lesquels figurent quatre policiers, membres de la FPIP (Fédération professionnelle indépendante de la police) (*Le Monde* du 18 janvier). Il s'agit d'un CRS en poste à Vélizy (Yvelines), d'un policier de la sécurité publique parisienne, d'un autre des Hauts-de-Seine et d'un autre encore en poste à Toulouse.

Des perquisitions ont, par ailleurs, eu lieu au domicile des suspects, ainsi qu'au château du Corvier, à Vouzou (Loir-et-Cher) et à la librairie parisienne Omnia, spécialisée dans les ouvrages d'extrême droite.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 17 janvier au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ces travaux, le service de presse de la présidence de la République a diffusé un communiqué dont voici les principaux extraits.

CONVENTION INTERNATIONALE

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de prévenir l'évasion de la fraude fiscale.

RESPONSABILITE CIVILE DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE NUCLEAIRE

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification des protocoles additionnels de 1982 des conventions de Paris et de Bruxelles.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a de son côté, présenté un projet de loi modifiant la loi du 30 octobre 1968 relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Les conventions de Paris et de Bruxelles, conclues respectivement en 1960 et 1963, fixent les principes de l'indemnisation des victimes d'un accident nucléaire sur la base d'une responsabilité objective et de l'indemnisation des installations nucléaires. Les protocoles de 1982 ont pour objet essentiel de réviser le plafond des indemnités dues par l'Etat, au cas où les dommages dépasseraient le montant couvert par l'assurance ou la garantie financière de l'exploitant.

EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé du Plan a présenté au conseil des ministres un décret relatif au développement de l'évaluation des politiques publiques.

Conformément aux décisions arrêtées lors du séminaire gouvernemental du 21 septembre 1989, le nouveau dispositif d'évaluation comprendra : le comité interministériel de l'évaluation, le fonds national de développement de l'évaluation et le Conseil scientifique de l'évaluation.

Le comité interministériel de l'évaluation, présidé par le premier ministre, et dont le commissariat général du Plan prépare les délibérations, a un triple rôle : il arrête, sur avis favorable du Conseil scientifique de l'évaluation, les projets d'évaluation relevant d'un ou plusieurs départements ministériels et qui demandent le bénéfice de la fondation nationale de développement de l'évaluation.

Une fois l'évaluation faite, il examine les suites concrètes qu'il convient de lui donner. Il est tenu informé des politiques d'évaluation mises en œuvre par les ministères et par les organismes placés sous leur tutelle. Peuvent saisir le comité interministériel, le premier ministre et le ministre de l'Intérieur, le Conseil d'Etat et la Cour des comptes, ainsi que le médiateur de la République.

Tous les aspects des politiques publiques peuvent être examinés par le comité interministériel, à l'exception des sujets de caractère secret touchant à la défense nationale, à la politique extérieure et à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat.

Les crédits du fonds national de développement de l'évaluation sont affectés par le comité interministériel de l'évaluation.

Le conseil économique et social peut faire directement appel au concours de ce fonds dans la limite du cinquième de sa dotation annuelle, pour faire procéder à des travaux d'évaluation sous

réserve de l'avis favorable du Conseil scientifique de l'évaluation.

3. — Le Conseil scientifique de l'évaluation est chargé de favoriser le développement des méthodes d'évaluation, de rassembler et diffuser l'information existante et de définir une déontologie en la matière. Il veille à la qualité et à l'objectivité des travaux qui bénéficient du fonds national de développement de l'évaluation et formule à cet effet deux avis :

— le premier porte sur les méthodes et conditions de réalisation des projets d'évaluation ;

— le second porte sur la qualité des travaux et est rendu public en même temps que les évaluations elles-mêmes.

Le conseil scientifique de l'évaluation est formé de onze personnalités choisies en raison de leurs compétences dans le domaine de l'évaluation. Les évaluations qui ont bénéficié du fonds national de développement de l'évaluation sont rendues publiques.

Le développement de l'évaluation des politiques publiques doit accompagner l'extension des responsabilités dans l'administration au point central du renouveau du service public.

LA POLITIQUE MONETAIRE EN 1990

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique monétaire en 1990 (*Le Monde* du 18 janvier).

LA PROMOTION DES PRODUITS FRANCAIS PAR LA MODERNISATION DES NORMES

Le ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire a présenté au conseil des ministres une communication sur les orientations de la politique des normes.

Les normes jouent un rôle important dans la compétition entre les entreprises qui doivent toujours mieux répondre aux attentes des consommateurs français et étrangers.

Le marché unique européen, lui-même, s'ouvre à des normes volontaires qui se substituent progressivement aux réglementations publiques.

Un effort doit être consenti pour que ces normes prennent en compte les préoccupations des partenaires socio-économiques et reflètent la technologie et le savoir-faire des entreprises françaises.

Les mesures décidées par le gouvernement sont les suivantes :

1. — La simplification des entreprises sera amplifiée. La campagne « Initiatives et compétitivité 92 », qui regroupe déjà huit cents chefs d'entreprise dans vingt-cinq régions, sera intensifiée.

Grâce au crédit d'impôt normalisation, les entreprises, notamment petites et moyennes, pourront accroître leurs dépenses de normalisation.

Les entreprises seront associées au programme national de normalisation et de certification de l'Association française de normalisation.

2. — Les moyens collectifs de normalisation, de certification et d'essais seront développés.

Ce développement sera aidé par les ministères intéressés, en particulier par le ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire dont les moyens sont portés à 350 millions de francs en 1990, ce qui représente une augmentation de 44 % par rapport à 1988.

L'opération « Partenariat 92 », lancée en 1988 est reconduite en 1990 avec une dotation de 100 millions de francs afin de soutenir les projets d'actions communes à plusieurs entreprises visant à développer les systèmes de normalisation, de certification et d'essai ; la création de nouveaux bureaux de normalisation et de certification ; les centres techniques seront invités à développer leur activité de normalisation.

Une politique incitative de regroupement des signes de la qualité des produits non alimentaires autour de la marque NF sera poursuivie afin de valoriser nos produits sur le marché euro-

péen avec une image unifiée.

3. Le système français de normes sera simplifié et mieux coordonné.

Un groupe interministériel proposera au gouvernement les orientations de la politique nationale des normes.

Un délégué aux normes, placé auprès du ministre chargé de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, veillera à la mise en œuvre de ces orientations en liaison avec les ministères intéressés.

Le conseil supérieur de la normalisation et le titre de commissaire à la normalisation sont supprimés.

4. La participation de la France à la construction de l'Europe des normes sera accrue.

Le système français de normes est aujourd'hui le deuxième d'Europe. Or quatre mille nouvelles normes européennes doivent être adoptées d'ici à 1992.

C'est pourquoi le gouvernement encouragera la mobilisation des entreprises pour améliorer leurs normes européennes, leur permettra de mieux défendre leurs intérêts et accompagnera les actions des laboratoires d'essais et des organismes certificateurs pour s'adapter au cadre européen.

LES ACCORDS FRANCO-SOVIETIQUES SUR LES VOLS SPATIAUX HABITES

Le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace a rendu compte au conseil des ministres de la signature à Moscou des accords franco-soviétiques sur le vol habité Antares.

La coopération spatiale entre la France et l'Union soviétique a repris un nouvel élan à la suite de la signature d'un protocole et d'un accord-cadre entre les autorités spatiales françaises et soviétiques. Cette coopération, renforcée lors des « sommets franco-soviétiques » de novembre 1988 et juillet 1989, sera élargie à des thèmes nouveaux comme les vols habités, l'étude de l'environnement de la terre et l'étude de la planète Mars.

Ces accords sont accompagnés d'un accord particulier pour la réalisation d'un vol habité des 1992. Ce vol, baptisé Antares, permettra à un cosmonaute français de séjourner douze jours à bord de la station Mir.

Au cours de ce vol, seront réalisées de nombreuses expériences de médecine, physiologie et biologie spatiales, de biotechnologie, de physique ainsi que diverses expérimentations technologiques.

Nominations militaires

Le général Bernard Norlain reçoit sa quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 17 janvier a approuvé les promotions et nominations suivantes :

■ Air. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, le général de division aérienne Bernard Norlain.

Est promu général de brigade aérienne, le colonel Francis Collin.

■ Terre. — Est maintenu commandant la 1^{re} armée et gouverneur militaire de Strasbourg jusqu'au 31 mars 1990, le général d'armes Michel Fennebresque, qui atteint la limite d'âge de son rang le 21 mars 1990.

Sont promus : général de division, les généraux de brigade Pierre Aumonier et Dominique Pennacchi ; général de brigade, les colonels Bernard Pinetrou, Roland Guillaume, Paul Urwald et Maurice Le Page.

Est nommé adjoint au général commandant la 11^e division militaire territoriale, le général de brigade Bernard Dury.

■ Armement. — Est promu ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Philippe Esper.

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Georges Filloud, conseiller d'Etat, est placé en position de détachement de longue durée.

Sur proposition du ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, M. Jean-Louis Guigou est nommé directeur à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

L'ADMINISTRATION FRANÇAISE AU DOIGT ET A L'ŒIL

3616

admitel

SUR VOTRE MINTEL

LE REPERTOIRE DE L'ADMINISTRATION MIS A JOUR EN PERMANENCE

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Les internes et chefs de clinique ayant désavoué leurs représentants

Une grève des urgences est annoncée dans les hôpitaux à partir du vendredi 19 janvier

A la quasi-unanimité, l'assemblée générale des internes et des chefs de clinique en grève depuis le 10 janvier a voté, mercredi 17, contre l'accord signé le jour même entre les syndicats de médecins et le ministre de la santé. Elle s'est prononcée pour la poursuite du mouvement et, surtout, a décidé d'entamer une grève des urgences à partir du vendredi 19 janvier.

Comment les représentants des grévistes, au terme de deux nuits de négociations, ont-ils pu si mal prévoir la réaction de leur base ? Mercredi, en début de matinée, les négociateurs des deux côtés estimaient être parvenus à un bon accord. Mieux, une espèce de front commun entre le ministre de la santé, M. Claude Evin, et les représentants des quatre syndicats d'internes et de chefs de clinique (1) semblait se dessiner, dans le but de faire aboutir les discussions avec les partenaires conventionnels au plus vite.

Durant toute la matinée de mercredi, des réunions ont eu lieu dans les salles de garde des hôpitaux parisiens pour évaluer l'état de la base. Il fallut alors bien admettre que la grande majorité des internes et des chefs de clinique n'étaient absolument pas sur la même longueur d'onde que leurs représentants syndicaux. Une à une, les salles de garde se prononcèrent contre le texte de l'accord. A l'exception de l'hôpital Antoine

Béclère, qui jugeait le texte « insuffisant mais acceptable », et de Cochin, qui décidait de « faire confiance » à M. Evin et de lever le mot d'ordre de grève des soins pour trois jours, le temps pour le ministre de la santé de faire pression sur les partenaires conventionnels.

Dans tous les autres hôpitaux, à quelques nuances près, le rejet du texte était massif. L'assemblée générale convoquée en fin d'après-midi au CHU Pitié-Salpêtrière entérinait alors cette opposition. Après un classique procès fait aux médias, coupables de ne pas soutenir les grévistes, on passa à l'examen du texte de l'accord.

Liberté totale d'installation

Les dispositions concernant l'installation et l'ouverture d'un cabinet ont été jugées inacceptables. « Nous voulons une liberté totale d'installation », le gouvernement ne nous donne aucune garantie sinon la promesse d'un examen des demandes au cas par cas. Ce qui laisse la porte ouverte à l'arbitraire et au copinage », s'exclamaient un chef de clinique. « Et le huitième arrondissement ? » s'inquiétait un autre. « Pourra-t-on vraiment s'y installer comme bon nous semble ? Assurément non. » Le ton montait. La France semblait se réduire à quelques arrondissements parisiens et, dans l'amphithéâtre plein à craquer, quelques internes de province se sentaient bien seuls.

Sur la convention, les discussions furent plus intéressantes. M. Evin

était-il ou non allé au bout de ses concessions ? Pouvait-il faire davantage et forcer les partenaires conventionnels à aboutir ? Pour l'assemblée générale, la réponse ne faisait guère de doute : « C'est au ministre de la santé, notre ministre de tutelle, de faire en sorte que les discussions conventionnelles aboutissent. » Le texte signé lundi matin n'est qu'un accord de dupes, déclarèrent, en substance, plusieurs grévistes. Il ne prévoit même pas de calendrier de négociations. « On peut très bien se retrouver sans convention dans un siècle », déclara un interne. « Ce n'est pas un texte, mais un poème, dit un autre, toutes les interprétations sont possibles. »

D'autant que visiblement, selon les grévistes, tant la Caisse nationale d'assurance-maladie que les syndicats de médecins — à commencer par la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), à laquelle sont affiliés les syndicats d'internes et de chefs de clinique — ne semblent guère prêts à s'entendre, ne serait-ce que pour accueillir les internes et les chefs de clinique à leur table de négociations. « Quittons donc la CSMF », proposa le délégué de l'hôpital Lariboisière, nous aurons les mains plus libres. Cette proposition, d'ailleurs, a bien failli être adoptée, mais il a finalement été décidé de la soumettre au vote de l'assemblée générale de vendredi.

Autre reproche adressé sans cesse au ministre de la santé : « Pourquoi ne révalorisez-vous pas le secteur 1, comme vous en avez le pouvoir ? », de la même manière : « Pourquoi le ministre de la santé

ne décide-t-il pas de lui-même, comme il le peut, de révaloriser la nomenclature des actes de biologie ? »

Et finalement, un à un, les représentants des salles de garde des différents hôpitaux parisiens appelèrent à la grève. Après avoir, à la quasi-unanimité, voté contre le texte de l'accord, l'assemblée générale, toujours à l'unanimité, se prononça pour une grève des soins illimitée avec, à partir de vendredi, une grève des urgences. Celle-ci sera interrompue lundi 22 janvier, jour de la réunion du conseil d'administration de la Caisse d'assurance-maladie, et reprendra mardi 23 si aucun accord n'est intervenu.

Les internes et les chefs de clinique avaient le choix entre deux attitudes : accepter l'accord et faire confiance à leur ministre de tutelle pour qu'il fasse aboutir au plus vite l'élaboration d'une nouvelle convention médicale ; ou radicaliser le mouvement, le radicaliser, pour exercer une pression maximale, tant sur le ministre que sur les partenaires conventionnels. Ils ont opté pour l'épreuve de force, quitte à se mettre à dos d'autres catégories de médecins. Et à faire exploser un système conventionnel déjà bien mal en point.

F. N.

(1) L'Internat syndical national des chefs de clinique-assistants des hôpitaux, l'Internat syndical des internes des hôpitaux, le syndicat des chefs de clinique-assistants des hôpitaux de Paris, le syndicat des internes des hôpitaux de Paris.

Une arme dangereuse

par Franck Nauchi

UNE convention, l'accès au secteur 2, la liberté d'installation dans les locaux professionnels sans aucune restriction... et tout de suite ! Les internes et les chefs de clinique en grève, inquiets pour leur avenir, entendent le faire savoir, fût-ce en recourant à l'arme absolue, la grève illimitée des urgences à l'hôpital.

Les « voix royales » d'antan n'existent plus. L'internet et le clinicien ne sont plus les gages de réussite qu'ils étaient hier. L'heure est à la maîtrise de l'évolution des dépenses de santé et à la sauvegarde de la Sécurité sociale. Le secteur hospitalier public, mis à part les grands CHU, n'est plus vraiment attractif, à tel point que plus de deux mille sept cents postes de praticiens hospitaliers sont aujourd'hui vacants.

La situation confuse qui prévaut actuellement justifie-t-elle un acte aussi grave qu'une grève illimitée des urgences ? La démarche jusqu'au-boutiste des médecins grévistes pourrait bien, en définitive, se retourner contre eux. S'ils avaient avalisé l'accord élaboré le 15 janvier, compte tenu des garanties données par le ministre

de la santé sur l'accès au secteur 2, ils auraient mis les syndicats de médecins dans une position pour le moins difficile. Maintenant, tout est à refaire. Les syndicats de médecins voient en effet d'un très mauvais œil l'arrivée de nouveaux praticiens, qui plus est bardés de titres, dans un secteur devenu très concurrentiel. Là où les internes et les chefs de clinique veulent des honoraires libres, les syndicats médicaux les plus libéraux parlent seulement de « droit promotionnel pour les médecins à autorité médicale accrue ».

C'est désormais chacun pour soi. Et l'Internat syndical national des médecins hospitaliers a beau jeu d'expliquer qu'« elle ne peut soutenir une forme d'action qui, pour défendre la liberté totale des tarifs médicaux, porte atteinte aux exigences éthiques d'accueil et de soins aux malades urgents ». On veut espérer que les internes et les chefs de clinique sauront faire preuve de responsabilité en organisant le mieux possible un service minimum pendant leur grève. Il y va de leur crédibilité.

ENVIRONNEMENT

Marée noire au large de Madère

Une mystérieuse nappe de pétrole se propageait, mercredi 17 janvier, dans l'archipel de Madère où les experts tentent d'éviter une catastrophe écologique. Pendant la nuit, les courants ont poussé de petites quantités de pétrole de Porto-Santo, où la nappe, longue de 20 kilomètres et épaisse de 40 centimètres, est apparue lundi, vers la côte nord de l'île de Madère. Le ministre portugais de l'environnement, M. Fernando Real, s'est aussitôt rendu sur place avec des avions militaires chargés de plusieurs tonnes de produits antipollution.

Selon les autorités, les dangers restent minimes à Madère, principale île de l'archipel. Mais, à 40 kilomètres au nord, la seule plage de Porto-Santo est noyée par le pétrole. Et la marée noire, qui a déjà provoqué la mort d'un grand nombre de poissons, de tortues et de mouettes, pourrait affecter

serieusement la réserve naturelle des Ilots Desertas, à 40 milles au sud-ouest de Porto-Santo où se trouve notamment une colonie d'ours marins.

On ignore l'origine de la fuite mais des responsables de la marine de Madère pensent qu'elle provient du pétrolier espagnol *Aragon*, qui a perdu 25 000 tonnes de brut au large de Madère, il y a deux semaines. Les autorités d'exclusion que la traînée d'hydrocarbure provient du pétrolier iranien *Kharz-5*, accidenté à la fin du mois dernier au large des côtes marocaines, mais ils ne s'expliquent pas que 400 milles plus loin elle puisse encore former une nappe aussi compacte. Dernière hypothèse : la nappe pourrait être due aux produits de déchargement de certains des nombreux pétroliers qui passent dans la région. — (AP, Reuter, AP.)

ÉDUCATION

Universités 68-90 : même causes, mêmes effets ?

Suite de la première page

D'une part, la croissance des effectifs pose des problèmes matériels et pédagogiques considérables qui se mesurent en millions de mètres carrés à construire et en millions d'enseignants à recruter. Mais si les bétonneuses se mettent facilement en mouvement, pour peu qu'on y mette le prix, la multiplication des chaudières se traduit d'abord par une détérioration du cadre de vie, donc des conditions de travail et du moral des troupes.

D'autre part, le recrutement bâtit d'enseignants, sélectionnés avec zèle de rigueur, produit inévitablement des tensions dans le corps professoral et l'organisation des études. Dans un contexte de dévalorisation de la profession enseignante, on peut s'attendre que ces difficultés deviennent plus vives.

La croissance des effectifs s'accompagne d'une relative démocratisation qui amène dans les universités une population nouvelle. Des étudiants moins sûrs d'eux, plus exigeants et plus fragiles, ayant besoin d'un encadrement plus proche et de méthodes de travail différentes. Aujourd'hui, comme il y a vingt ans, les adaptations nécessaires sont autant qualitatives que quantitatives.

2. L'état d'esprit des étudiants des années 60, mûris par la crise et la peur du chômage, a peu à peu avec celui de leurs parents, grandis dans l'euphorie des « trente glorieuses ». Les jeunes de 68 contestent l'institution et les valeurs établies, refusent la hiérarchie et la compétition, rêvent d'un ordre différent. Ceux d'aujourd'hui concentrent leurs efforts sur la réussite et le diplôme, pensent à leur carrière et à leur avenir, se soucient peu de refaire le monde.

Mais, comme leurs devanciers, ils souhaitent être entendus et ne sont pas prêts à subir des décisions qui ne tiendraient pas compte de leurs aspirations. Comme leurs devanciers, ils ne se reconnaissent pas dans un pouvoir vieillissant et des responsables politiques discrédités à leurs yeux. Et comme leurs devanciers, ils veulent être associés tout de suite aux bénéfices de l'expansion.

« Il n'y aura pas de génération sacrifiée », a déclaré M. Lionel Jospin dans le *Monde* du 13 janvier, répondant à une crainte exprimée par l'UNEF-ID. Ce dialogue est lourd de sens. Dans une économie qui redémarrage, les revendications des jeunes se font plus pressantes. Même si le gouvernement socialiste est moins coupé des étudiants d'aujourd'hui que ne l'était le pouvoir gaulliste de ceux des années 60, au lendemain de la guerre d'Algérie, le crédit dont il peut espérer bénéficier lui est mesuré. Il est insuffisant en tout cas pour faire accepter des sacrifices excessifs.

Réforme et sélection

3. Ce contexte général ne suffirait pas, à lui seul, à provoquer des affrontements directs entre les étudiants et le gouvernement. L'origine de tels affrontements est connue : elle est dans les réformes universitaires et plus précisément dans celles qui ont une odeur de sélection. Le ministre de l'éducation nationale l'a bien compris qui, jusqu'à présent, s'est abstenu de toute réforme universitaire et a hautement réaffirmé son hostilité à la sélection. Le malheur, pour lui, est que la réforme est inévitable — de même qu'elle l'était pour le ministre Fouchet en 1964. En effet l'augmentation accélérée du nombre de bacheliers produit une pression sur le point faible du système — l'entrée à l'université — et oblige à réorganiser les premières années d'études.

La crise de 1968 a été la conséquence directe de la réforme des études littéraires et scientifiques et en particulier du remplacement de la propédeutique par un premier cycle de deux ans. Le désordre qu'a provoqué, dans les facultés, la mise en place de ce nouveau régime a entretenu une agitation qui a rapidement dégénéré en explosion.

C'est pourquoi on ne peut qu'être inquiet, lorsqu'on entend M. Jospin annoncer tranquillement qu'une réforme du premier cycle va être mise très prochainement à l'étude, pour entrer, en partie, en

application à la rentrée 90. Une telle réforme est certes nécessaire pour organiser l'accueil des nouvelles vagues d'étudiants et réduire un taux d'échec scandaleusement élevé. Mais, dans le contexte actuel, elle demande à être conçue et appliquée avec la plus grande prudence. Toute initiative trop brusque — fût-elle prise avec les meilleures intentions du monde — aurait de fortes chances de mettre le feu aux poudres.

En réalité, M. Jospin doit faire face à la même contradiction insoluble qu'a dû affronter Christian Fouchet dans les années 60. La seule façon de maîtriser les adaptations nécessaires dans les universités serait de pouvoir en contrôler l'accès — donc de procéder à une relative sélection. Or, cette solution lui est politiquement interdite. Instaurer la sélection est mettre, à coup sûr, les étudiants dans la rue. Ne pas y avoir recours est rendre pratiquement impossible le fonctionnement normal des universités. On comprend que la tâche d'un ministre de l'éducation nationale — dans quelque gouvernement que ce soit — ne soit pas facile.

4. Reste le dernier ingrédient de l'explosion modèle 68 : la politisation du milieu étudiant. C'est sur ce point que la différence entre les générations est la plus frappante. Crise des idéologies, discrédit du militantisme, effondrement des appareils... On chercherait en vain les ferment de la révolte dans le pragmatisme et l'individualisme des jeunes d'aujourd'hui. Ce constat doit, toutefois, être nuancé. D'une part, la crise de 86 a montré que de brusques sauts de fièvre collective étaient toujours possibles, dès lors qu'un sentiment d'inquiétude ou de menace devenait trop fort. D'autre part, divers mouvements sociaux récents ont fait apparaître la survie d'un vieux fond de culture anarcho-syndicaliste, toujours prêt à se réactiver dans les périodes chaudes.

Cela ne veut évidemment pas dire que l'histoire est destinée à se reproduire. Mais s'il faut mieux ranger mai 68 dans les exercices d'école pour stratégies en science politique, on ne peut qu'être frappé par la permanence d'un problème que notre société ne sait pas vraiment traiter : la formation et l'intégration de sa jeunesse intellectuelle.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

Islam et laïcité à Noyon

Trois élèves qui refusaient d'assister à certains cours sont exclues d'un collège

Le conseil de discipline du collège Louis-Pasteur de Noyon (Oise) a décidé mardi 16 janvier, à l'unanimité moins une abstention, l'exclusion définitive de trois adolescentes musulmanes qui, depuis plusieurs années, refusent de retirer leur foulard islamique en classe et d'assister aux cours d'éducation physique et de musique ainsi qu'à certains cours de sciences naturelles. Le conseil de discipline s'est appuyé sur le règlement intérieur de l'établissement, qui prévoit déjà ces cas d'exclusion, mais qui avait été complété à la lumière de la circulaire envoyée le 12 décembre par le ministre de l'éducation nationale.

La décision a été prise, selon le principal du collège, M. Claude Taschini, « après de très longues discussions menées sans animosité aucune avec les familles des élèves ». « Nous avons essayé de comprendre leurs raisons, précisions, mais nous devons défendre un service public. »

C'est à l'inspection académique désormais de proposer aux familles, dans le cadre de l'obligation scolaire jusqu'à seize ans, soit un autre établissement — ce qui reviendrait sans doute à déplacer le problème — soit une formule de cours par correspondance comme le prévoit un décret du 18 décembre 1985.

Conflit de générations et divorce entre deux conceptions de la médecine libérale

Le durcissement du mouvement de grève des internes et chefs de clinique reflète un conflit d'intérêts qui est aussi, dans une large mesure, un conflit de générations. Il illustre également l'opposition de deux conceptions des rapports entre l'exercice de la médecine libérale et son environnement économique.

L'inquiétude des jeunes médecins est facile à comprendre. Dans le cadre du renouvellement de la convention médicale qui détermine les relations entre les praticiens libéraux et les caisses d'assurance-maladie est envisagé un « gel » du secteur 2, où les honoraires sont librement déterminés. Or, compte tenu de la progression des effectifs médicaux (+ 4 % par an), la majeure partie des jeunes s'installent désormais dans ce secteur 2.

Les syndicats de médecins et l'assurance-maladie considèrent que le développement du secteur 2 a atteint un plafond. Dans certaines zones géographiques, il est pratiquement impossible de se faire soigner aux tarifs de la Sécurité sociale, ce qui pose la question de l'accès aux soins pour les plus défavorisés. Enfin, le développement incontrôlé de ce secteur risque de se retourner contre lui en tirant les tarifs vers le bas.

Les intérêts des médecins déjà installés dans un système qui, bon an mal an, leur garantit une certaine « sécurité économique » et ceux des jeunes praticiens qui craignent de ne pas pouvoir en bénéficier sont contradictoires. Le « gel » du secteur 2 — effectif depuis début décembre en raison du vide conventionnel — permet certes de ne pas bouleverser l'édifice actuel, mais il fige les situations acquises. « Poussez-vous pour faire un peu de place aux jeunes », lancent en substance internes et chefs de clinique à leurs aînés.

Le compromis conclu mercredi entre M. Claude Evin, ministre de la santé, et leurs représentants consistait pourtant des éléments qui auraient permis d'atténuer ce conflit. Il proposait l'élaboration de nouveaux critères (titres, formation médicale, fonctions hospitalières ou universitaires) pour les dépassements d'honoraires. On allait tout droit vers la disparition du secteur 2 sous sa forme actuelle.

Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que l'entrevue, mercredi après-midi, entre la Confédération des syndicats médicaux français et les deux principales

organisations d'internes et chefs de clinique (pour tant membres de cette confédération) ait été particulièrement houleuse. Du reste, rien pour l'instant ne laisse entrevoir que la réunion, lundi, du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie permettra de déboucher la situation.

La CSMF est en position difficile alors que les généralistes (le syndicat MG France) sont parvenus à la disparition du secteur 2. Quant au conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie, ses divisions persistent. La perspective d'une grève des urgences incitera-t-elle finalement les protagonistes, et les internes eux-mêmes, à faire preuve de réalisme ?

Une approche qui a vécu

Ces conflits d'intérêts illustrent de manière particulièrement nette la difficulté qu'éprouve le corps médical à se rendre compte qu'il est en train de changer d'époque. Le divorce est total entre deux conceptions de l'exercice de la médecine. Certains médecins, notamment les plus jeunes, considèrent encore qu'ils n'ont pas à prendre en compte l'environnement économique : après plus de dix années d'études, ils estiment qu'une rémunération suffisante doit leur être accordée, en leur permettant d'appliquer des tarifs librement déterminés et de s'installer où ils le veulent.

Or les représentants des internes qui ont négocié avec le ministre de la santé ont explicitement reconnu que cette approche a vécu. Le relevé de conclusions de mercredi soulignait que « la progression des taux de dépassement compromet gravement l'équilibre et la survie du système conventionnel » et exprimait la nécessité d'« assurer une régulation concertée de l'évolution des dépenses de soins ambulatoires ».

Lors des assemblées générales, de trop nombreux internes et chefs de clinique ont oublié une évidence : c'est en grande partie la collectivité, c'est-à-dire la Sécurité sociale, qui assure la rémunération des médecins libéraux. Multiplier les dépassements d'honoraires aboutirait à tuer la poule aux œufs d'or.

JEAN-MICHEL NORMAND

OPERA

Mise en

Amsterdam

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

MUSEUM

OPÉRA

Orphée et Eurydice, couple en difficulté

Mise en scène malicieuse de Peter de Nuyl
à l'Opéra d'Amsterdam, du drame des amants malheureux de Gluck
menacés par la conjugalité

AMSTERDAM

de notre envoyée spéciale

Et si Orphée n'avait osé braver les puissances infernales, s'il n'avait arraché sa maîtresse à Pluton que pour rompre sa solitude musicale et, las de chanter en solo, récupérer une partenaire pour les duos ? Et si Eurydice n'avait espéré, ce retour à la vie que pour se remettre à repenser les chaussettes de son Phébé joli et entreprendre avec lui des activités matrimoniales plus substantielles que ces interminables rouscades ?

Imaginons, en résumé, que le ver de la mésaventure conjugale se soit, d'emblée, glissé dans cet amour mythologique ; et que ses méfaits soient aisément perceptibles, au prix d'une mise en scène un peu insolente, il est vrai, dans le célèbre opéra de Gluck, *Orphée*.

Peter de Nuyl, très jeune metteur en scène de théâtre hollandais qui doit à l'Opéra d'Amsterdam son premier engagement lyrique, ne s'est pas contenté de supprimer, de supposer, il a tenu de montrer dans les faits que les rapports d'Orphée et Eurydice n'étaient pas ceux que l'on croyait : que le premier n'était poussé au sacrifice que par son goût de la virtuosité ; que la seconde n'y trouvait pas son compte tous les jours, au point de préférer mourir deux fois plutôt que de vivre dans un rôle subalterne cette vie d'opéra.

C'est ainsi que se donne actuellement dans la capitale des Pays-Bas un *Orphée* qui ne fait pas l'unan-

imité mais dont l'impertinence venant d'un metteur en scène débutant prouve la bonne santé d'un établissement créé seulement il y a trois ans.

Tout le temps qu'Orphée chante Eurydice erre, invisible fantôme, une lourde lyre métallique sur les épaules, comme un camionneur portant son pneu de 3 tonnes vers une station-service hypothétique.

Son retour à la vie, elle le prend maintenant comme un dépannage définitif et jette un peu vite sa jante par-dessus le Styx (matérialisé par une lourde coule de tissu soyeux luyoyant sur la scène). Mais Orphée, célébrant en finale le triomphe de l'amour et de ses « chaînes agréables », se ressaisit fièrement de la lyre, son emblème musical, et le renfile en vache sur le cou de sa femme.

Excellentes idées de décor et de mise en scène. Rarement menées, hélas ! jusqu'à leur terme. Tout cela, visuellement, veut faire moderne (d'un dépouillement géométrique à l'allemande) mais tourne facilement dans les jeux de scène au mauvais musio-hall, tant il est difficile de peupler un plateau aussi vaste avec trois personnages et quelques bouts de ficelle.

Ces personnages ? Orphée l'intrigable, ténor mozartien (1), jeune, beau, audacieux, articulant notre langue comme si c'était la sienne, technicien impeccable, voix d'une justesse inespérée dans un rôle connu pour son inaccessibilité. Grant Wilson, conscient des risques, avait visiblement beaucoup travaillé.

Eurydice également new-yorkaise, idéalement belle, Alexandra Coku réussit en trois scènes à faire regretter qu'Orphée ne l'ait pas ressuscité dès le prologue. L'Amour est tout simplement chanté par un enfant, l'un de ces phénomènes du Tölzer Knabenchor de Munich qu'une mise en condition acharnée — et, dit-on, un traitement approprié — dote d'une puissance vocale que plus d'un chanteur adulte envierait. Christian Flieger a treize ans. Les plus savantes pharmacopées ne l'empêcheront pas, au mieux, de muer dans deux ans. Sa science du phrasé à l'ancienne, cette puissance vocale formidable dans un corps de petit enfant en font un personnage surprenant, comme on ne peut plus en voir à l'opéra depuis la disparition des castrats. Cet Amour de légende mérite à lui seul qu'on se rende à Amsterdam.

Comme les progrès de foud accordés sous la houlette d'Hartmut Haenchen, son jeune directeur musical, par l'Orchestre philharmonique néerlandais, dont les vents commencent à approcher par leur couleur et leur qualité ceux du Concertgebouw. Concertgebouw que l'on retrouvera dans cette même fosse à partir du 24 janvier pour le *Così* de Mozart dirigé par Harmoncourt. Un voyage, lui aussi, difficile à éviter.

ANNE REY



un baryton ou une mezzo-soprano. Le chef d'Allemagne de l'Est Hartmut Haenchen a résumé enregistreur pour Capriccio la version pour contralto, ce qui lui a valu un prix du disque en Allemagne. L'interprète de l'enregistrement, Jochem Kowalski, n'était plus disponible. Haenchen s'est rabattu à l'assendant sur un ténor pour la version revue et modifiée par Gluck en 1770, sur le livret en français de Molire.

Prochaines représentations : les 21, 23, 25, 27 et 30 janvier à l'Opéra d'Amsterdam. Tél. : 19/31 20 551 89 22.

Le président et la pin-up

Le « Jules César » de Haendel selon Peter Sellars
ou l'« opera seria » selon Broadway

Les souvenirs scolaires de l'empire romain, où se mêlent la révérence et l'ironie, et le sex-appeal, resté intact à travers les siècles, de Cléopâtre, première pin-up de l'histoire, ont assuré au *Jules César* de Haendel (créé à Londres en 1724) une place privilégiée dans son œuvre.

Le compositeur et son librettiste ont su créer un équilibre dramatique astucieux en mariant la comédie espigole, voire égarée, et le drame le plus profond au cœur des mêmes personnages. Les metteurs en scène ne s'y sont pas trompés et se sont appropriés ce « trésor des pharaons », transposés sans vergogne à la mode de Cecil B. De Mille ou de Timin. Ainsi, pour ne prendre que des exemples proches, les réalisations éblouissantes de Martinotti à Karlsruhe en 1984, de Nicholas Hytner au palais Garnier en 1987, et celle de Peter Sellars qui vient de débiter au Théâtre des Amateurs (en provenance de la Monnaie de Bruxelles, mais créée en juillet 1985 au Popsico Festival de New-York).

Pour ma part, écrit ce dernier, je déteste la méthode de l'actualisation. C'est un procédé bon marché, un truc et l'espère qu'il sera clair que nous utilisons simplement comme un point de départ qui nous permet d'accéder à un niveau supérieur. Le jeune metteur en scène ne craint pas le paradoxe après ses De Ponte-Mozart et ce César qu'il nous présente comme un président des Etats-Unis en tournée au Moyen-Orient : conférence de presse au bord de la piscine d'un grand hôtel, en face d'un immeuble démolé par un attentat (décor d'Elaine Spitz-Rabinowitz) ; publicité, sécurité, talkie-walkie ; parachutistes en tenue léopard, l'air vaguement cubain, qui passeront alternativement d'un camp à l'autre avec Achille, leur général. Cléopâtre est une Egyptienne très sophistiquée, sortie d'une fresque antique, comme une publicité télévisée, qui séduit sans peine le président (et les autres) ; Protée, son frère et époux, un sale gringalet sportif américanisé, walkman, Coca-Cola, caleçon de bain, ambre solaire, etc.

Ce parti pris, il faut le défendre tout au long d'un opéra d'une ampleur wagnérienne (1) et de ces airs à da capo qui ont tout leur temps. Le premier rire passé, bien des péripéties paraissent gratuites.

Mais Peter Sellars n'est pas à court d'idées et il invente souvent des symboles très drôles, qui miment ou contredisent l'effet musical : ainsi les vocaïses de César affolés parce qu'il a mélangé les papiers de sa conférence de presse.

Après le baroque, nous voici en pleine tragédie au troisième acte : Achille est fusillé par ses paras ; Protée torturé et viole Cléopâtre, et celle-ci, en treillis, les yeux bandés, les mains entravées derrière le dos, se roule à terre en chantant un air bouleversant (*Plangero la sorte mia*), tandis que le rideau se lève sur un champ de bataille où rampe César, laissé pour mort, chantant un adieu à Martinotti à Karlsruhe en 1984, de Nicholas Hytner au palais Garnier en 1987, et celle de Peter Sellars qui vient de débiter au Théâtre des Amateurs (en provenance de la Monnaie de Bruxelles, mais créée en juillet 1985 au Popsico Festival de New-York).

Mais Sellars n'a pas fini de nous surprendre. Cléopâtre expirante est vite « requiquée » par la restauration insistante de son amant. Elle déchire son treillis... et apparaît en maillot doré deux pièces pour mener l'œuvre à un rythme endiablé jusqu'à son terme comme une volée de musio-hall, suscitant l'apparition de deux cuirassés, jetant à pleines mains les dollars et les sacs publicitaires, avant de retrouver, tels les époux Reagan, son cher César pour un duo d'amour télévisé.

Pourtant les autres personnages (et les morts barbouillés de sang qui reviennent), moins insouciantes, restent marqués par la tragédie qu'ils ont vécue, introduisant une habile dissonance dans cette fin de comédie musicale *made in Broadway*.

Les chanteurs sont parfaitement soutenus par l'excellent Orchestre de la Monnaie, sous la direction de Craig Smith, parfaitement à l'aise dans la musique transparente et dramatique de Haendel.

JACQUES LONCHAMPT

(1) L'opéra est donné sans coupure : la soirée dure cinq heures, entracte compris, et s'achève vers 0 h 30.

► Au Théâtre des Amateurs de Nanterre, les 19, 22, 25, 28, 31 janvier et 3 février. A 19 h 30 (sauf le 28, à 15 h).

THÉÂTRE

« En attendant Godot », le film, diffusé en première mondiale par FR 3

Une version définitive et décevante

Beckett dirige Beckett, annonce le géographe. La vidéo d'« En attendant Godot », présentée en première mondiale le mercredi 17 janvier par la troisième chaîne dans une réalisation de Walter Asmus, a été entièrement contrôlée par l'auteur dramatique avant sa mort. C'est la première fois que Beckett autorisait que l'on filme *Godot*. Il a voulu que le public dispose de « sa » vision de *Godot* avant que d'autres s'en emparent.

Il avait donc choisi le metteur en scène, les acteurs et, pour l'occasion, donné une forme définitive au texte de son chef-d'œuvre, écrit en 1952 et mis en scène pour la première fois par Roger Blin en janvier 1953 à Paris.

De nombreuses répliques ont disparu dans les deux actes, d'autres ont été inversées. Au premier acte, toute référence au tabac — allumettes, pipe — a disparu comme cet échange (page 56) :

— Estragon : La mort du lampiste
— Vladimir : Le cancer des vieillards.

coups qui en disent long sur les dispositions dernières de l'auteur ; au second acte, Beckett a biffé près de trois pages du dernier texte de référence disponible aux éditions de Minit (1). L'essentiel des passages supprimés consiste en un dialogue sur l'unité au risque du brigandage (pages 119, 120 et 121 de l'édition déjà citée), ou une digression, dont Beckett se moquait lui-même, sur le lien improbable — la Planchette — de l'action (page 122) et en cette réplique (page 114) :

— Vladimir : Ils me tuent.

Pour le reste, chacun a pu retrouver le *Godot* qu'il connaissait. Bâtisse le *Godot* qu'il espérait ? Roman Polanski, l'excellent Lucky de cette

version télévisée, a déjà donné son avis dans la *Monde Radio-Télévision* daté 14-15 janvier : le film d'Asmus est ennuyeux, l'auteur a été trahi. Cela lui vint et nous vint les fondres de l'un des producteurs de cette difficile entreprise. (lire ci-dessous).

Les producteurs ont-ils eu raison de s'acharner à réaliser une version filmée de *Godot*, avec tous les risques que cela présente ? Pensons-n'a jusqu'ici répondu de manière satisfaisante à cette question.

La télévision peut se nourrir de cinéma, de films, d'autant plus qu'on les fait pour elle, par elle. De théâtre, non. Ou alors, comme pour ce *Godot*, doit-elle se transporter en studio et se

résigner à la médiocrité. Car on peut tenir pour médiocre le film présenté par FR3. Médiocre le jeu des acteurs à l'exception du monologue superbe de Lucky-Polanski et de la performance sans forfanterie de Jean-François Balmer-Estragon.

Médiocre, la réalisation d'Asmus, coupant des tirades commencées ou plus rapprochées par des plans latéraux, donnant, par son montage, à des dialogues dits parfaitement l'impression qu'ils sont saccadés. Médiocre aussi car elle est réalisée en vidéo (2) et non en 16 ou 35 millimètres, avec la froideur, le tranchant, la glace de la vidéo, cet outil qui finira bien par nous rendre barbare quand il n'en sera au théâtre. Médiocre dans son économie enfin, car il aurait certainement

fallu tourner à nouveau ce passage où Pozzo butte sur un mot. (Comme si j'étais à court d'hommes de peine !, au premier acte, page 42) ou celui où Vladimir boule un peu son monologue (page 111).

A l'émission, manque essentiellement le lyrisme qui sous-tend cette œuvre définitivement trop grande pour le petit écran.

OLIVIER SCHMITT

(1) Edition de septembre 1988.
(2) La filière audiovisuelle des éditions du Seuil, « Vision Seuil », commercialise cette vidéo sur bande VHS-Fuji de qualité standard, son prix. On respectera, à l'usage, que *Godot* n'est pas un drame en bande haute définition et son hi-fi stéréo.

Une réponse des producteurs à Roman Polanski

M. Jean-Pierre Cottet, producteur délégué de *Carnaval Continental*, nous a fait parvenir cette réponse à l'interview de Roman Polanski publiée dans le dernier numéro du *Monde Radio-Télévision*.

Le *Monde* reprend à son compte les propos de Roman Polanski et les amplifie même sous le titre : C'est Beckett qu'on assassine. Polanski en profite même pour prendre à partie la SFP et j'avoue ne détenir aucune explication à propos de cette phrase fielleuse. Beckett avant de disparaître voulait qu'il existe une version télévisée de *En attendant Godot*, de la *Dernière Bande* et de *Fin de partie* en tout point conformes à sa conception de la mise en scène. Pour le tournage de cette version, Beckett a tout vérifié, tout

contrôlé. Nous avons dû parfois argumenter pour justifier les modifications qu'imposait la télévision, par exemple l'écrivain souhaitait que sa pièce soit enregistrée par une seule caméra, posée au fond de la salle dans la situation d'un spectateur attentif. Tous les débats ont été tranchés par le grand Sam. En témoigne Jérôme Lindon qui fut tout au long de l'aventure notre tyranique conscience.

La lecture de l'interview de Polanski permet de comprendre pourquoi Beckett lui a refusé de produire sa pièce. Il repoussait toute idée d'adaptation et il est vrai que les nécessités commerciales du cinéma pouvaient pour des raisons évidentes détruire l'univers minimaliste et austère du théâtre de Beckett. Le monde de Beckett ne

se soumet pas plus aux lois du taux d'écoute qu'au désir de séduire le client.

Beckett n'est plus là, maintenant vont surgir des trous les plus obscurs les exégètes et les héritiers, chacun traitant l'autre d'hérétique au nom du père défunt. Le *Monde* a pour le moins manqué de goût et de nuance en nous traitant d'assassins.

Personne ne peut prendre à sa place la défense de Polanski ici mis en cause. Pour ce qui est du *Monde*, aurait-il dû, pour ménager les promoteurs rassemblés dans l'entreprise périlleuse de filmer *Godot*, consacrer la parole d'un artiste aussi considérable que celui qui a réalisé le *Conte dans l'ense, Roman's Day, le Lecteur ou Frank* ? Nous avons estimé que non, même si la véhémence de ses déclarations peut paraître provocante. — O.S.

CANAL+ FANTASTIQUE

Le 19 janvier, votre nuit sera blanche: 23 h 00 LA MOUCHE, 00 h 30 MOUCHE NOIRE ET PEUR BLEUE, courts métrages fantastiques.

CANAL+

AU CINÉMA MAX LINDER LE 24 JANVIER

THX

Le Mahabharata

UN FILM DE PETER BROOK



Au commencement, les hommes étaient heureux.

En ouverture, la Mostra de Venise offre une œuvre singulière, une grande légende indienne tournée par un maître du théâtre, Peter Brook. Et voici sur l'écran la mystérieuse beauté, la magie d'une fantasmagorie totalement cinématographique.

LE MONDE (31 août 1989).

Venise a été enthousiasmée par les héros du Mahabharata. C'est l'événement culturel de la décennie.

CORRIERE DELLA SERA (4 septembre 1989).

Le Mahabharata ne peut être confondu avec un film de George Lucas, et pourtant, par moments, cela y ressemble étonnamment: une saga sanskrit qui parle de dieux, de guerres et de magie. Voilà la révélation du festival de New York.

THE NEW YORK TIMES (28 septembre 1989).

Le Mahabharata de Peter Brook provoque un engouement universel. La réalisation de cette épopée indienne est étonnamment pure, lucide et directe.

TIMES OF INDIA (4 novembre 1989).

RÉSERVATIONS



EUROPE 1

RÉSERVATIONS

3615 LIBÉ

CULTURE

CINÉMA

Un hymne à la vie

Avec « Le cercle des poètes disparus », Peter Weir retrouve l'efficacité du cinéma hollywoodien de la grande époque

L'action se passe en 1959, au Welton College, établissement pour fils de bourgeois du Vermont, dont la « carrière » est pré-programmée par leurs parents. Ordre. Discipline. Hommes. Dans cette forteresse de la tradition, un professeur de littérature Keating (incarné par Robin Williams, le disc-jockey de Good Morning Vietnam) apporte un humour et des méthodes anticonformistes qui lui valent l'amitié d'un groupe d'adolescents.

L'automne, dans le Vermont, rousse les arbres et les peupliers. Un souffle d'air pur et de gaieté passe à travers les salles, les couloirs, les chambres de la vénérable institution, qui se donne des airs collet monté de collège anglais. Cette atmosphère idyllique n'est pas si éloignée du genre éducatif et discrètement romantique jadis illustré par Good bye Mr. Chips, de Sam Wood. Seule allusion à la sexualité, l'amourette d'un des garçons avec une étudiante d'un collège de filles se limite à une main tendrement serrée et à un baiser pudique. On ne s'en plaindra pas: pour une fois qu'on ne nous fait pas le coup des amours particulières et des surprises-parties coquines.

L'Australien Peter Weir a d'abord cultivé le fantastique, avec les Voitures qui ont mangé Paris, Pluie à Hanging Rock, la Dernière Vague. Il s'est aussi consacré à la chronique historique (Gallipoli). Il s'est ensuite américanisé: très bien, d'ailleurs, avec l'Année de tous les dangers et Witness. Puis Mosquito Coast, film d'aventures écologique, a été un échec. On ne s'étonnera donc pas qu'il ait voulu mettre cette fois tous les atouts dans son jeu.

Ses meilleures cartes? Un sujet propre à toucher la jeunesse, à une époque où l'on n'a jamais autant parlé de liberté individuelle, de refus des valeurs conservatrices; des images séduisantes dans leur beauté académique; une narration très habile qui met aussi bien les spectateurs en état d'euphorie (autour du personnage de Keating) qu'il les plonge dans une émotion intense.

Car un groupe d'élèves, plus perméable à l'éducation du prof, s'est constitué à son exemple en « Cercle des poètes disparus ». L'ordre du collège, qui s'accommodait plus ou moins des extravagances de Keating, va s'en trouver sérieuse-

ment perturbé. A l'automne succède l'hiver. A la comédie, le drame. Neil Perry (Robert Sean Leonard), dix-sept ans, s'est découvert une passion pour le théâtre. Il veut être acteur, et tient le rôle de Puck dans le Songe d'une nuit d'été au sein d'une troupe d'amateurs. Mais le père de Neil a décidé qu'il serait médecin.

A partir de là, le film change de ton et de style. Le personnage de Keating — Robin Williams est parfait dans tous les registres, toutes les situations — est comme annihilé par les adultes intolérants, qu'il s'agisse du père du jeune homme ou du principal du collège. Le drame éclate avec une brutalité qui vous serre le cœur. Les forces de l'ordre moral prennent leur revanche, suscitent l'indignation. Le mélo est tout proche. Mais la mise en scène, retrouvant l'efficacité du romanesque hollywoodien, résiste à ce risque et convainc de bon en bon. Tous les acteurs — et pas seulement Robin Williams — y ont la part belle: Peter Weir aime les acteurs. Ce Good bye Mr. Keating est, en fin de compte, un hymne à la vie.

JACQUES SICLIER

Un entretien avec Peter Weir

« Les jeunes gens assis sur la place Tiananmen, c'étaient les personnages de notre film »

« Votre précédent film, Mosquito Coast, date déjà de trois ans. C'est beaucoup pour vous. »

— Ce tournage m'avait épuisé. D'autant qu'on l'a réalisé, sans un moment de répit, dans la foulée de Witness pour des raisons de logistique. J'ai dû ensuite à mon agent de tout refuser: j'avais besoin de recharger mes batteries. Ensuite, je me suis mis à écrire un scénario original *Grounds* (la carte de travail pour les étrangers) pour Gérard Depardieu, qui m'a donné son accord mais n'était pas disponible pendant un an. C'est alors que Jeff Katzenberg, le patron de Disney, qui avait produit Witness quand il était à la tête de Paramount, m'a proposé le scénario du Cercle des poètes disparus.

— Qu'est-ce qui vous attirait dans le scénario de Tom Schulmann ?

— Au départ ce n'était pas un sujet pour moi. Mais j'ai été très touché par l'histoire, je n'arrivais pas à la classer de mon esprit. Elle libérait peu à peu en moi un flot de souvenirs. Pendant l'année 1959 où se déroulent les événements, j'avais dix-sept ans et j'étais moi-même élève du Scots College à Sydney, une école de tradition écossaise, avec cornues et uniformes.

— Je n'ai rien changé à la structure du roman. Sauf que, dans l'original, le professeur avait un cancer. C'est la raison pour laquelle au départ j'avais refusé ce projet. Je ne pouvais envisager cette fin, cela devenait un mélodrame. On avait d'abord une tragédie avec les étudiants puis une autre avec l'enseignant. C'était excessif. Montrer un homme en pleine forme, prônant l'épicurisme, m'a semblé plus intéressant.

— Le Cercle des poètes disparus semble proche d'une certaine tradition britannique au cinéma — Tom Brown étudiant ou Good bye Mr. Chips.

— Oui, à l'exception d'une différence majeure, qui nous a rendus très libres à l'égard de cette tradition: l'absence, dans ce collège américain, d'un système de classes. Il y a, bien sûr, un système de privilèges, financièrement parlant, et, ailleurs, des problèmes raciaux mais pas de ces affrontements de classe, qu'on retrouve toujours d'une certaine façon dans les films anglais. En Australie ou en Amérique, ils sont remplacés par des pro-

blèmes d'argent, d'éducation ou de goût. Le début du montage du Cercle des poètes disparus a coïncidé avec le début des manifestations étudiantes en Chine. Ces jeunes gens assis sur la place Tiananmen, c'étaient les personnages de notre film! La Chine était notre école: les vieux dirigeants y représentaient l'ordre établi. Les étudiants, un désir de changement sans caractère subversif ou révolutionnaire.

— Avec un acteur exceptionnel comme Robin Williams, avez-vous été tenté d'aller au-delà du script, de tirer parti de son charisme ?

— Nous avons tourné beaucoup de scènes expérimentales, improvisées. Elles étaient excessives, Robin en faisait trop, il était davantage un amateur public qu'un professeur. Je les ai essentiellement filmées pour détendre les comédiens. En revanche, il n'y a pas un seul discours auquel il n'ait ajouté une ou deux phrases de son cru. Cela lui donnait confiance en lui. Il y a eu aussi des improvisations, dont certaines, très courtes, ont été gardées, comme celles où il imite John Wayne dans Macbeth ou Marlon Brando dans Jules César. Ce sont quelques secondes sauvées d'une demi-journée de tournage, la première dans notre plan de travail, où il enseignait Dickens et Shakespeare. Il y avait des moments prodigieusement drôles, d'autres qui ne l'étaient pas du tout, mais ce n'était pas le personnage. Nous sommes alors retournés au scénario, mais cette expérience avait permis de donner de la spontanéité à notre manière de travailler.

— C'était un défi pour Robin Williams d'interpréter ce rôle après avoir joué dans Good Morning Vietnam. C'était comme pour Harrison Ford d'apparaître dans Witness après les Aventuriers de

l'Arche perdue. Lorsqu'une star de cette stature veut changer de registre, c'est très intéressant pour le réalisateur. Robin est un homme très intelligent. Tant que je me trouvais seul avec lui, ou en compagnie de sa femme, tout allait merveilleusement. Dès le moment où une autre personne entrait dans la pièce, la communication cessait: il était irrésistiblement poussé à divertir son petit public. Et il le faisait brillamment. Il n'est pas du tout le type du clown mélancolique... Il a fallu finalement nous mettre d'accord: nous voulions un professeur dans le film, John Keating, et non Robin Williams!

— Le Scots College où vous avez étudié en Australie était certainement très différent de ces établissements de la Nouvelle-Angleterre. Êtes-vous allé enquêter sur place ?

— Oui. Tout y a beaucoup changé. Aujourd'hui, ce sont les John Keating qui dirigent ces collèges. Mais ils ne sont plus ce qu'ils étaient. Un nouveau conformisme s'est installé, ce qui explique le succès du film aux États-Unis. Pendant toute la période où j'ai auditionné mes jeunes comédiens, j'ai entendu les confessions terribles de ces adolescents aux familles brisées et séparées. Ils exprimaient le désir de devenir une vedette, pour montrer à leurs parents ce qu'ils étaient capables de faire.

— Le film a pu sans doute en partie parce que John Keating apparaît comme une figure paternelle. La génération d'aujourd'hui est issue de celle des années 60 qui a brisé les moules, les lois, les valeurs, les structures morales. Leurs enfants recherchent aujourd'hui désespérément un point de vue, une éthique, un figure archétypale que l'on retrouve ici incarnée par Keating.

Propos recueillis par MICHEL CIMENT

Centre Georges Pompidou

du 17 janvier au 9 avril 1990

LE CINÉMA CUBAIN

DES ORIGINES À NOS JOURS

SALLE GARANCE

120 films

ACQUISITION PUBLICATION

CONFÉRENCE SAMEDI 20 JANVIER À 15H30

LE PELETIER DE SAINT-FARGEAU

un seigneur au service de la Révolution

Avec la participation de:

Pierre COURCELLES, Critique d'Art

Claude MAZAURIC, professeur à l'Université de Rouen.

Vice-Président de la Société des Études Robespieristes

Roger SOMVILLE, peintre

MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE 22 rue du Général Péri SAINT-DENIS

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Le Centre Georges Pompidou présente une exposition de l'œuvre de l'artiste américain Robert Rauschenberg, du 17 janvier au 9 avril 1990. L'œuvre de Rauschenberg est caractérisée par une palette de couleurs vives et une technique de peinture à l'aquarelle sur toile.

Musée d'Orsay

Le Musée d'Orsay présente une exposition de l'œuvre de l'artiste français Paul Gauguin, du 17 janvier au 9 avril 1990. L'œuvre de Gauguin est caractérisée par une palette de couleurs vives et une technique de peinture à l'huile sur toile.

Palais du Louvre

Le Palais du Louvre présente une exposition de l'œuvre de l'artiste français Jean-Baptiste-Simeon Chardin, du 17 janvier au 9 avril 1990. L'œuvre de Chardin est caractérisée par une palette de couleurs sobres et une technique de peinture à l'huile sur toile.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

Le Musée d'Art moderne de la Ville de Paris présente une exposition de l'œuvre de l'artiste américain Jackson Pollock, du 17 janvier au 9 avril 1990. L'œuvre de Pollock est caractérisée par une palette de couleurs vives et une technique de peinture à l'huile sur toile.

PARIS EN VISITES

Le 19 janvier 1990, à 15h30, au Centre Georges Pompidou, une conférence sur le cinéma cubain. Le 20 janvier 1990, à 15h30, au Centre Georges Pompidou, une conférence sur le Peletier de Saint-Fargeau. Le 21 janvier 1990, à 15h30, au Centre Georges Pompidou, une conférence sur l'œuvre de Robert Rauschenberg.

AGENDA

JEUDI 18 JANVIER

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou 42-77-12-33. T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

DESIGNER-ART UN POZZI. Artistes d'enfants. Entrée : 16 F. Jusqu'au 31 mars 1990.

DONATIONS DANIEL CORDIER. Le regard d'un amateur. Salle d'art graphique, 4 étages. Jusqu'au 5 mars 1990.

L'ETRANGE UNIVERS DE CARLO MOLINO. Galerie du Col. Jusqu'au 29 janvier 1990.

HABITER EN EUROPE. Barroco 88. Forum. Jusqu'au 12 février 1990.

MILICA JESKOWA. Vitrines. Grand foyer premier sous-sol. Jusqu'au 25 février 1990.

ED PASCHKE. Galeries contemporaines rez-de-chaussée. Jusqu'au 11 février 1990.

GUSTAVE ROUD. Galerie de la S.P.I. Jusqu'au 6 février 1990.

EDWARD RUSCHA. Galeries contemporaines rez-de-chaussée. Jusqu'au 11 février 1990.

Musée d'Orsay

1, rue de la Boétie 40-48-49-14. Mar., ven., sam., dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

LOUIS-FRANÇOIS PHILIPPE BOITTE (1830-1908). UN FONDS D'ARCHITECTURE. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 janvier 1990.

LIVRES D'ENFANTS, LIVRES D'IMAGES. Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 janvier 1990.

UN CRÉATEUR D'AVANT-GARDE A VIENNE : KOLOMAN MOSER (1858-1918). Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 11 février 1990.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide 40-20-63-17. T.J. et mar. de 12 h à 22 h (fermeture des collections à 21 h 30).

ACQUISITIONS RÉCENTES DU MUSÉE. Hall Napoléon. Entrée : 25 F. Jusqu'au 26 février 1990.

DAVID (1748 - 1825). Galerie et salle Molit. Entrée : 35 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 12 février 1990.

LÉONARD DE VINCI - LES ÉTUDES DE DRAPERIE. Hall Napoléon. Entrée : 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée). Jusqu'au 26 février 1990.

LE PAYSAGE EN EUROPE DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE. Pavillon de Flora. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Du 19 janvier 1990 au 23 avril 1990.

LE PEINTRE, LE ROI, LE HÉROS. L'Andromède de Pierre Mignard. Pavillon de Flora. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Du 19 janvier 1990 au 23 avril 1990.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New York 47-23-61-27. T.J. et mar. de 10 h 30 à 17 h 40, mer. jusqu'à 20 h 30. Visites commentées grat. les jeu. à 15 h et le dim. à 14 h.

L'ART CONCEPTUEL. UNE PERSPECTIVE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 février 1990.

KURKA O L'INVENTION D'UNE ABSTRACTION. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février 1990.

SOPHIE TAEUBER. Rétrospective. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars 1990.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.

LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE. Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales (42-56-37-11). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 avril 1990.

EROS GREC. AMOUR DES DIEUX ET DES HOMMES. Galeries nationales (42-56-34-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Nouveaux mus. Jusqu'à 22 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 5 février 1990.

LE MONDE DES MUSÉES S'EXPOSE AU GRAND PALAIS. Deuxième salon international des musées et des expositions. (42-56-32-13). T.J. et mar. de 10 h à 22 h. Entrée : 45 F. Du 20 janvier 1990 au 23 janvier 1990.

CENTRES CULTURELS

ACQUISITIONS 1989 DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 4 février 1990.

AIR D'OPÉRA. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.

CLICHÉS. LE CHOIX DES SENS. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, Beaumont, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-10). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 mars 1990.

LES CORBUSIER, LE POÈME DE L'ANGLE DROIT.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 4 février 1990.

LE CORBUSIER, LE POÈME DE L'ANGLE DROIT. Fondation Le Corbusier, 8, rue du Docteur-Blanche (42-68-41-83). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

COUR D'YVES, TABLEAUX ET DESIGNS.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

COUR D'YVES, TABLEAUX ET DESIGNS. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

CELEBRITES A L'AFFICHE.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

CELEBRITES A L'AFFICHE. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

DANS LE SILLAGE D'ANDRÉ BRETON.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

DANS LE SILLAGE D'ANDRÉ BRETON. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

EGYPTE - EGYPTE.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

EGYPTE - EGYPTE. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

ETENDARDS DE LA LIBERTÉ.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

ETENDARDS DE LA LIBERTÉ. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

BRACHA ETTINGER, LOTHAR BAURICARTEN.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

BRACHA ETTINGER, LOTHAR BAURICARTEN. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

FRED DEUX, ŒUVRE - 1949-1990.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

FRED DEUX, ŒUVRE - 1949-1990. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

HOMMAGE A MAX JACOB.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

HOMMAGE A MAX JACOB. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

PARIS EN VISITES

« Le néo-byzantin : l'église Saint-Dominique de Gaudouville », 14 h 30, 16, rue de la Tombe-Lévy.

« La laboratoire de Parmentier et l'apothécarie des Invalides. Médecine et pharmacie sous l'Ancien Régime », 16 h, cour d'honneur des Invalides, statues de Napoléon (Monuments historiques).

« Réalisme contestataire ou bougeois. Gustave Courbet en lutte contre les pompes », 10 h 30, entrée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (L'Art et la manière).

« La Pyramide. Le Louvre souterrain de Philippe Auguste à Charles V », 11 h, statue équestre de Louis XIV, sur la pyramide (M. Heger).

« Exposition : Monet/Rodin », 11 h, 77, rue de Valenciennes (M^e Casse).

« Les animaux sacrés du monde indien et les interdits alimentaires », 12 h 30, 6, place d'Iéna (Musée Guimet).

« David. Le portraitiste et le peintre d'histoire », 12 h 30, Louvre, galerie Richelieu, entrée des groupes (S. Donati).

« Le nouvel Opéra, le quartier de la Bastille et le faubourg Saint-Antoine », 12 h 15, métro Bastille, sortie près de la Tour d'Argent (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Exposition David. Peintures et dessins », 14 h 30, grille du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et sciences).

« La Plaine-Lachaise méconnue hors des parcs traditionnels », 14 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Le quartier Bonne-Nouvelle, évocation de la Cour des miracles », 14 h 30, 21, boulevard Bonne-Nouvelle (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.

LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE. Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales (42-56-37-11). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 avril 1990.

EROS GREC. AMOUR DES DIEUX ET DES HOMMES.

Galeries nationales (42-56-34-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Nouveaux mus. Jusqu'à 22 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 5 février 1990.

LE MONDE DES MUSÉES S'EXPOSE AU GRAND PALAIS.

Deuxième salon international des musées et des expositions. (42-56-32-13). T.J. et mar. de 10 h à 22 h. Entrée : 45 F. Du 20 janvier 1990 au 23 janvier 1990.

CENTRES CULTURELS

ACQUISITIONS 1989 DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 4 février 1990.

AIR D'OPÉRA.

Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.

CLICHÉS. LE CHOIX DES SENS.

Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, Beaumont, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-10). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 mars 1990.

LES CORBUSIER, LE POÈME DE L'ANGLE DROIT.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

COUR D'YVES, TABLEAUX ET DESIGNS.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

CELEBRITES A L'AFFICHE.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

DANS LE SILLAGE D'ANDRÉ BRETON.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

EGYPTE - EGYPTE.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

ETENDARDS DE LA LIBERTÉ.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

BRACHA ETTINGER, LOTHAR BAURICARTEN.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

FRED DEUX, ŒUVRE - 1949-1990.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

HOMMAGE A MAX JACOB.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (46-03-90-55). T.J. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

PARIS EN VISITES

« Le néo-byzantin : l'église Saint-Dominique de Gaudouville », 14 h 30, 16, rue de la Tombe-Lévy.

« La laboratoire de Parmentier et l'apothécarie des Invalides. Médecine et pharmacie sous l'Ancien Régime », 16 h, cour d'honneur des Invalides, statues de Napoléon (Monuments historiques).

« Réalisme contestataire ou bougeois. Gustave Courbet en lutte contre les pompes », 10 h 30, entrée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (L'Art et la manière).

« La Pyramide. Le Louvre souterrain de Philippe Auguste à Charles V », 11 h, statue équestre de Louis XIV, sur la pyramide (M. Heger).

« Exposition : Monet/Rodin », 11 h, 77, rue de Valenciennes (M^e Casse).

« Les animaux sacrés du monde indien et les interdits alimentaires », 12 h 30, 6, place d'Iéna (Musée Guimet).

« David. Le portraitiste et le peintre d'histoire », 12 h 30, Louvre, galerie Richelieu, entrée des groupes (S. Donati).

« Le nouvel Opéra, le quartier de la Bastille et le faubourg Saint-Antoine », 12 h 15, métro Bastille, sortie près de la Tour d'Argent (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Exposition David. Peintures et dessins », 14 h 30, grille du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et sciences).

« La Plaine-Lachaise méconnue hors des parcs traditionnels », 14 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Le quartier Bonne-Nouvelle, évocation de la Cour des miracles », 14 h 30, 21, boulevard Bonne-Nouvelle (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CHANG HUITER.

Centre culturel suédois, 33-35, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 28 janvier 1990.

LE KALEIDOSCOPE S'OUVRE.

Une rencontre entre l'image et le maché-méthé. Centre culturel suédois, 33-35, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 28 janvier 1990.

JOHN FRANKLIN KONG.

Centre, 36, rue Falguère (43-22-39-47). T.J. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 3 février 1990.

PETER KORINIS.

Le Transylvain. Institut hongrois, 92, rue Bonaparte (43-26-06-44). T.J. et mar. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 3 février 1990.

OBJETS INTERDITS.

Fondation Dappier, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 7 avril 1990.

RENÉ PATOUILLARD-DEMORIANE.

(1887 - 1957). Fondation Taylor, 1, rue la Bruyère (48-74-85-24). T.J. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 28 février 1990.

LE TAPIS : PRÉSENT DE L'ORIENT A L'OCCIDENT.

Institut du monde arabe, 1, rue de la Fosse-Saint-Bernard (43-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 20 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 25 mars 1990.

VOISINS ET ENNEMIS : LA GUERRE DES CARICATURES ENTRE PARIS ET BERLIN 1848 - 1890.

Galerie de la Fosse-Saint-Bernard (43-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 20 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 25 mars 1990.

LES AMÉRIQUES DE CLAUDE LEVI-STRAUSS.

Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-63-70-60). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 20 F. 25 F (compréhension le samedi). Jusqu'au 24 avril 1990.

ANATOLIE ANTIQUE, FOUILLES FRANÇAISES EN TURQUIE.

Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-23-61-21). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 16 avril 1990.

L'ART DE CARTIER.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-72-73). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 22 h. Jusqu'au 22 h. Jusqu'au 22 h.

L'ART NAÏF ESPAGNOL.

Musée d'Art naïf, 101, rue de la Fosse-Saint-Bernard (43-51-38-38). T.J. et mar. de 14 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 19 janvier 1990 au 31 mars 1990.

L'AUTRE ALLEMAGNE HORS LES MURS.

Champ libre au jeunes artistes de RDA. Musée de la Ville de Paris, 211, av. Jean-Jaurès (42-49-30-80). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 15 h. Entrée : 30 F. Du 19 janvier 1990 au 21 janvier 1990.

CLAUDE MONET, AUGUSTE RODIN, CENTENAIRE DE L'EXPOSITION DE 1889.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Valenciennes (47-06-01-34). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 h à 18 h.

LE CRAYON QUI PARLE.

Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et mar. de 9 h 15 à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 23 janvier 1990.

HONORÉ DAUMER.

Musée Mémorial, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 4 février 1990.

BERNARD EVERT.

Décorateur de cinéma. Cinéma français, palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-35). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 mars 1990.

PORTS DU LITTORAL.

Musée des Plans-Rajetés, hôtel national des Invalides, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-35). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 mars 1990.

WILLIAM HENRY FOX TALBOT.

Rétrospective. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-35). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 12 février 1990.

FRANÇOIS KOLLAR, RÉTROSPECTIVE.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-35). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 11 février 1990.

MAGNUM.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-35). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 12 février 1990.

MÉTAL, HOMMES ET DIEUX.

Jardin des Plantes, galerie de minéralogie, 38, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-36-54-26). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 février 1990.

SURCOUF (45-56-60-17).

T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 17 février 1990.

AGENDA

CAMPUS

Un jumelage Orsay-Berkeley

Le Centre scientifique d'Orsay de l'université Paris-Sud et l'université californienne de Berkeley viennent de signer une convention de jumelage qui formalise les relations, déjà très denses, entre ces deux pôles scientifiques. Cet accord-cadre, qui concerne les étudiants de troisième cycle et les activités de recherche des deux institutions, permettra de porter de cinquante à plus de soixante-dix le nombre annuel des échanges de chercheurs et d'étudiants en doctorat, dans les deux sens. Cette convention prendra effet à la rentrée universitaire de 1990-1991. Elle se propose d'établir une évaluation réciproque des formations dans les laboratoires, ainsi que des programmes scientifiques.

Les termes de l'accord ont été élaborés par M. Ollie Wilson, vice-chancelier de l'université de Berkeley, et M. Jack Robert, président de Paris-Sud, à l'occasion de la visite d'une délégation californienne aux Journées scientifiques d'Orsay, les 10 et 11 janvier, consacrées essentiellement à la recherche sur les matériaux. Au cours de cette manifestation, un groupe de recherche d'Orsay sur les matériaux (GROM) a été constitué autour d'une vingtaine de laboratoires de physique et de chimie. L'objectif du GROM est de s'engager, en partenariat avec le pôle matériaux de l'université de Nantes, vers un réseau européen regroupant d'autres universités françaises et étrangères.

► Renseignements : Centre scientifique d'Orsay, division de la recherche, 91405 Orsay Cedex. Tél. : (1) 69-41-63-45.

A Sup-Elec

M. Bernard Picinbono a été nommé directeur général de l'Ecole supérieure d'électricité (Sup-Elec), en remplacement de M. Jean-Loup Delcroix.

[Né le 21 mars 1933 à Alger, M. Picinbono est professeur de physique à l'université Paris-Sud, spécialiste du traitement du signal, notamment en matière de détection sous-marine. Il a été président de l'université Paris-Sud de 1971 à 1975, puis a dirigé jusqu'en 1986 le laboratoire des signaux et systèmes à l'Ecole supérieure d'électricité. Il est président du

Echanges internationaux

L'université du Havre ouvrira à la rentrée 1990 un DESS en logistique des échanges internationaux. Formation accessible aux étudiants titulaires d'une MST en commerce international ou aux diplômés des ESCA. Service universitaire d'information et d'orientation, 25, rue Philippe-Léon, 76000 Le Havre. Tél. : 35-22-69-88.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de dimanche-jour. Signification des symboles : ► Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 18 janvier

- TF 1**
- 20.40 Téléfilm : Imogène est de retour. De François Leterrier, avec Dominique Lavanant, Jean Benguigui.
 - 22.10 Documentaire : Paroles d'otages. De Patrick Vélain et Jean-Claude Raspignans. Le retour.
 - 23.10 Magazine : Futur.
 - 23.50 Journal, Météo et Bourse.
 - 0.10 Série : Mémoires.
 - 0.35 Série : Intrigues.
 - 1.00 TF1 nuit.
 - 1.35 Feuilleton : C'est déjà demain.
 - 2.00 Info revue.

A 2

36 15
CM
Le service télématique expert de l'emploi des cadres

- 20.35 ► Magazine : Envoyé spécial. De Paul Nahon et Bernard Benaym.
- 21.40 Cinéma : Ma femme s'appelle reviens. ■ Film français de Patrice Leconte (1981). Avec Michel Blanc, Anémone, Xavier Saint-Macary. Informations : 24 heures sur la 2. Avec le magazine européen Puissance 12.
- 23.15 Météo.
- 23.20 Sport : Basket-ball. Coupe d'Europe des clubs champions : Limoges-Poitiers.

FR 3

- 20.35 Cinéma : Le gitan. □ Film français de José Giovanni (1975).
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.45 Magazine : Océaniques. Viens avec les dieux, de Marc Augé et Jean-Pierre Dozon. 2. Les deux objets.
- 23.35 Musiques, musiques. Deux courantes, de Jacques de Belleville, par Ars Antiqua et Raymond Couste, luth.
- 23.40 Magazine : Espace francophone. Le cinéma belge francophone : l'école internationale de Bruxelles.

CANAL PLUS

- 20.30 Cinéma : Un jour, une vie. ■ Film américain de Larry Peerce (1974). Avec Marilyn Hesser, Beau Bridges, Belinda Montgomery.
- 22.15 Flash d'informations.
- 22.20 Cinéma : A double tranchant. ■ Film américain de Richard Marquand (1985). Avec Jeff Bridges, Glenn Close, Peter Coyote (v.a.).
- 0.05 Cinéma : Parties de chasse en Sologne. Film français (classé XI) de Rudi Tranter (1979). Avec Brigitte Lahaie, Marilyn Jess.
- 1.25 Pochettes surprises : Adrenaline.
- 1.30 Cinéma : Iceman. ■ Film américain de Fred Schepisi (1984). Avec Timothy Hutton, Lindsay Crouse, John Lone.

LA 5

- 20.40 Téléfilm : Le cauchemar hollywoodien. De Stuart Margolin, avec James Garner, John Lithgow.
- 22.30 Open d'Australie.
- 22.40 Série : Deux fils à Miami.
- 23.30 Magazine : Désir.

- 0.00 Journal de minuit.
- 0.05 Le renard (redif.).
- 1.05 Série : Les cinq dernières minutes.

M 6

- 20.30 Cinéma : La cage aux poules. ■ Film américain de Colin Higgins (1963). Avec Burt Reynolds, Dolly Parton, Dom DeLuise.
- 22.30 Série : Brigade de nuit.
- 23.25 Série : Médecins de nuit.
- 0.20 Six minutes d'informations.
- 0.25 Magazine : Chances.

LA SEPT

- 20.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandrieux.
- 20.45 Jour soundies collection.
- 20.50 Documentaire : Travail à domicile.
- 21.00 Téléfilm : La chouette aveugle. De Raoul Ruiz.
- 22.30 Magazine : Mégamix.
- 23.00 Documentaire : Mémoire en ricochets (2). De Michel Mitrani.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Le théâtre de l'Europe des Douze. La Grande-Bretagne. Chutes, de Gregory Motton.
- 21.30 Profils perdus. Agnès Capri.
- 22.40 Nuits magnétiques. Les vieux souvenirs ou le Bicentenaire à l'envers. Du jour au lendemain.
- 0.05 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné les 10 et 11 janvier salle Pleyel) : Passacaglia pour Orchestre et Concerto pour alto et Orchestre, de Penderecki : Symphonie n° 4 en fa mineur op. 36, de Tchaïkovski, par l'Orchestre de Paris, dir. Krzysztof Penderecki ; sol. : Kim Kashkashian, alto.
- 23.07 L'invité du soir. Horatiu Radulescu, compositeur. Œuvres de Radulescu, Stravinski, Tanguy, Bal, Balz, des Prés, Miroslav, Michaux, Wolpert.

Vendredi 19 janvier

- TF 1**
- 13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour.
 - 14.25 Série : Proust café.
 - 15.25 Série : Tribunal.
 - 16.55 Variétés : La chance aux chansons.
 - 18.45 Club Dorothée.
 - 17.50 Série : Hawaii, police d'Etat.
 - 18.55 Avis de recherche.
 - 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara.
 - 19.25 Jeu : La roue de la fortune.
 - 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
 - 20.40 Variétés : Avis de recherche. Invité : Raymond Devos.
 - 22.45 Magazine : 62' sur la Une.
 - 23.48 Journal, Météo et Bourse.
 - 0.05 Série : Crimes passionnels.
 - 0.50 Série : Mémoires.

A 2

- 13.40 Série : Falcon Crest.
- 14.05 Cinéma : Chapeau melon et bottes de cuir. Magazine : Tout, tout, tout... sur A 2.
- 15.20 Série : Les voisins.
- 15.45 Après-midi show.
- 17.00 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 17.25 Magazine : Graffiti 5-15.
- 18.20 Série : Mac Giver.
- 19.10 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
- 19.40 Jeu : Rira, rira pas.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.35 Feuilleton : Choumou. De Philippe de Broca, avec Philippe Noiret, Sophie Marceau, Lambert Wilson (2^e épisode).
- 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Thème : De l'argent roi aux patrons stars. Invité : Alain Etcheberry (Les entreprises ont-elles une âme ?). Max Gallo (Manifeste pour une fin de siècle obscure). Alain Mimoz (L'argent fou). Jean-Louis Servan-Schreiber (Le Médic du patron).
- 22.50 Journal et Météo.
- 23.10 Cinéma : Une étoile est née. ■■■

FR 3

- 13.30 Magazine : Regards de femme.
- 14.00 Flash d'informations.
- 14.03 Magazine : La vie à cœur.
- 15.00 Flash d'informations.
- 15.03 Série : Deux maîtres à la maison.
- 16.00 Flash d'informations.
- 16.03 Magazine : Télé-Caroline.
- 17.35 Feuilleton : Guillaume Tell.
- 18.00 Flash d'informations.
- 18.03 Magazine : C'est pas juste.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.
- 20.05 Jeux : La classe.
- 20.30 INC.
- 20.35 Magazine : Thalesa. Grandeur nature : sur les traces de J.-J. Audouin, d'Yves Bourgeois.
- 21.30 Série : Le retour d'Arsène Lupin.
- 22.30 Journal et Météo.
- 22.55 Théâtre : La dernière blande. Pièce de Samuel Beckett, avec Roland Bertin.
- 23.50 Musiques, musique.

CANAL PLUS

- 13.30 Cinéma : Police academy 3, instructeurs de choc. □ Film américain de Jerry Paris (1986).

- 14.53 Pochettes surprises : Adrenaline. Maman, je n'ai rien de toi, de Pierre-Oscar Levy ; inédit, de Jean-Louis Mallet ; Cinéma en folie, de Pierre-Louis Leveque et Jean-Pascal Duwami.
- 15.15 Cinéma : L'espion qui m'aimait. ■ Film britannique de Lewis Gilbert (1977).
- 17.25 Cabou cadin.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
- 18.30 Top album.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : François Périer.
- 20.30 Téléfilm : L'amour aveugle. De John Korty, avec More Warrington, Keith Carradine.
- 22.05 Les superstars du catch.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : La mouche. ■■ Film américain de David Cronenberg (1986). Avec Jeff Goldblum, Geena Davis, John Getz.
- 0.30 Courts métrages : Mouche noire et pour bleue.
- 0.30 Cinéma : Maniac cop. ■

LA 5

- 13.35 Série : 200 dollars plus les frais.
- 14.30 Série : L'inspecteur Derrick.
- 15.30 Série : Le renard.
- 16.45 Dessins animés.
- 18.50 Journal Images.
- 19.00 Série : Happy days.
- 19.30 Série : Arnold et Willy.
- 20.00 Journal.
- 20.30 Drôles d'himalayas.
- 20.40 Téléfilm : La maîtresse du désir.
- 22.20 Open d'Australie.
- 22.30 ► Magazine : Reporters. Au nom d'Allah.
- 23.30 Téléfilm : Silence ! On tourne... De Rolf von Sydow.
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.05 Silence ! On tue... (suite).
- 1.00 Le renard (redif.).

M 6

- 13.20 Série : Madame est servie (redif.).
- 13.45 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.

- 14.35 Boulevard des Clips.
- 17.30 Série : L'homme de fer.
- 18.30 Série : Campus show.
- 19.00 Série : Magnum.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Téléfilm : Pour la mort d'un flic.
- 22.05 Série : Brigade de nuit.
- 23.00 Série : Médecins de nuit.
- 0.00 Six minutes d'informations.
- 0.05 Capital.

LA SEPT

- 14.30 Méthode Victor : Anglaise.
- 15.00 Cinéma : Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère... ■■ Film français de René Allio (1977).
- 17.10 Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité (2). D'André Langenay et Gérard Calderon.
- 18.00 Téléfilm : L'amour aveugle. De Guy Denoy.
- 19.30 Magazine : Imagin.
- 20.00 Série : Chroniques de France. Les Allocations d'Hubert Knapp.
- 21.00 Magazine : Dynamo.
- 21.30 Magazine : Ici bat la vie.
- 22.00 Documentaire : Y'a d'te joie. Portrait de Charles Trenet par Don Kent.
- 23.00 Théâtre : Madame Scott. Pièce de Philippe Minyana.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Hoffmann / Mozart.
- 21.30 Musique : Black and blue. Mies (2^e partie).
- 22.40 Nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 27 mai 1988 au Théâtre des Champs-Élysées) : Faldstaf, étude symphonique op. 68, d'Edgar ; Spring symphony pour solistes, chœur et orchestre op. 44, de Britten ; par l'Orchestre national de France, le chœur et la maîtrise de Radio-France, dir. Jeffrey Tate ; sol. Gwendolyn Bradley, soprano, Sarah Walker, alto, Robert Tear, ténor. Musique légère. Divertissement pour piano et orchestre, de Bernard ; Suite ancienne, de Roger-Roger ; Danse de France, de Weiberg. Le livre des meslanges.
- 23.07 Poissons d'or.

Audience TV du 17 janvier 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	55,8	Santa-Barbara 21,4	Dessinez 6,9	Actual. rég. 17,3	Bande ann. 2,0	Happy Days 6,8	Magnum 2,7
19 h 45	58,8	Roue fortune 29,1	Rira rira pas 6,0	19-20 info 11,5	Nella part 4,3	Arnold Willy 3,8	Magnum 4,2
20 h 18	72,7	Journal 29,7	Journal 16,2	La classe 11,3	Nella part 3,3	Journal 6,9	M... est servi 5,4
20 h 55	70,6	Sacré soirée 28,5	Jack l'éventr 19,5	En attendant... 3,1	Ciné solis 4,6	Myriam 8,7	Alerte air 7,1
21 h 8	67,8	Sacré soirée 28,5	Bande ann. 11,0	En attendant... 2,9	La Vouivre 6,5	Ternes 4,1	Alerte air 8,0
22 h 44	40,4	Sacré soirée 23,3	My tale in... 8,5	En attendant... 1,3	Volley-ball 1,3	Loi Los Ang. 3,0	Le Stunt 3,0

LOTTO
N° 3
DU MARCHÉ
17 JANVIER 1990

TACOTAC
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90)

Le numéro **4 8 0 3 0 6** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchant de la centaine de mille

080306	580306	gagnent
180306	680306	40 000,00 F
280306	780306	
380306		

Les numéros approchant aux

Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	gagnent
400306	481306	480006	480316	480300	
410306	482306	480106	480326	480301	
420306	483306	480206	480336	480302	
430306	484306	480306	480346	480303	
440306	485306	480406	480356	480304	
450306	486306	480506	480366	480305	
460306	487306	480606	480376	480306	
470306	488306	480706	480386	480307	
480306	489306	480806	480396	480308	
490306	490306	480906	480309	480309	

Tous les billets se terminant par

0 3 0 6	gagnent	4 000,00 F
3 0 6		400,00 F
0 6		200,00 F
6		100,00 F

LOTTO
N° 3
DU MARCHÉ
17 JANVIER 1990

TACOTAC
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER (J.O. du 03/01/90)

POUR LES TRACÉS DES MARCHÉS SA ET SAMEDI 17 JANVIER 1990

POUR LES TRACÉS DU MARCHÉ APRÈS-MIDI

TRACÉ DU MARCHÉ 17 JANVIER 1990

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 36-15 LOTTO

LOTTO
N° 3
DU MARCHÉ
17 JANVIER 1990

TACOTAC
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER (J.O. du 03/01/90)

POUR LES TRACÉS DES MARCHÉS SA ET SAMEDI 17 JANVIER 1990

POUR LES TRACÉS DU MARCHÉ APRÈS-MIDI

TRACÉ DU MARCHÉ 17 JANVIER 1990

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 36-15 LOTTO

Pompes Funèbres
MARTIN
CARON & C
11-20-74-52
M. LEBLANC

STERY
STERY
STERY

VERTUS
VERTUS
VERTUS

COMMUNICATION

La succession de M. Jean-Louis Guillaud à la présidence de l'AFP

L'avenir incertain d'une agence internationale

Le conseil d'administration de l'Agence France Presse devait se réunir dans la matinée du 18 janvier pour élire son président. M. Jean-Louis Guillaud est le seul candidat à sa propre succession. Il se heurte toutefois à l'hostilité du gouvernement, qui dispose, théoriquement, au conseil, de cinq voix sur quinze. Si M. Guillaud n'obtient pas, en trois tours, les douze voix nécessaires à son élection, le conseil supérieur de l'Agence, composé de huit personnalités (deux magistrats, deux représentants de la presse, un journaliste, un représentant de l'audiovisuel public et deux hauts fonctionnaires), désignera le 22 janvier un deuxième candidat. En ce cas, l'élection aurait lieu à la majorité simple.

Les pouvoirs publics observeront avec attention les résultats des premiers tours et le comportement des représentants de la presse, jusqu'à présent favorables à la réélection de M. Guillaud. Des abstentions significatives donneraient au gouvernement un feu vert pour susciter un candidat plus conforme à ses vœux.

Les manœuvres politiques autour de la succession de M. Jean-Louis Guillaud risquent d'occulter le problème crucial de la survie économique de l'AFP. Certes, le gouvernement ne manque pas de reprocher à l'actuel président de l'Agence une gestion très conservatrice et la trop grande imprécision des projets de développement. Mais les représentants de la presse, majoritaires au conseil d'administration, continuent de soutenir loyalement la gestion de M. Guillaud, le félicitant d'avoir maintenu depuis 1987 une relative « paix sociale » dans l'entreprise et empêchant ainsi d'ouvrir publiquement le débat de fond.

Or, la situation de l'AFP est loin d'être saine. L'Agence ne s'est pas remise du grand choc de 1986, quand un déficit cumulé de 206 millions de francs avait entraîné le départ de M. Henri Figeat. Certes, une sévère compression des effectifs avait ramené l'équilibre de l'exploitation dès 1987 mais, dès les années suivantes, la situation s'est à nouveau dégradée. Malgré une hausse d'environ 5 % par an du chiffre d'affaires, l'exploitation de l'AFP reste déficitaire : 7 millions de francs en 1988, 18 millions et 9 millions pour les deux années suivantes selon les prévisions du président de la commission financière.

Peut-on reprocher à M. Guillaud de n'avoir pas obtenu les gains de productivité que lui demandaient ses actionnaires ? La marge de manœuvre du président de l'AFP est plus restreinte quand il s'agit de réduire des coûts ou les frais de personnel ont un poids déterminant. Il peut difficilement diminuer encore les effectifs de l'Agence, et les salaires de l'AFP, liés aux conventions générales de la

presse écrite, progressent plus vite que l'inflation.

Mais c'est du côté des recettes que se joue le véritable drame de l'AFP. Cette grande agence internationale reste prisonnière d'un marché national où dominent les clients publics. Près de 80 % du chiffre d'affaires de l'Agence se fait en France et les abonnements des ministères et administrations représentent encore 50 %. Cette dépendance économique vis-à-vis de l'Etat français a de redoutables conséquences : au moindre désaccord avec la direction de l'Agence, le gouvernement dispose de moyens de pression directe sur ses recettes. Au-delà de ces situations de crise, il n'est pas sûr que l'Etat, compte tenu de ses priorités budgétaires, continue longtemps à consacrer chaque année 400 millions de francs pour renforcer l'AFP.

Trouver des clients en dehors des médias

Confronté à ce problème depuis des années, l'Agence n'est pas restée inactive. La naissance des radios et des télévisions privées lui a permis de trouver de nouveaux clients. Elle a même réussi, grâce aux performances de son service photo en transmission numérique, à trouver des débouchés aux Etats-Unis et en Asie. Mais ces développements ont des incidences limitées sur le chiffre d'affaires.

Un des torts de M. Guillaud comme de ses prédécesseurs, a sans doute été de ne pas revoir à la hausse des tarifs restés très en dessous des moyennes internationales. En 1987, un quotidien français consacrait en moyenne 4 centimes par exemplaire pour recevoir les informations de l'AFP alors que

son homologue allemand dépensait près de 80 centimes pour s'abonner aux agences de presse. De plus, la politique tarifaire de l'AFP, liée depuis 1957 aux tirages des journaux, n'est plus adaptée à un marché où des publications spécialisées à petit tirage se payent à trop bon compte les services de l'Agence.

Mais, même restructuré, le marché des médias n'est pas suffisant pour assurer l'avenir d'une agence internationale et amortir ses formidables coûts de fonctionnement. Dès 1964, Reuter l'a bien compris qui a cherché de nouveaux clients auprès des entreprises, des banques et des agents de change.

L'Agence britannique leur a proposé d'abord des informations économiques très spécialisées puis de véritables réseaux de transactions financières. Aujourd'hui, la fourniture d'informations aux médias ne représente plus que 6 % des activités de Reuter, et son chiffre d'affaires dépasse les 10 milliards de francs, plus de dix fois celui de l'AFP. Les américains Dow Jones et Associated Press ont suivi le mouvement, et le chiffre d'affaires de leur service d'information commun a progressé de 30 % à 40 % par an pour atteindre les 4 milliards de francs.

Handicapée par sa séparation avec Havas et son statut juridique particulier, l'AFP est restée trop longtemps figée sur son métier de base, incapable désormais de dégager une rentabilité. Depuis trois ans pourtant, l'Agence française tente de se diversifier, et les « nouveaux clients » représenteront l'an prochain 10 % de ses recettes. Le « fil économique », composé de plusieurs services très spécialisés diffusés sur écran, a réussi à séduire des entreprises qui ne peuvent s'offrir le réseau de Reuter.

Pour élargir ce début de marché, l'AFP compte maintenant installer le « fil économique » sur des services d'informations électroniques concurrents de Reuter. Ainsi, le réseau Teletext, filiale de Dow Jones, va désormais proposer également les données de l'Agence française : un marché potentiel de 2 000 écrans dont l'AFP espère bien conquérir 10 %. Autre initiative : le lancement sur Minitel d'un service « matières premières » consacré d'abord aux céréales puis au café, au cacao et au sucre et destiné aux petits négociants, marché abandonné par Reuter.

La direction de l'AFP nourrit depuis trois ans un projet plus ambitieux : profiter de l'intérêt suscité aux Etats-Unis et en Asie par la construction de l'Europe pour lancer un service d'informations économiques européennes en langue anglaise afin de toucher le marché international. Le réseau par satellite est prêt, l'Agence française dispose de 40 % des informations nécessaires et devrait annoncer à la fin du mois un accord avec plusieurs partenaires européens qui viendront compléter les données.

Le projet est séduisant mais l'AFP se heurte à forte partie. Reuter domine déjà le marché avec quelque 250 000 terminaux dans le monde. Dow Jones bénéficie d'une prestigieuse image de marque appuyée sur le Wall Street Journal. Pour réussir à percer, l'Agence française devrait consentir sur plusieurs années des investissements réguliers et importants. Reste à savoir quelle sera l'attitude de ses actionnaires. Les représentants de la presse sont peu sensibles à une diversification qui ne les occupe pas directement. L'Etat, lui, ne semble pas encore convaincu.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

675 journalistes

L'Agence France Presse (AFP) est l'une des quatre grandes agences mondiales d'information, avec les Américains Associated Press (AP), United Press International (UPI) et le britannique Reuter. Elle emploie, en 1989, 675 journalistes titulaires dont 150 travaillent dans les bureaux parisiens dans soixante pays étrangers, et 60 dans les vingt-six bureaux de province. L'AFP comprend aussi 244 techniciens qui s'occupent de la mise au point et de la maintenance des outils de transmission et

notamment des satellites, en France et à l'étranger, et 291 administratifs.

L'AFP diffuse environ trois millions de mots par jour à ses abonnés. En plus de ses dépêches économiques, financières et spécialisées, elle transmet un « fil » général en langue française, mais aussi des informations en langue anglaise, via les trois desks de Paris, Washington et Hongkong ainsi que des informations en espagnol et en portugais, à destination du continent sud-américain, en arabe et en allemand.

Après six mois de polémiques

Le gouvernement rend publiques les nouvelles obligations des télévisions

Pierre angulaire de la réforme audiovisuelle du gouvernement, les décrets réglementant la programmation des chaînes aux heures de grande écoute et les rapports entre producteurs et diffuseurs sont parus au Journal officiel du 18 janvier. Leur promulgation pourrait relancer la polémique opposant depuis six mois les pouvoirs publics aux chaînes privées : TF 1, la Cinq et M 6 ont, chacune, menacé de saisir le Conseil d'Etat, voire les instances européennes.

Quand M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, justifie, dans le Monde du 14 juillet 1989, la préparation de deux décrets réglementant la programmation et la production, elle leur assigne des objectifs simples : « Renforcer l'identité culturelle nationale et européenne des programmes aux heures de grande écoute », d'une part ; « promouvoir et consolider la production française et communautaire », d'autre part. Des objectifs presque consensuels donc — qui n'y souscrirait ? — et qui répondent, pour une part, aux exigences d'un amendement à la loi de 1986, adopté à l'unanimité par le Parlement à l'initiative du sénateur... RPR, Adrien Gouteyron !

Le gouvernement, pourtant, met alors le doigt dans un engrenage qui le conduit à élaborer deux textes complexes et violemment contestés, que les avis successifs du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et du Conseil d'Etat obligent à profondément remanier. Les décrets s'appliquent dorénavant aux télévisions hertziennes en clair — les chaînes payantes comme Canal Plus, par câble ou par satellite, feraient l'objet de textes distincts — et s'articulent autour de quelques grandes définitions : les obligations de diffusion et celles de production.

LA NOTION D'ŒUVRE AUDIOVISUELLE

Les chaînes souhaitent une définition fort large de l'œuvre pour mieux « diluer » leurs obligations. Le gouvernement, au contraire, avait opté pour une formulation très restrictive : fictions et documentaires seulement. Le texte final reprend la définition « en creux » suggérée par le CSA, puisqu'il assimile à une œuvre tout ce qui ne relève pas des émissions d'information, des variétés, des jeux, des émissions de plateau, des retransmissions sportives, de la publicité, du télé-achat ou bien encore de l'autopromotion et du télétexte.

La définition des films est parallèlement affinée : ce sont dorénavant des œuvres de plus d'une heure, exploitées commercialement en salles en France ou à l'étranger (dans ce dernier cas, de façon « significative »). Enfin, les notions de films et d'œuvres audiovisuelles « d'expression originale française », qui répondent aujourd'hui à d'innombrables critères, seront simplifiées au 1^{er} septembre 1991, date d'entrée en vigueur de la directive communautaire « Télévision sans frontières ». Ils devront alors être « principalement réalisés en langue française ».

LES CONTRAINTES DE LA DIFFUSION

Elles s'appliqueront en deux temps. Les chaînes doivent immédiatement diffuser 50 % de films et d'œuvres audiovisuelles d'origine française et 60 % d'origine communautaire. A la demande du Conseil d'Etat, le gouvernement a renoncé à exclure les heures de nuit des moyennes statistiques, la loi ne le prévoyant pas. Une concession favorable à la Cinq et à M 6 — qui rediffusent parfois des « fonds de tiroir » aux heures creuses pour améliorer leurs quotas — mais qui ne devrait pas ouvrir la voie à tous les abus : les sanctions prononcées contre TF 1 demeurent valables.

A partir du 1^{er} janvier 1992, ces obligations deviennent plus

rigoureuses : les chaînes devront appliquer les mêmes quotas, aux heures de grande écoute : chaque jour de 18 à 23 heures ainsi que le mercredi après-midi (dès 14 heures). Ce report de deux ans était recommandé par le CSA, car il offrait « l'avantage de maintenir des objectifs exigeants (...), tout en permettant aux chaînes d'y parvenir à l'issue d'une période de montée en charge compatible avec la recherche de leur équilibre financier » (la Monde du 3 novembre 1989). Un délai qui devrait tempérer les récriminations de la Cinq et de M 6.

LES IMPÉRATIFS DE PRODUCTION

Fort du principe d'égalité devant la loi, le Conseil d'Etat souhaitait qu'il s'appliquent à toutes les chaînes. Par réalisme économique, le gouvernement a trouvé un « subterfuge » pour exonérer les télévisions locales ou les décrochages locaux : les obligations de production sont assises sur le chiffre d'affaires net des chaînes, la part des émissions régionales exclues. Voilà qui soulagera — partiellement — les finances de FR 3.

Pour les œuvres audiovisuelles, les télévisions nationales doivent choisir, d'ici à la fin mars, entre deux types de contribution : consacrer 15 % de leur chiffre d'affaires net à des commandes françaises et en diffuser 120 heures minimum en « prime-time » ; ou bien investir 20 % de ce même chiffre d'affaires dans des œuvres communautaires, 15 % allant alors obligatoirement à des œuvres françaises. Qu'elles retiennent l'une ou l'autre formule, les chaînes devront, en tout cas, favoriser l'essor de la production privée indépendante en lui réservant 10 % de leurs chiffres d'affaires (1). Côté cinéma enfin, les obligations — 3 % du chiffre d'affaires net — sont reportées au 1^{er} janvier 1991, le gouvernement ne souhaitant pas imposer à M 6, qui n'a pas souscrit d'engagements à l'égard du septième art avant cette date, une mesure susceptible d'ouvrir la voie à un recours.

Les textes publiés, reste à savoir aujourd'hui si un gouvernement moins frileux et disposé à une très large concertation publique n'aurait pas pu éviter les six mois de polémiques qu'il vient d'affronter. Faute d'avoir su faire passer leur message, M^{me} Catherine Tasca et M. Jack Lang se sont retrouvés isolés, attaqués tant par les producteurs de télévision et la SFT, qu'ils étaient censés défendre. Seuls, auteurs et producteurs de cinéma ont soutenu cette démarche.

PIERRE-ANGEL GAY

(1) Une société de production indépendante ne doit pas détenir plus de 5 % du capital d'une chaîne. Cette chaîne elle-même ou ses actionnaires importants ne doivent posséder qu'une part très minoritaire de la société de production.

SPORTS

Résultats

BASKET-BALL

COUPE KORAC

(Quartiers de finale)

*Chollet b. Ljubljana 103-87

*Pau-Orthez b. Zadar 87-88

TENNIS

INTERNATIONAUX D'Australie

Deuxième tour

Simple messieurs. — Woodforde

(Aus.) b. Chornikov (URSS, n° 11), 6-3,

6-2, 7-6 ; Falchove (Fin.) b. Forget

(Fra.), 6-4, 3-6, 6-3 ; Becker (RFA,

n° 2) b. Scott (E-U), 6-3, 6-4, 6-2 ;

Deletra (Fra.) b. Jones (E-U), 6-3, 4-6,

6-3, 6-2 ; Nash (E-U, n° 12) b. Agnér

(Sui), 7-6, 6-3, 6-3.

Simple dames. — L. Demongest

(Fra.) b. M. Kildow (Jap.), 6-4, 6-1 ;

H. Mandlikova (Aut.) b. C. Macgregor

(E-U), 7-6, 6-3 ; S. Wieseman

(Bel.) b. N. Zvereva (URSS, n° 10), 7-6,

6-1 ; J. Halard (Fra.) b. A. Harrickson

(E-U), 7-6, 6-2 ; G. Sabatini (Arg., n° 2)

b. M. Mollegret (P-R), 6-1, 6-1 ; C. Tanvier

(Fra.) b. E. Inoue (Jap.), 6-4, 6-4 ;

A. Geveland (E-U) b. A. Dechaume (Fra.),

6-4, 4-6, 7-6 ; M.-J. Fernandez (E-U,

n° 8) b. K. Rinaldi (E-U), 6-4, 6-4.

L'om
A travers des
l'histoire n

LA BIBLE EN ESPAGNE,
de J. B. ...
MÉMOIRES
DU CAPITAIN ALONSO
DE CONTRERAS,
de ...
BEATUS ILLE,
de ...
CENT ANS
DE LITTÉRATURE
ESPAGNOLE,
de ...
ESSENCE,
de ...

LIVRES • IDÉES

Le manuscrit trouvé à Bucarest

La fête proustienne d'un grand écrivain roumain, Camil Petrescu

MADAME T.
de Camil Petrescu
traduit du roumain
par J.-L. Courriel,
Ed. Jacqueline Chambon,
380 p., 110 F.

En France, à la fin des années 60, seuls quelques intellectuels roumains exilés connaissaient le roman de Camil Petrescu *Le Lit de Procuste*. Étonnante par sa modernité autant que par sa technique, cette œuvre, publiée à Bucarest en 1933, fut proposée à plusieurs éditeurs, dans une mauvaise traduction française, et disparut sous une pile de manuscrits « impubliables ». Aujourd'hui, quelques semaines seulement après la révolution roumaine, Jacqueline Chambon nous propose ce livre dans une traduction bien plus heureuse, et avec un autre titre : *Madame T.*

Camil Petrescu (1894-1957), prosateur, poète et auteur dramatique, philosophe et essayiste, participe au premier grand carnage mondial. Et celui-ci lui inspira ses débuts littéraires : un roman intitulé *Dernière nuit d'amour, première nuit de guerre*. Malgré sa misogynie, le livre eut beaucoup de succès. Emule de Husserl, admirateur de Proust, Camil Petrescu introduisit l'auteur de *À la recherche du temps perdu* en Roumanie, mais il s'affirma aussi comme auteur de théâtre.

Le poète aux ailes brisées

Son *Danton*, publié en 1931, ne fut, hélas ! jamais joué de son vivant. Cette pièce était trop « énorme », trop foisonnante. Pourtant, les autorités roumaines tentèrent de la récupérer en 1980, de manière à justifier les crimes des incorruptibles de tout accablent. *La Doctrine de la substance*, ouvrage philosophique où Petrescu préconise un pouvoir politique émanant de la science et du savoir, devait subir également, quarante ans après sa rédaction, le zèle des récupérateurs. Ennemis juré du chauvinisme, le prophétique Camil Petrescu écrivait déjà, en 1940 : « Si les Roumains tolèrent encore longtemps la bêtise, leur pays finira par tomber sous la tyrannie d'un cordonnier. »

Madame T. marque l'âge d'or des lettres roumaines (1920-1940) par le sceau du plus audacieux esprit novateur. Il se peut que sa sortie en France suscite une polémique tout aussi vive que celle déclenchée, il y a plus d'un demi-siècle, par Eugène



Camil Petrescu écrivait en 1940 : « Si les Roumains tolèrent encore longtemps la bêtise, leur pays finira par tomber sous la tyrannie d'un cordonnier »

Ionesco, qui reprochait à l'auteur, tout en reconnaissant son mérite, l'utilisation erronée de l'investigation proustienne et aussi la fragilité du raisonnement visant à confier les destins et le salut du monde aux intellectuels (1). Le roman s'articule autour de plusieurs thèmes majeurs : l'amour, la mort, la situation de l'artiste confronté aux réalités mouvantes d'un pays

en pleine mutation. Il s'agit donc au moins de trois récits qui s'imbriquent et se complètent, tout en se déformant dans le miroitement subjectif de personnages admirablement campés. Ainsi nous est racontée la tragédie de Ladima, poète maudit et intellectuel intègre, écrasé par les combines levantes en cette Roumanie des années 20, qui était soumise aux clivages sociaux et à la loi du profit.

Ladima se laisse dominer par Emilie, comédienne vulgaire et vénales. L'exploration minutieuse de leur relation est faite, un après-midi d'août poisseux, à Bucarest, dans le lit d'Emilie par Fred Vasilescu, l'amant occasionnel, en apparence play-boy ingénu et superficiel. Après avoir honoré les charmes de la comédienne, il tombe sur la correspondance de Ladima, qu'il estimait.

Mais ces lettres lui dévoilaient un côté caché de cet homme : l'imaginaire donquichottesque du poète (exilé dans la réalité sordide de la capitale balkanique) et surtout sa dépendance maladroite à l'égard de la sotte Emilie l'empêchant d'exister, autant que la discrimination sociale dont il se sait l'objet. Lorsque Fred trouve ces missives, qu'il vole afin qu'elles ne compromettent pas Ladima, celui-ci est déjà mort. Nous l'apprenons par le dialogue entre Emilie et Fred, qui recoupe la quête intérieure, si belle de l'amant passager.

Mais les méandres de cette introspection font basculer le lecteur vers un autre enfer, celui de l'amour sublime, sublimé qui lie ce jeune homme, en réalité sensible, introverti, à l'énigmatique Madame T. ; elle prête, à tort, son nom, ou plutôt l'initiale, à la version française du roman. A tort, car ce n'est pas elle le personnage central, mais ce lit sur lequel Procuste, l'antique brigand légendaire, couchait ses victimes en les mutilant.

Ce qui n'empêche pas Madame T. de rester la plus attachante figure féminine de la littérature moderne roumaine. Pour analyser les amours tragiques de cette femme avec le beau Fred (après leur rupture mystérieuse, il se tue aux commandes de son aéroplane, emportant avec lui son secret), l'auteur fait appel à l'outil stendhalien, tout en étant précurseur dans la peinture des scènes érotiques.

En effet, nous pressentons souvent le nouveau roman dans la description du corps féminin, nu ou vêtu, sacré ou profane, mais aussi la vision de Klossowski, de Bataille, qui donne à la femme une sensualité à la fois ardente et glacée. Cet ouvrage sollicite tous nos sens : au long des introspections, la mode et la gastronomie, les décorations d'intérieur et le théâtre, les paysages citadins et marins sont présents.

Mais à cette fête roumaine l'événement trivial, politique et social souhaite participer lui aussi. Pour l'évacuer, tout en l'utilisant, Camil Petrescu fait appel aux notes en bas des pages. Loin d'alourdir le texte, elles finissent par s'imposer comme certaines musiques de fond obsédantes, qui accompagnent le lent ballet des acteurs principaux.

Edgar Reichmann

(1) Voir Gela Ionesco : *Les Débuts littéraires d'Eugène Ionesco*, Carl Winter Universitätsverlag, Heidelberg, 1989.

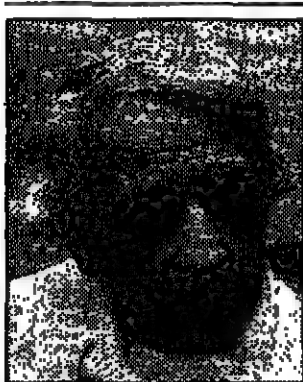
LE FEUILLETON

de Michel Braudeau
L'art précieux de détruire

Les nécessaires leçons d'un pionnier de l'Internationale situationniste, Raoul Vaneigem : « Il y a trente ans, les révolutionnaires exigeaient la peau des bureaucrates, appelaient à la formation de nouvelles organisations [...]. Ils ont eu la peau des bureaucrates mais pour s'en revêtir. » Trente ans après, Vaneigem, lui, n'a pas retourné sa veste.

Page 18

LETTRES ESPAGNOLES



Maria Zambrano,
la philosophe

La pensée errante d'une des rares philosophes au féminin de ce siècle.

Page 21

LE DEBAT

Les « Annales »
soixante ans après

Fondée en 1929 par Lucien Febvre et Marc Bloch, l'école des « Annales » vient de célébrer ses soixante ans. Trois historiens étrangers, Aaron Goveyitch (URSS), Natalie Zemon Davis (Etats-Unis) et Carlo Ginzburg (Italie) témoignent de l'influence d'une revue qui a repensé l'histoire et l'interrogé sur son avenir.

Page 22

L'ombre de Cervantes

A travers des livres anciens et des romans modernes
l'histoire mentale et sentimentale de l'Espagne

LA BIBLE EN ESPAGNE,
de George Borrow,
Phébus, 432 p., 140 F.

MÉMOIRES DU CAPITAINE ALONSO DE CONTRERAS,
Texte français d'O. Aubertin,
Viviane Hamy, 254 p., 99 F.

BEATUS ILLE,
d'Antonio Muñoz Molina,
traduit de l'espagnol
par Jean-Marie Saint-Lu,
Actes Sud, 372 p., 139 F.

CENT ANS DE LITTÉRATURE ESPAGNOLE,
de Gérard de Cortanze,
La Différence, 860 p., 198 F.

ESSENCE,
de Quim Monzó, traduit du catalan par Edmond Raillard,
Belfond, 214 p., 120 F.

En novembre 1835, un Anglais de trente-deux ans débarque au Portugal, avec un chargement de bibles et de prospectus de propagande pour la « vraie foi ».

La tâche de ce propagandiste taillé en athlète — un mètre quatre-vingt-dix, boxeur, nageur, marcheur et cavalier émérite — n'est pas de tout repos : gagner les populations ibériques aux mérites du libre examen et faire taire les diables papistes (dans ce pays en pleine guerre civile — une de plus — entre carlistes et libéraux et encore dominé par un redoutable épiscopat catholique) présente des dangers qui en feraient hésiter plus d'un. Mais George Borrow n'a peur de rien. Il aime l'aventure, il est curieux de tout, il

adore les gens, à quelque milieu qu'ils appartiennent.

Entre ce Quichotte britannique, ce *picares* de haute sève, et l'Espagne, il ne pouvait y avoir qu'une tumultueuse histoire d'amour. Elle va durer cinq ans. A son retour en Angleterre, Borrow la raconte dans un livre, *La Bible en Espagne*, qui est immédiatement accueilli comme un chef-d'œuvre par ses contemporains et traduit dans toutes les langues européennes.

C'est la version, publiée en France dès 1845, sans nom de traducteur, que proposent aujourd'hui, pour notre plus grand bonheur, les éditions Phébus.

Pierre Lepape

Lire la suite page 21

ALAIN MINC

L'argent fou

Le contrepoint à la folie de l'argent, la vertu du nouveau livre-événement d'Alain Minc.

MINC

L'argent fou

GRASSET

A APOSTROPHES LE 19 JANVIER

SPORTS

Résultats

SAISON 1989-1990

Équipe	Points
AS Saint-Etienne	12
FC Girondins de Bordeaux	11
FC Nantes	10
FC Metz	9
FC Sochaux-Montbéliard	8
FC Lorient	7
FC Sète	6
FC Valenciennes	5
FC Mulhouse	4
FC Amiens	3
FC Pau	2
FC Troyes	1
FC Châteauroux	0

Pour la première fois
**CRÉATION D'UN PRIX ANIMALIER
DÉCERNÉ PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE**

Il portera le nom de l'éditeur Jacques Lacroix

Nos frères les animaux sont de plus en plus menacés. Livres, revues, articles de journaux attirent chaque fois l'attention du grand public sur les merveilles du monde animal et sur les tragiques agressions dont il est victime.

Il y a plus de trente ans, l'éditeur Jacques Lacroix avait lancé avec son frère Jean le titre *La Vie des bêtes*, qui avec son édition anglaise *Animal Life* ouvrit la voie de la connaissance de l'univers des animaux. En 1983, Jacques Lacroix créait encore un autre titre, *Animalia*, qui témoignait de son attachement à ce qui resta toute sa vie une passion profonde.

Après la disparition de l'éditeur survenue en septembre 1987, un prix Jacques-Lacroix vient d'être fondé à l'Académie française.

Il est destiné à récompenser tous les auteurs d'un ouvrage de langue française, illustré ou non, consacré au monde animal. Le prix Jacques-Lacroix constitue le premier prix animalier décerné par l'Académie française.

Les ouvrages publiés en 1989 devront être envoyés en double exemplaire, avant le 30 janvier 1990, à l'Académie française, secrétariat des prix littéraires, 23, quai Conti, 75006 Paris.

— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES D'HISTOIRE
ACHAT-VENTE

LIBRAIRIE
PAGES D'HISTOIRE

8, rue Brée, 75006 PARIS

(1) 43-54-43-61

CATALOGUES
MENSUELS

Service de recherche de livres
d'histoire épuisés

OÙ TROUVER UN
LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez

LE MONDE DU LIVRE

(LE TOUR DU MONDE)

60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS

75004 PARIS

(1) 43.25.77.04

**Le bon plaisir
de Bernard Frank**

Un double album d'entretiens radio-

phoniques avec Colette

Fellous. Un tirage limité.

Une exclusivité Fnac.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre.

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.

Adresser manuscrits et CV à : La Pensée Universelle, Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris

Tel. 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

**"Cet Européen avant l'heure
nous invite à réfléchir et
à écrire autrement l'histoire"**

Pierrette Rosset

ELLE



Hachette

430 pages

98 F

Philippe Husser né français en 1862,

meurt français en 1951, après avoir changé

quatre fois de nationalité.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

**ADRESSE AUX VIVANTS
SUR LA MORT
QUI LES GOUVERNE
ET L'OPPORTUNITÉ
DE S'EN DÉFAIRE**

de Raoul Vaneigem

Seghers 234 p., 115 F.

PEU d'auteurs furent

d'avantage pillés et

recopiés, écrits debout

dans la rue, sur les

murs de Paris en

mai 1968, que Raoul Vaneigem.

Ce licencié de philologie romane, professeur de lettres, né dans le Hainaut en 1934, avait intégré en 1960

l'Internationale situationniste fondée trois ans plus tôt par Guy Debord, un des très

rare mouvements — et les moins nombreux, une poignée

d'amis exigeants, guère agités sur le recrutement, au

rebours des sectes — à avoir formulé une ébauche de pensée

sur la vie quotidienne en Occident, depuis Freud et

Marx. Avant il y avait eu les surréalistes, qui naviguaient

tant bien que mal dans le sillage des deux barbus sus-

nommés, mais plutôt mieux qu'on a cru bon de le dire

ensuite. Après, il n'y a eu personne. Aucune vision forte.

De groupe encore moins.

Les pires prédictions des

jeux d'anathèmes du début

de ce siècle semblent se vérifier, jusqu'à la funeste hypo-

thèse de Malraux sur les temps à venir — qu'ils seront

religieux ou ne seront point — car on n'a vu que des avan-

ces plus ou moins désordonnées de la psychanalyse, des

écoles littéraires faisant leur part au carriérisme autant

qu'à la refonte des vieux moules (pas si nécessaire du

reste, dirait-on à présent), mais de philosophie pour tous

les jours et tout le monde, rien de rien.

EN 1967, avec son *Traité*

de savoir-vivre à l'usage

des jeunes générations, Raoul Vaneigem complétait de

façon éclatante le scandale inauguré par Guy Debord

avec la *Société du spectacle*. Il y eut aussi René Viénet,

Mustapha Khayati, quelques autres. Mais surtout Debord,

le penseur de fond, le plus théoricien, et Vaneigem,

l'épée, le mousquetaire, l'homme des pointes et des

bottes secrètes. Ils passèrent d'un relatif anonymat avant

1968 à la position de conspirateurs écoutés par des mil-

liers d'étudiants, forgeant les mots d'ordre, les slogans et

toute cette écriture murale qui, pour une fois, n'était pas

langue de bois mais souvent pure poésie donnant le ton,

radical et impertinent, d'une époque qui eut de l'audace et

de l'esprit sinon beaucoup de conséquence. Que dit Vaneigem

de ce printemps-là ? « Il y a trente ans, les révolution-

naires, exigeant la peau des bureaucrates, appelaient à la

formation de nouvelles organisations qui liquideraient

les fautes de gabegie et feraient triompher l'ordre

autogestionnaire. Ils ont eu la peau des bureaucrates

mais pour s'en revêtir. »

Lui en tout cas, pas plus

que Debord, n'a pas retourné sa veste pour s'abriter du

vent qui tournait. Au contraire, avec une constance

que rien n'encourageait sinon le dédain des récompenses et

le dégoût de paraitre, il a persévéré dans sa colère et ses

convictions, publiant le *Livre des plaisirs* en 1979 et le

Mouvement du libre-esprit,



Raoul Vaneigem

**L'art précieux
de détruire**

en 1986. Aujourd'hui, chez un quatrième éditeur, il produit cette *Adresse aux vivants sur la mort qui les gouverne et l'opportunité de s'en défaire*. Par bien des côtés on y retrouvera la plu-

part des thèmes précédemment esquissés ou traités, mis à jour et réaffirmés. Et c'est

comme avant, du même ton d'apocalypse, qu'il nous fait

le tableau de notre pitoyable et humaine comédie où il n'y

a guère de place pour le Purgatoire, Vaneigem n'étant pas

un ami du tiède. On s'en doute, le chapitre Enfer est

toujours plus intéressant que le paragraphe Paradis. Com-

mençons donc par ce qui va mal, c'est-à-dire tout.

Vaneigem parle toujours d'eux, pour se mettre à distance, même si c'est de nous

qu'il s'agit malheureusement : « Ils croient mener une existence et l'existence les mène

par les interminables travers d'une usine universelle (...). N'importe quoi les console

de l'inconsolable. Ce n'est pas sans raison qu'ils ont, des siècles durant, adoré

sous le nom de Dieu un marchand d'esclaves qui, n'octroyant au repos qu'un

seul jour sur sept, exigeait encore qu'il fut consacré à

chanter ses louanges. »

L'homme vit séparé de la nature, la méprisant et

l'exploitant, séparé de lui-même et de la vraie vie — qui

à force d'être « ailleurs » pourrait bien être nulle part,

sinon « avant » — et contraint sa descendance à suivre le

même lamentable chemin. « Ils élèvent l'enfant de la

même façon qu'ils se lèvent chaque matin : en renonçant

à ce qu'ils aiment ». Ils apprennent à l'enfant, à l'école, à

traverser les contes, à devenir un homme en cessant de

l'être. De toute façon le destin de l'homme, chu du sein

maternel pour tomber ici-bas dans cet univers du renoncement

chrétien (« C'est une terrible malédiction que d'entrer avec la

vocation du bonheur dans un monde où le bonheur est relé-

gué à la sortie. »), est tordu, faussé, engendre le mensonge

au plus profond du corps, comme en témoigne la mala-

die, le cancer ou le sida, métaphores du reniement de la

vie.

C'est contre le travail que Vaneigem dresse les plus bril-

lants de ses réquisitoires. « Travail. Le mot a des

reliens de mise à mort et de lente agonie. C'est la macula-

tion de boue et de saleté qui souille la face cachée de

l'or ; les esclaves déçimés, les serfs décharnés, les prolé-

taires sabrés par la fatigue, la peur et l'oppression du

jour qui lève, la vie dépeçée en salade. » Les mots *Arbeit*

macht frei à l'entrée des camps nazis peuvent se tra-

duire par : le travail libère de la vie. Puisque l'homme s'est

coupé de ses désirs d'accomplissement, il n'a plus qu'à

choisir les modalités de sa mort : « le travail lui est un

suicide commode ». Agréable pensée de chaque lundi.

tours en béton armé. Nous n'étions pas encore dans le monde de l'économie.

Mais enfin, soit, nous n'allons pas y retourner

comme ça, au paléolithique, comme on se ferait végéta-

riens. Il faut espérer que dans l'obscurité de nos jours par-

fois une porte s'entrouvre et que « le bonheur d'être à soi

l'emporte sur l'ennui de ne pas s'appartenir ». Car, en

effet, depuis le *Livre des plaisirs*, Vaneigem propose

une solution d'abord égoïste, sans doute désabusée, comme

beaucoup, des idéologies soi-disant libératrices, dont on ne

compte plus les prisonniers, et qui s'en vont à la casse les

unes après les autres, tout juste bonnes pour l'érudition

des historiens. Le petit paradis devant nous peut se

découvrir au tournant d'une décision. « Qui a résolu de

vivre selon ses désirs devient insaisissable. Il n'a ni rôle, ni

fonction, ni renommée, ni richesse, ni pauvreté, ni

caractère, ni état par lesquels on le puisse agripper et prendre

le piège. » On doit donc s'efforcer de retrouver peu à peu

le temps de se sentir vivre, apprendre à saisir chaque

plaisir quotidien, « aborder chaque jour comme s'il

allait contenir la totalité de l'existence », bref, humaniser

la vie quotidienne.

IL y a maints aspects où la

critique de Vaneigem tourne un peu court. Son

argumentation contre la médecine (elle n'est que le

produit de la maladie, son garant) ou la psychanalyse

(« association d'aide aux mutilés affectifs, elle facilite

leur réinsertion dans une société qui les mutile ») est

bien légère et vite formulée. Dire que la jouissance doit

nous apaiser de tout, nous soigner, nous guérir de tous

les maux et les chagrins, c'est un programme attirant, mais

enfin, s'il faut jouer c'est parfois de quelque chose et sou-

vent de quelqu'un qui entend jour aussi, très légitimement.

Et on ne saurait prétendre que dès le paléolithique, ce

n'ait été là le noeud de l'affaire, le plus compliqué, et

le moyen fâcheux qu'a trouvé la politique d'entrer dans nos

lits avant même l'invention de l'amour.

De même, Vaneigem sem-

ble poser comme acquis que le bonheur est une vocation

innée chez tous. On peut lui

citer des cas rebelles, ô com-

bien et pas si isolés. Le bon-

heur, un état de nature ou, au

contraire, une construction

volontaire et difficile, rien

moins que spontanée ? Trai-

ter un tel sujet de dissertation

pourrait facilement nous

assommer et nous rendre mal-

heureux, aussi nous le laissez-

rons pendre, à la disposition

des jurys de toutes acadé-

mies. Peu importe que la part

« positive » du livre de Vaneigem

soit si brève et se borne par

moments à prôner la chasse

photographique contre la

sanguinaire, la gratuité du

courrier contre la grève des

postes, ce qui n'est pas si bête

d'ailleurs.

On dit toujours que

détruire, c'est facile. Vrai-

ment ? A voir comment tout

le monde construit à tort et à

travers, il apparaît que bien

détruire est un art précieux,

nécessaire et salutaire. Et que

mettra-t-on à la place ? Rien

peut-être. Un espace et un

temps libres.

« Toutes les

France

et

LA FEMME INSOUPÇONNÉE

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

LIVRES • IDÉES
ROMANS

« Toutes les femmes sont des fugueuses »

François Bott retrouve son étrange détective : le « dévoué F.B. »
et continue de mêler les genres et de brouiller les pistes

LA FEMME INSOUPEÇONNÉE
de François Bott
Flammarion
132 pages, 78 F.

Un détective sensible au charme du mystère, ce qui est tout à fait contre-indiqué dans son métier : une jeune femme qui refuse le principe d'identité et se laisse aller à un conservatisme des hypothèses que l'on devrait plutôt appeler conservatisme des hypothèses : une courtoisie qui a des airs de veuve éplorée. Voilà les personnages fort ambigus de la Femme insoupçonnée, de notre collaborateur François Bott.

L'enquêteur, le détective, nous le connaissons déjà. Depuis l'Autobiographie d'un autre (1), François Bott a trouvé ce qu'il cherchait depuis longtemps : un double qui est lui et qui n'est pas lui. Le détective adore écrire des lettres, comme Bott qui a été jusqu'à poster des lettres à Bandelaine, Chénier et quelques autres. (2) Il signe « votre dévoué F.B. », initiales parlantes. Il enquête sur des clients qui ne sont peut-être que lui-même, ou quelque incarnation de ses contradictions.

François Bott nous a habitués depuis longtemps. Il a toujours pratiqué un art de mêler les genres qui est peut-être un art de brouiller les pistes. Dans Antoine et les autres (3), des poèmes débouchent sur le récit d'une adolescence. Dans Éloge de l'égoïsme (4), l'auteur qui affirme fortement détester les voyages, nous promène de l'Éthiopie à San Francisco. Alors, qui aime les voyages ? L'autre, le double ?

Mourir inconnue, inconnu

Une seule chose est sûre dans ces pages qui renvoient à l'infini, comme des miroirs, une réalité toujours prête à fuir. Elles sont, pour notre bonheur, bourrées de littérature jusqu'à la gorgée. Dans la Femme insoupçonnée, quand ce n'est pas l'auteur, c'est « votre dévoué F.B. » qui cite comme témoins de leurs découvertes sur la nature humaine Balzac, Goethe, Chateaubriand, Stendhal, Tolstoï, M^{me} de Sévigné et de Stael, Fénelon, Gogol, Descartes, Flaubert, Jules Renard, Valéry. Un seul contemporain, si j'ai bien lu, d'ailleurs plus tout à fait contemporain : Henri Calet. Tant qu'on est dans les interstices, comme les appelle Barrès, j'y ajouterais volontiers le poète allemand Angelus Silesius, qui semble avoir trouvé à l'avance une devise pour François Bott et ses personnages : « Je ne sais pas ce que je suis, je ne suis pas ce que je suis. »

Si l'on en croit l'auteur, les détectives privés sont devenus métaphysiciens. « Ils ont rejoint le cortège des spécialistes qui s'inscrivent, à l'acoustique, de la signification profonde de notre insouciance : les curés défrayés, les amants délaissés, les bacheliers victimes d'une faillite, les prisonniers sortant de leur cachot, les chefs d'État congédiés par leur nation, les actrices trop distraites pour réussir leur suicide, et naturellement les philosophes... » La philosophie, ainsi, serait la science de la défaite.

Par bonheur, nos deux F.B., lorsqu'ils philosophent, ne jargonnent pas. Ils prennent plutôt un style dans la grande tradition des moralistes français : « Cette existence n'est pas une vie, puisqu'elle nous effraye, et qu'elle nous contraint à payer cela avec des croyances, des pratiques, des illusions de toutes sortes. Elle trouvait mensongères les sincérités qui s'éternisent... l'aimé beaucoup »



192 PAGES 120 FRS



l'idée de lire un homme comme on lit un livre...
« Votre dévoué F.B. » aime les livres. Elles sont un refuge. Car « les hommes désirent souvent se faire voir, mais ils seraient tous très malheureux s'ils n'avaient un endroit où se cacher ». Il est aussi un amoureux des sous-préfectures et surtout un pion de Paris, avec une prédilection pour la rive droite. Tandis que « votre dévoué F.B. » pourrait son enquête place des Vosges, rue Saint-Antoine et rue de Rivoli, avenue de l'Opéra, rue du Quatre-Septembre et place de la Bourse, François Bott nous offre un

éloge d'une tradition parisienne, celle de la « littérature d'ordonnement ». Ses adeptes, sans être de grands voyageurs, ont « une âme naturellement exotique ».

Et Emily Venturini, l'héroïne ? « Je veux bien croire que cette femme n'est pas reposante », dit F.B. Emily est une personne dont le vœu le plus cher est de finir insoupçonnée des autres et de soi-même. De mourir inconnue. Son vœu est exaucé au-delà de toute espérance. Elle disparaît et, quand on découvre le cadavre défiguré d'une jeune femme,

sur l'autoroute du Sud, rien ne permet d'être certain que c'est bien elle. (Curieusement, le même fait-divers, une jeune femme assise au milieu d'une route sur laquelle font les voitures, semble avoir servi de point de départ à la fois à la Femme insoupçonnée et au nouveau roman de Kundera, l'Immortalité (5). Bien entendu, chacun l'utilise comme à ses propres fins.)

Emily semble avoir été mise au monde pour illustrer les deux articles que Bandelaine voulait ajouter à la Déclaration des droits de l'homme : le droit de se contredire et le droit de s'en aller. Il est question, quelque part dans ce livre, de « désespoir immobile des statues ». Emily, c'est tout le contraire. Vagabonde et casanière, voyage et abstinence, laborieuse et oisive, elle s'emploie « à désamorcer l'opinion qu'elle avait d'elle-même, et à démentir les sentiments qu'elle inspirait à ses contemporains ». Quant à s'en aller bien sûr, elle fait perdre le nord à l'homme qui l'aime, le conservateur des hypothèses Charlie Tango. D'où le recours au détective. Mais, dans la boutique de Bandelaine, « s'en aller » a un sens plus fort. Le poète fait allusion au suicide de Nerval. Tal semble bien être le destin d'Emily Venturini.

En fin de compte, il y a beaucoup de romantisme dans cette histoire, pourtant si bien contrôlée, dans son agencement comme dans son écriture. Le dévoué F.B. n'a pas fini de rêver avec nous : « Toutes les femmes sont des fugueuses, des fugitives qui trompent leur monde avec l'infini. Toutes les femmes sont des allumettes qui craquent dans la nuit et qui s'éteignent au loin... »

Roger Grenier

- (1) Flammarion
- (2) Albin Michel
- (3) Grasset
- (4) Éditions de l'Instant
- (5) Gallimard (« Le Monde des livres » du 12 janvier).

Le scénario d'amour braque de Leslie Kaplan

LE SILENCE DU DIABLE
de Leslie Kaplan
P.O.L., 110 p., 69 F.

On est tenté, à l'instar de Leslie Kaplan elle-même, de réserver ses romans aux amateurs de littérature qui s'affiche ses noms de passe : Blanchot, Duras, etc. Mais ce serait dommage pour les autres, les lecteurs moins exclusifs, ceux qui lisent un roman comme un ciné-philie va au cinéma. Leslie Kaplan, vous vous rappelez, est entrée en littérature avec une douceur éclatante, une prose sèche, poétique, hallucinée : ce fut l'Éclat-fusée, très beau, frappant, le pendant féminin de l'Éclat de Robert Linhart.

Puis sont venus trois romans, le Criminel, le Pont de Brooklyn, l'Épreuve du passeur, écrits comme des scénarios surécrits : « Le temps est beau, énergie de l'air », ou « Il s'avance, il ne dit rien, il regarde ». Déplacement facile et gai, enfance, n'importe quel écrivain d'aujourd'hui peut écrire ça. Elle le fait, Leslie Kaplan, facile, presque chichiteux.

Mais de petites notations comme celle-ci : « Certains enfants grimpent aux branches. Danger réel, impensable. Les blessures des arbres. Le grand anvers blessant, sourd et huppé, de la vie », c'est déjà dans le Pont de Brooklyn beaucoup plus difficile. Surtout, la vraie force de Leslie Kaplan est de créer des personnages, comme faisait Dostoïevski : des personnages dont on peut toujours attendre un formidable excès, même s'il ne se produit pas. Des personnages qui vous laissent, vous, en état d'alerte.

Jackie et Lou, l'accusé et sa compagne, ouvrent du théâtre où il joue, elle simple, plutôt, et amoureuse, lui très compliqué, ce sont deux personnages de film. Autour d'eux les rôles sont déjà distribués, y compris l'écrivain ridicule, ils n'attendent que le casting. C'est d'ailleurs une des caractéristiques du roman.

dit minimaliste d'être pensé-tourné. Voici venu, du moment que les films sont de plus en plus chers et débiles, le temps des romans-films, des ciné-romans.

Simplement, alors qu'un roman inspiré du cinéma, comme Ciné-roman de Roger Grenier (1), par exemple, était il y a une quinzaine d'années écrit dans un style littéraire, le style littéraire, aujourd'hui, consiste à raconter une histoire extrêmement romanesque en écrivant comme un script. Pour le cas où, Producteur cherchant un roman, parce que les scripts qu'on lui envoie ne ressemblent à rien, ni faits ni à faire.

Jackie est comédien, donc, du genre général, et le seul mot qui vient en pensant à lui, c'est qu'il est fou, capable de tuer, comme il étrangle les mots, pour leur faire rendre un sens dans le grand silence bruisant d'autres mots, qu'il faudra étrangler à leur tour. D'entrée de jeu, on se doute que cette histoire d'amour braque tournera mal. Que Lou est du genre à se faire tuer par excès d'amour.

Comment se fait-il, alors, que l'on lise cette histoire arriérée ? Pas pour l'écriture, blanche comme il faut, mais plutôt pour les blancs qu'elle crée, entre les lignes, pour cette attente justement, cette amoureuse angélique, qui s'insinue, qui sourd des mots, comme un acte indéfinissable : « Un jour il viendra jusqu'à moi. L'acte. Tu vois, il fait un geste dans l'air, il trace une ligne, il viendra de je ne sais où, il traversera l'air, il arrivera jusqu'à moi, et il me prendra. L'acte viendra et m'avaler, dit Jackie. »

Le Silence du diable est un roman agaçant, comme on agace une douleur, et qui fait voir un film comme on n'en voit plus. Ce qui boucle bien la boucle : le cinéma a avalé le roman et le roman le cinéma.

Michel Costat

(1) Gallimard, 1972.

La littérature dernier savoir-vivre ?

LES SÉDUCTIONS DE L'EXISTENCE
de François Bott, Dominique Grisoni, Roland Jaccard, Yves Simon. Le Livre de poche, « Biblio », 120 p.

Avec raison, ou désespoir, nous nous étions faits à l'idée que l'art de la conversation allait s'étendre au milieu du bruit des radios, des téléphones ou des sottises de la télévision. Découragés par l'indifférence générale, nous nous disions même que l'usage de la parole et de la vie en société finirait par être confié aux spécialistes en communication. Car avons-nous vraiment le temps de discuter ? Qui oserait prendre le risque de distraire ses amis avec des questions philosophiques, quand personne n'aucun lieu n'invitant à discuter ?

Or voilà qu'un petit livre intitulé Les Séductions de l'existence renoue avec les causes d'antan et nous transporte presque sur un banc du Palais-Royal, en plein dix-huitième siècle, à moins que ce soit dans le salon de M^{me} du Deffand. L'esprit y est philosophique. On y discute de choses graves sur un mode léger et serein. Mais, au lieu d'échanger des coupes de champagne, les quatre auteurs ont choisi de verser dans un même dossier les preuves de leur investigation. Pour s'encourager mutuellement à philosopher et à développer le sens de l'ami. Car si l'on philosophe, comme l'écrivait Sénèque à Lucilius, c'est dans le but de se faire des amis.

François Bott qui, dans ses derniers livres, avait déjà avoué un goût pour les subterfuges et les détournements d'identité, s'est glissé naturellement dans le rôle de l'enquêteur. Il a proposé aux trois mousquetaires Roland Jaccard, Yves Simon et Dominique Grisoni de chercher, comme lui, des arguments en faveur de l'existence. Sous la frivolité apparente perce une mélancolie sceptique qui doit

autant à l'ironie de Gioran qu'à la prudence de Maigret. Fidèle à son habitude épistolaire, François Bott a écrit le premier essai sous la forme d'une « Lettre aux esprits chagrins » qui s'adresse à nous-mêmes, à nos petits désespoirs quotidiens aussi bien qu'à nos dernières raisons de vivre.

Il fait le portrait d'un homme séduit par le langage et la grammaire, et remarque, avec une belle intuition aphoristique, que le style « donne aux pires désordres de l'âme le visage de la sérénité ». François Bott voit le monde sous la forme d'existences multiples tout en notant qu'il est au demeurant impossible de ne pas disserter sur la mort, « le but de toute carrière », comme l'avait noté Montaigne. François Bott est bien l'un de ces « épicuriens mélancoliques » qui se méfient de tout mais apprécient de goûter certaines saveurs de la vie. Chacun a sa recette. François Bott a trouvé refuge, lui, dans les secrets de la langue classique.

La beauté du geste et la noblesse de l'âme

Les tourments de Dominique Grisoni dans son « Éloge du mal et du plaisir de vivre » permettent de corriger les conclusions de l'enquête sur un mode plus moraliste. Après avoir regretté, avec Nietzsche l'univers des préconsciences, il se demande si l'idée de « séduction » n'est pas en soi une faute. A ce compte, l'existence n'est plus qu'un catalogue des délits et des crimes. Notre meilleur est engendré directement par notre scepticisme. En évoquant les quelques mensonges véniels d'une enfance religieuse qui manquait par ailleurs de piquant, Dominique Grisoni rappelle, grâce à Sade, que nous avons besoin de Dieu pour protéger la réalité du mal et que voilà sans doute le seul sens donné à notre existence : un mal nécessaire.

Contrairement à Yves Simon, qui a donné à sa contribution la forme d'une fiction de tonalité plus romantique, Roland Jaccard joue, lui, mezzo voce, sur un registre nettement plus épicurien. Il a livré quelques pages de son journal intime, dans lequel il met d'emblée un point final à nos spéculations les plus sombres avec beaucoup d'ironie : « Vivre sans croire à sa vie, mourir sans croire à sa mort. Mais ça n'est pas une existence, ça ! » Il observe que les rêveries de Madame Bovary sont toutes défuntes et que seuls les sots aspirent encore à faire de leur vie une œuvre d'art. Jaccard préfère rencontrer à la piscine Deligny une jeune Chinoise qui lui dit avoir lu à dix-sept ans tous les romans de Nabokov. On le voit, la vie mène à toutes les imprudences, et jusqu'aux pièges mortels de la littérature. C'est donc parce qu'il aime la vie que Jaccard peut imaginer la mort sous les traits d'une jeune fille.

On sort réconforté de cette lecture quadripartite dont l'enjeu initial était de s'adresser aux désenchantés de l'espèce. Un brin sceptiques, nos gais moralistes ne manqueraient pas de recruter à cette école de sensibilité où ce qui compte le plus est la beauté du geste et la noblesse de l'âme. Moins sévères que Sénèque qui notait, dans ses lettres, que « refuser de mourir c'était ne pas avoir accepté de vivre », les quatre auteurs de ces « séductions de l'existence » offrent le plus indispensable matériel de survie qui nous soit donné : l'amitié et la conversation. Et rien n'est plus exaltant, dans notre modernité fade, qu'un livre qui mène à d'autres livres comme une drogue peccamineuse et contagieuse. Car seule la littérature fournit le savoir-vivre qui fait tant défaut aujourd'hui.

Gilles Barbedette

L'hiver continue...

La biographie par Pierre Lunel

Edition 1 Stock

Maria Zambrano, la philosophe

Une Espagnole née en 1904 qui publia à dix ans un texte sur le sort de l'Europe

LES CLAIRIÈRES DU BOIS
de Maria Zambrano.
Traduit par Marie Lafranque.
Editions de l'Eclat, 168 p., 95 F.

DE L'AURORA
de Maria Zambrano.
Traduit par Marie Lafranque.
Editions de l'Eclat, 180 p.

En 1929, dans une enquête sur les femmes et le roman, Virginia Woolf se demandait d'oublier pourquoi, avant le dix-huitième siècle, il n'avait pas existé une production continue de livres de femmes, et observait que, depuis, ces dames s'étaient rattrapées, donnant même des chefs-d'œuvre dans le genre romanesque. Par ailleurs, étonnante essayiste et critique elle-même, la romancière d'*Orlando* ne doutait point que le jour où elles auraient eu leur voix, elles auraient été à la fois, de la littérature et à la fois, de la philosophie. Virginia Woolf étudiait la philosophie.

Et il est vrai que, en dehors de cette *Melanippe*, « la philosophe » dont Euripide rêva dans une de ses tragédies (1), les annales de la philosophie n'enregistrent, sans erreur, que Simone Weil. Alors que l'Espagnole Maria Zambrano, dont *Cioran*, dans un « exercice d'admiration » inédit en français (2), a fait l'éloge précis et enthousiaste, reste jusqu'à présent inexplicablement ignorée en France. On veut espérer que les deux ouvrages récemment parus, et qui sont parmi les derniers qu'elle ait écrits, parviendront à combler cette lacune et à lui gagner enfin l'audience qu'elle méritait.

Née en 1904 en Andalousie d'un couple de professeurs proches du mouvement socialiste ouvrier, Maria Zambrano com-

mença à écrire en même temps qu'à penser. Au point d'avoir publié — à dix ans, s'il vous plaît ! — un texte sur le sort de l'Europe, ce qui lui attira cette remarque comminatoire de son père : « Ici, il n'y a pas d'enfant prodige. »

Plus tard, l'*Éthique* de Spinoza et la troisième *Ennéade* de Plotin seront à l'origine de sa vocation de philosophe. Élève d'Ortega y Gasset, qui n'allait pas tarder à l'accueillir dans sa célèbre *Revista de Occidente*, l'errance va conditionner la vie de la surdité et la publication éparse de son œuvre qui verra le jour ici et là, en Espagne avant la guerre civile, à Buenos-Aires ou à La Havane ensuite — en particulier dans *Sur*, de Victoria Ocampo, et dans *Origenes*, que dirigeait Lezama Lima, ces deux revues-pharos de la culture latino-américaine.

Le rêveur primordial

L'errance, au demeurant, est la manière qu'adopte, en refusant de s'enfermer dans un système — car tout système porte en germe des réponses prévisibles — la pensée de Zambrano ; une pensée qui ne se développe que dans les interstices, dans les marges d'ombre du savoir, rêdant, pour ainsi dire, l'inachevé ce qui semblait fini et, comme tel, niché une fois pour toutes dans le langage.

Aussi, l'œuvre de l'Espagnole, nourrie de Nietzsche et de Husserl, de Heidegger et de poètes comme Jean de la Croix, Hölderlin ou Antonio Machado — précurseur avec Unamuno, selon elle, de l'auteur de *Être et Temps*, et qui n'est pas sans rappeler celle d'un Bachelard, plus que comme une continuation de la philosophie, s'offre en tant que plongée vers les origines, après avoir fait table rase de tout concept. Ce qu'elle vise, ce sont

les entrailles mêmes de l'être, là où, tout au fond, l'homme n'a pas figure humaine — là où l'imagination n'est plus une intrusion, où elle participe à la discussion.

Le rêveur, celui qui selon l'Écclésiaste veut saisir l'ombre et poursuivre le vent, mais qui, selon Héraclite, travaille et collabore au devenir de l'univers, est sans doute le plus ancien des philosophes.

En quelque sorte, Maria Zambrano s'est mise à la place de ce rêveur primordial tout habité par l'ensemble de perplexités que l'on ne nommait pas encore philosophie, déjà occupé à penser et à repenser l'énigme du temps qui passe et de l'identité qui demeure, de ce « moi » qui ne sait pas ce qu'il est, qui n'est, peut-être, que ce qu'il ignore.

Dans son cas, la pensée est comme une eau qui coule et se faufille parmi des pans de ténacité, à la recherche d'un lit où devenir ruisseau, fleuve, affluent. D'où ses dérivations, ses tâtonnements, ses hésitations soudaines entre l'essor et le pissement, entre le départ et l'entrée : on est sur le seuil quasi mystique de la contemplation. D'où enfin, l'impression qu'elle donne de se délayer — « Il me manque un allemand qui achèverait mes idées », se serait écrit Valéry — dans sa volonté obstinée de capter cet « instant qui refuse en s'en allant à ne pas être fugitif », d'atteindre à cette clairière dont « quelque oiseau nous prévient, et [qui] nous invite à aller jusqu'au point que marquera sa voix ». On ne saurait douter qu'elle y parvienne.

Hector Bianciotti

(1) *Melanippe la philosophe*, de Sébastien Audet. Avec la collaboration de Geneviève Javary. Des Femmes, 1985.

(2) *Los Guardianes del Norte*, n° 8.

Les « belles mortes » de Becquer et d'Espinosa

LÉGENDES ET RÉCITS
de Gustavo Adolfo Becquer.
Traduit de l'espagnol, et présenté par Robert Pégard.
Edition bilingue, José Corti, collection « Ibériques », 246 p., 85 F.

CRIME
d'Augustín Espinosa.
Traduit de l'espagnol par Gérard de Cortanze.
La Différence, 88 p., 49 F.

Le nom de Gustavo Adolfo Becquer n'éveillera probablement pas beaucoup d'échos chez le lecteur français non hispaniste. Né en 1836 dans une famille de la bourgeoisie cultivée de Séville, fils d'un peintre et dessinateur connu, Becquer est pourtant l'un des représentants les plus significatifs du romantisme espagnol.

La courte vie de cet écrivain — il meurt en 1870 — ne lui permit de laisser qu'une œuvre dispersée, qui fut recueillie et publiée en volume après sa mort. Poète précoce, sa carrière littéraire ne commença véritablement qu'en 1854, à Madrid. Elle eut pour cadre l'organe du parti conservateur, *El Contemporáneo* (le *Contemporain*), auquel Becquer collabora, anonymement comme il était de règle, à partir de 1860.

Outre ses *Rimas*, brefs poèmes lyriques rassemblés de manière posthume, et des écrits sur les monuments religieux espagnols, Gustavo Adolfo Becquer est l'auteur de nombreux récits, chroniques et proses poétiques publiés dans différents journaux et revues. Son œuvre marque profondément des écrivains et des poètes des générations suivantes comme Rubén Darío, Juan Ramón Jiménez ou encore Antonio Machado.

Ce sont cinq de ces *Légendes et récits* que traduit et présente aujourd'hui Robert Pégard. L'immortel, la valeur et la grande beauté de ces textes se situent bien au-delà des influences visibles qui ont marqué le poète sévillan, de Chateaubriand et Lamartine à Hoffmann ou Grimm, auxquels il emprunte ses motifs nocturnes et les thèmes du fonds populaire.

Robert Pégard rapproche également Becquer d'Aloysius Bertrand, l'auteur de *Gaspard de la nuit*, qui partageait le même goût pour les mythes médiévaux, la folklore et le symbolisme fantastique.

Dans la prose poétique de Becquer, le lyrisme personnel se fonde au cœur d'une puissante faculté d'observation et d'évocation. C'est le génie des lieux et des paysages qui semble constamment invoquer le poète. Génie intemporel, auquel il insufflé cette vie et cette vibration lyriques qui le protègent d'un présent vulgaire et d'oubli, menaçant toujours de l'abîme.

« Pointe poétique de l'Espagne »

Chacun des récits ici traduits — et qui donnent le désir d'en lire davantage — reprend cette sorte d'invocation, par le moyen d'un apologue, d'une anecdote, d'une description ou d'un souvenir. Témoin d'une exaltation retenue et maîtrisée, la prose de Becquer manifeste une plénitude et une musicalité perceptibles même dans la traduction française.

Beaucoup moins retenue, fort peu préoccupée de plénitude, l'exaltation poétique d'Augustín Espinosa est d'une tout autre tonalité. Elle ressortit très ex-

tement à la sensibilité et à l'esthétique surréalistes des premiers temps.

Les Canaries, dont est originaire Espinosa et où il mourut en 1939, âgé de quarante-deux ans, furent, dans les années 30, le foyer le plus fécond du surréalisme espagnol. André Breton, qui qualifiait les Canaries de « pointe poétique de l'Espagne », et Benjamin Péret assistèrent, en 1935 à Tenerife, à l'ouverture de la première exposition internationale du mouvement dans ce pays. Durant ces mêmes années, la revue *Gaceta de Arte* publia tout le « gratin » surréaliste.

Crimen, qui parut en 1934 aux éditions du même nom, provoque, selon l'éditeur, un grand scandale dans les milieux traditionalistes canariens. Éloge « convulsif » — dans le sens où Breton usait de cet adjectif — davantage que roman, le livre d'Augustín Espinosa est une œuvre d'art et mortuaire autour de la figure d'une femme aimée et assassinée par le narrateur.

Les images se bousculent, obéissant à une cohérence poétique et onirique, supposée plus que toujours perceptible. La thématique est morbide, masochiste, maritime et insulaire. Vers la fin du livre, Espinosa rend un hommage ambigu à Gustavo Adolfo Becquer, « fiancé de toutes les belles mortes », donnant ainsi à penser que les opposés peuvent sinon se rejoindre, du moins se faire signe.

Lorsque cesse le vacarme débridé des images et des mots, l'écrivain sait faire entendre, comme dans le passage intitulé « La main morte » et dans les dernières pages du livre, une voix plus pure, comme décaillée.

Patrick Kéchichian

Autres parutions

● **FRAY LUIS DE LEÓN**, d'Alain Guy. — Alain Guy a consacré sa vie au poète-philosophe Fray Luis de León. Il a publié en 1943 une thèse sur sa pensée et a écrit sur sa vie cette belle biographie très cordonnée, quarante ans plus tard. Fray Luis de León est une figure extraordinaire de la Renaissance espagnole, dont il est à lui seul la synthèse de tous les courants. Emprisonné en 1572 par l'inquisition, Fray Luis sortit du cachot quatre ans et demi plus tard et reprit ses cours à l'université de Salamanca par ces mots : « Comme je vous le disais hier... » (José Corti, 164 p., 85 F.).

● **ALOMA**, de Mercè Rodoreda. — Elle fut « la grande dame de la littérature catalane », et le succès public de ses livres explique sans doute qu'elle ait été très injustement considérée comme un écrivain facile et mineur. Aloma, s'il en était besoin, montre la subtilité de ce néoplaton. C'est un plaidoyer subtil, concis et intelligent contre l'enfermement psychologique et moral dont souffrent les femmes dans la Catalogne traditionnelle. (Jacqueline Chambon. Traduit du catalan par Bernard Lesfargues. 198 p., 90 F.).

● **HAPPY END**, de Manuel Vazquez Montalbán. — Une nouvelle qui inaugure une collection consacrée aux textes courts, *l'Heure furtive*. L'histoire, en apparence folle, d'Humphrey Bogart tombant amoureux d'une femme de Marielle dans le Berlin des années 30. Mais on y trouve aussi Hemingway, les Kennedy père et fils, Charles Laughton, de Gaulle et Fidel Castro. Et une phrase-clé : « J'appartiens à la première génération élevée dans le happy end chrétien ». Une réponse ironique à ceux qui voudraient nous entretenir dans l'illusion que l'histoire est finie. (Complexe. Traduit de l'espagnol par Michèle Gazier. 106 p.).

● **RUSES ET AVENTURES D'ALFRANHUI**, de Rafael Sanchez Ferlosio. — Une écriture d'une extrême finesse qui fait parfois sonner, par sa grâce et sa couleur, à celle des contes arabes. Cela pourrait venir d'un siècle lointain, mais Sanchez Ferlosio est né en 1927 et son roman dit, à son envers, un monde anonyme, impitoyable et aveugle. (Vardier. Traduit de l'espagnol par Claudette Dérozier. 170 p., 90 F.).

● **LA NOUVELLE EN ESPAGNE AU SIECLE D'OR**, de Jean-Michel Laspéras. — Une thèse brute de décoffrage ou presque, mais qui est une excellente étude sur les septième et dix-septième siècles. (Université Paris-Ve de Montparnasse. BP 5043, 34032 Montpellier Cedex. 490 p., 250 F.).

● **INFECTION**, de Sergi Pàmies. — Pàmies a été connu en France en 1988 par un remarquable recueil de nouvelles, *Aux confins du fricandou*. Le nouveau recueil de cet écrivain, né à Paris il y a trente ans mais catalan jusqu'au bout de la plume, est de la même veine et de la même verve que le premier : terrible de drôlerie sinistre. (Jacqueline Chambon. Traduit du catalan par Edmond Rallard. 128 p., 85 F.).

● **LE PRINCE CONSTANT**, de Calderón. — Représentée pour la première fois à Madrid en 1629, publiée sept ans plus tard, cette comédie de Calderón de la Barca appartient à la première période de l'auteur de *La vie est un songe*. El Prince Constante s'inspire librement d'un fait historique : la déroute des Portugais devant Tanger en 1437, la captivité et le mariage, à Fez, en 1439, de l'enfant du Portugal, don Fernando. (Aubier collection bilingue, traduit de l'espagnol par Bernard Sésé, 290 p., 98 F.).

● **LE ROMAN D'OXFORD**, de Javier Marías. — Marías, né à Madrid en 1951, exprime de la manière la plus spectaculaire les tendances européennes de la nouvelle littérature espagnole. Beaucoup plus encore que son premier roman, *l'Homme sentimental*, le roman d'*Oxford*, par ses digressions brillantes, sa narration ironique et virtuose, se rattache à cette tradition du dix-huitième siècle — celle de Sterne, de Diderot, mais aussi celle du roman d'aventures espagnol — que Marías revivifie et à qui il donne une tonalité résolument moderne. (Rivages. Traduit de l'espagnol par Anne-Marie et Alain Kérouz. 240 p., 99 F.).

● **LES SONNETS DE QUEVEDO**. Variations, constance, évolution, de Marie Rogé Miranda. Issus d'une thèse de doctorat, une étude très érudite des cinq cent deux sonnets du grand poète espagnol du début du dix-septième siècle (1580-1645). (Presses universitaires de Nancy, 660 p., 350 F.).

Suite de la page 17

C'est un antivolage romantique. Chateaubriand, Flaubert, Dumas, Gautier, ramassent au cours de leurs pérégrinations de la couleur locale qu'ils mélangent à la poussière des chemins. A l'étape, ils prennent un bain et redonnent ce qu'ils étaient : de jeunes intellectuels distingués, amateurs de pittoresque et d'élegant dépaysement. Borrow, lui, se plonge à corps perdu dans le livre de la réalité humaine, dans mille aventures vives qui l'entraînent à découvrir le pays sous ses facettes les plus diverses, les plus contradictoires. Là où les romantiques enregistrent et notent, le sourcil levé, il participe, s'engage, s'émue, partage, s'amuse, souffre, s'abat et repart.

L'état de l'or et des alcools

Le pays pénètre en lui par la peau et par les os. Au point que son livre, s'il décrit de la manière la plus agile et la plus pénétrante l'Espagne de Goya, fait inmanquablement penser aux grands romans picaresques du dix-septième siècle, et tout aussi évidemment à Cervantès, dont Borrow aurait pu être le héros. Au-delà des vicissitudes et des tragédies de l'histoire, l'aventurier britannique a découvert une permanence ibérique, une âme qui ne réside pas — comme a pu le croire un Espagnol d'occasion tel que Montherlant — dans l'ombreuse immobilité d'une attitude, mais, à l'opposé, dans un mouvement incessant, presque éperdu, pour essayer de faire coïncider histoire et destin.

On retrouve bien sûr ce même sentiment d'une vie qui court beaucoup plus vite que ceux qu'elle habite, dans les *Mémoires du capitán Alonso de Contreras*, guerrier de l'ordre de Malte, au début du dix-septième siècle, dont le style va du même pas que les aborigènes. Soldat de fortune comme Cervantès, Contreras n'a pas eu le temps de méditer dans

L'ombre de Cervantès

des gènes barbaresques sur les étranges rapports de la réalité et de la fiction. Il a vécu sa vie comme un roman d'aventures dont on oublierait, chaque jour en se levant, les pages lues la veille. Qu'elles se teignent du sang des batailles, des voluptés de l'amour, de l'écart de l'or ou de celui des alcools. C'était sans doute le seul moyen pour lui d'oublier qu'il n'était qu'un pion dans des mains politiques puissantes, que de la chair à rapier et à mousquet.

Mais l'ombre de Cervantès ne hante pas seulement les récits anciens. On en signale la présence dans les lieux les plus divers, comme une sorte d'émulsion nécessaire dès qu'on pénètre sur les territoires de l'hispanité et de la littérature. Dans le roman d'Antonio Muñoz Molina, *Beatus ille*, cette ombre est travestie dans la première partie, directement présente dans les deux autres par les citations en exergue : « Au bout de tant d'années, je dormais dans le silence et l'oubli » et « Je suis un feu éteint, une épée tenue à l'écart ».

Munoz Molina raconte une histoire à tiroirs : celle d'un jeune homme, qui, dans les années 60, s'installe dans la vaste maison d'un de ses oncles pour y écrire une thèse sur un poète, Jacinto Solana, abattu par la police franquiste en 1947. Manière de jouer sur trois périodes de l'histoire, celle du temps présent, celle de la mort de Solana et celle de sa jeunesse, de ses ambitions littéraires et de son engagement républicain en 1936. Trois manières aussi, très savantes, de s'appuyer sur le livre, de la transmission de la mémoire, des mensonges de la littérature, du danger et de la fascination de l'héritage de l'écriture et du pouvoir des mots, qui sont impuissants à abattre les tyrans, mais qui tuent souvent ceux qui les écrivent.

L'essentiel de l'action de *Beatus ille* se passe dans une bibliothèque, mais dans le nau-

frage de ces livres, dans le patient travail d'archiviste qu'entreprend l'étudiant pour essayer de reconstruire une vérité, c'est toute l'histoire mentale et sentimentale de l'Espagne depuis un demi-siècle qu'évoquent les longues et houleuses phrases du romancier. *Beatus ille* a le charme grave, lent et frémissant des grands romans d'initiation, mais c'est l'initiation à la réalité de toute une génération qu'a composée, pour son premier livre, Antonio Muñoz Molina.

Du côté de chez Nabokov

Il serait toutefois très réducteur de ne considérer la littérature espagnole de ce siècle que du point de vue des générations. C'est le reproche majeur qu'on adressera à *Cent ans de littérature espagnole*, l'anthologie rassemblée et présentée par Gérard de Cortanze. A découvrir les différentes strates du terrain littéraire espagnol contemporain selon les tranches du gâteau historique — l'Espagne franquiste, les années de plomb, la génération de 1950, la modernité, — l'anthologiste a tissé un filet de taille imposante, mais qui laisse échapper l'essentiel de la friture : les traditions, les ruptures, les silences, les ruses, les rejets, les alliances, la vie mouvementée, riche et novatrice — même lorsqu'elle était politiquement atone, — d'une littérature qui n'a jamais cessé de bouillonner. Ce parti pris le conduit à sous-estimer, par exemple, la singularité et l'impact des littératures des langues minoritaires, catalanes ou basques, longtemps interdites, mais qui ont su résister au castillan officiel et obligatoire.

Un signe parmi d'autres : Cortanze indique que le livre de Quim Monzó, qui vient d'être traduit en France (*Essence*), a été publié et récompensé par le prix de la Critique catalane, sous le titre *Gasolina*. Or jamais un écrivain de langue catalane comme Monzó n'emploierait le castillan

gasolina. Il userait de *benzina*, qui est effectivement le titre original du roman de Monzó. Monzó est un écrivain qui mêle savamment deux registres : l'un, que l'on qualifiera de réaliste et lyrique, l'autre, de fantastique et de grotesque. On avait traduit de lui, en 1983, un recueil de nouvelles dont le titre donnait parfaitement la couleur : *Olivetti, Moulinex, Chaffoteaux et Maury* (le Chiendent).

Essence conte les mésaventures personnelles et artistiques d'un peintre en passe d'énergie créatrice et de sa lente descente dans la folie, ponctuée par des étapes dans les hauts lieux de l'art mondial new-yorkais. Mais ce récit caustique et souvent féroce entre en résonance avec un autre, qui pourrait s'organiser autour du célèbre tableau d'Edward Hopper, *Nightawks*. Hopper, dont le nom commence par un « H », comme celui de tous les personnages du livre — Héribert, Hélène, Hildegarde, Humberto, le nom de ce dernier nous renvoyant du côté de chez Nabokov. Comme celui-là, Monzó a cette virtuosité qui permet de jouer désespérément avec les mots, et il a cette pointe acérée de douleur qui transperce le masque de ses plus étincelantes facettes. Nabokov, qui n'était pas loin de considérer Cervantès comme un grand écrivain russe.

Pierre Lepage

100 000 LIVRES EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

42 bis 58 26

9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

L'influence du livre de Marc Bloch *La Société féodale* a été déterminante pour des historiens du monde entier.

De la longue durée au temps multiple

Fondée en 1929 par Lucien Febvre et Marc Bloch, la revue *Annales* vient de célébrer son sixième anniversaire. Elle publie à cette occasion un numéro spécial sur le thème « Histoire et sciences sociales : un tournant critique » (1), introduit par un éditorial qui tente de définir à la fois l'héritage des *Annales* et le projet dont la revue se veut aujourd'hui porteuse.

L'héritage tient en deux formules : « décloisonner les savoirs » et se porter, selon le vœu de Braudel, « autant que faire se peut et tous risques acceptés, à la limite même des novations qui s'esquissent ». Quant au projet, qui tend à faire de la revue ni une « école » ni une « boîte aux lettres », mais un « lieu d'expérimentation », il se fonde sur un constat : « l'incertitude initiale » de l'école des *Annales* — le souci de la « longue durée » affirmé par les fondateurs — et le temps linéaire des chroniques — « est en passe d'épuiser ses effets » au moment où l'événement fait l'objet d'un intérêt renouvelé et où règne « un certain historicisme ».

Si « l'exploration des mécanismes temporels » est bien la contribution particulière de l'histoire à la connaissance du passé, il importe donc aujourd'hui de ne pas oublier les « processus par lesquels le nouveau advient », en prêtant une plus grande attention à la multiplicité des « temporalités humaines ». Comment penser le changement ? « Il faut faire l'hypothèse que chaque société est dans un processus constant de construction d'elle-même et qu'on trouve dans l'analyse de ce mouvement la seule manière pour rompre avec l'insignifiance des récits événementiels comme avec la tautologie des descriptions à l'intérieur de catégories prédéterminées ».

Pour mener à bien son entreprise de rénovation, la revue propose de redéfinir les moyens et les buts de l'interdisciplinarité. D'où le thème de ce numéro spécial, première réponse à un appel lancé en 1988. C'est que le destin de l'école des *Annales* a toujours été lié à celui des sciences sociales. La revue est née de l'incorporation de plusieurs de ces disciplines, notamment l'économie, à la recherche historique. Dans les années 60, elle a subi l'assaut des plus dynamiques d'entre elles, comme la linguistique, la sociologie ou l'ethnologie, qui contestaient ses objets et ses méthodes : elle a su y répondre en élargissant elle-même son champ d'investigation et ses techniques d'enquête.

En cette fin des années 80, comme le souligne Roger Chartier dans sa contribution, le défi lancé à l'histoire est inverse du précédent : « Il ne s'agit plus de définir une critique des habitudes de la discipline au nom des novations des sciences sociales, mais dans une critique des postulats des sciences sociales elles-mêmes ». D'où la nécessité d'une réflexion approfondie à laquelle appellent aussi, dans nos colonnes, chacun à sa façon, trois historiens étrangers, Natalie Zemon Davis (*États-Unis*), Aaron Gurevitch (*URSS*) et Carlo Ginzburg (*Italie*), que nous avons choisis pour témoins de la vaste diffusion internationale de l'esprit des *Annales*.

Sur l'histoire de l'école des *Annales*, les lecteurs découvriront, s'ils le souhaitent, un autre témoignage, celui de Fernand Braudel, qui fut le directeur de la revue de 1956 à 1968 et qui, dans un texte de 1972 inédit en français (2), raconte la genèse de cette grande aventure. Il rappelle le rôle précurseur d'Henri Berr, fondateur en 1900 de la *Revue de synthèse historique*, puis, bien sûr, celui des deux fondateurs des *Annales*, dont la réussite repose sur « la passion de l'histoire », mais aussi sur « l'acceptation même d'un changement de la problématique selon les nécessités et logiques de l'heure ». Sans doute le moment est-il venu d'illustrer, une fois de plus, ce dernier principe.

Thomas Fersen

(1) *Annales*, novembre-décembre 1989, articles de Giovanni Levi, Jean-Yves Grenier et Bernard Lepetit, Robert Boyer, Marcel Ronayolo, Gérard Noiriel, Patrick Fridenson, Jochen Bloch, Alain Boureau, Roger Chartier (A. Colin, 80 F.).

(2) « La formation d'histoire » dans *Écrits sur l'histoire II*, de Fernand Braudel, Armand, 309 p., 130 F. (en librairie à partir du 25 janvier). Parmi les autres articles de ce recueil, parus en anglais ou en italien : « Les prix en Europe de 1450 à 1750 », « Charles-Quint témoin de son temps », « Philippe II », « Écrits sur le présent ».

NOUS connaissons des civilisations qui comptaient en base 60 (comme la babylonienne) et des civilisations qui comptaient en base 10 (un choix toujours plus fréquent après 1789). Comme les *Annales* ne sont pas une revue babylonienne, fêter ses sixième ans d'activité n'est sans doute pas un rite très urgent. Mais même cette célébration légèrement hors norme est une occasion utile en ce qu'elle permet de poursuivre la réflexion engagée de façon non conventionnelle par la revue elle-même en 1979, au moment de son cinquantenaire.

André Burguière et Jacques Revel montrent alors que l'on doit essentiellement chercher les raisons du succès des *Annales* d'histoire économique et sociale, fondées par Marc Bloch et Lucien Febvre en 1929, dans la conjonction intellectuelle française d'entre les deux guerres. Un programme d'unification des sciences sociales autour de la sociologie avait été lancé par Durkheim au début du siècle. Après la décadence et la dispersion de l'école de Durkheim du fait de la première guerre mondiale, Bloch et Febvre reprirent l'initiative première, mais avec une différence essentielle : le pivot de l'unification ne devait pas être la sociologie mais l'histoire.

Ils songaient, comme on le sait, à une histoire très différente de l'histoire traditionnelle axée sur la reconstruction minutieuse d'événements superficiels, politiques ou militaires : « l'histoire historisante » ou « l'histoire bataille », comme ils la définissaient sarcastiquement. Pour Bloch et Febvre, l'histoire devait partir d'un problème spécifique, souvent suggéré par le présent, pour reconstruire dans toute sa complexité la « vie des sociétés » du passé.

Des deux adjectifs qui figuraient dans le titre de la première série de la revue (*économique et sociale*), c'est le second qui finit par prévaloir : son indétermination elle-même, fit observer Febvre, facilitait le projet de placer l'histoire au croisement des sciences de l'homme. C'est ainsi que la discipline que Durkheim et ses disciples voulaient reléguer dans une position subalterne, occupée uniquement à accumuler des données empiriques, finit par renverser la situation et se construire une position prestigieuse.

Un tournant critique

L'« identité » des *Annales* plonge ses racines dans le projet durkheimien (version revue et corrigée par Bloch et Febvre). Cette généalogie, comme l'a noté Jacques Revel, fut rendue explicite par la décision de Fernand Braudel de réimprimer, dans les *Annales* de 1960, une étude de François Simiand — « Méthode historique et science sociale » — publiée dans la *Revue de Synthèse historique* en 1903. D'ailleurs, en 1958, Braudel avait déjà écrit en toutes lettres qu'une nouvelle « science » historique « s'annonce chez nous dès 1900 avec la *Revue de Synthèse* historique et avec les *Annales* à partir de 1929. L'histoire s'est voulu attentif à toutes les sciences de l'homme. (...) Toutes les sciences de l'homme, y compris l'histoire, sont contenues les unes par les autres. Elles parlent le même langage ou peuvent le parler ».

Cette citation est extraite d'un article qui eut immédiatement un grand écho, car il se présentait implicitement comme une sorte d'éditorial : « Histoire et sciences sociales. La longue durée » (1958). Il s'ouvrait par ces mots : « Il y a une crise générale des sciences de l'homme... ». Ces mêmes mots, à peu de chose près, ou à pu les lire sur les *Annales* il y a un an, dans un éditorial non signé (« Histoire et sciences sociales. Un tournant critique ? »), dramatiquement souligné en marge par un trait rouge : « L'histoire, qui avait établi une bonne part de son

dynamisme sur une ambition fédératrice, n'est évidemment pas épargnée par cette crise générale des sciences sociales ». Mais la continuité entre 1958 et 1988 n'est qu'apparente. Il ne s'agit pas de la même crise : différents en sont les acteurs, les

débat international où s'engagent des anthropologues, des critiques littéraires, des philosophes, à présent même des historiens.

La confiance, de nature essentiellement positiviste, qui permettait aux historiens sociaux de

La confiance positiviste qui permettait aux historiens de brasser des sources disparates comme autant de fenêtres ouvertes sur la réalité est aujourd'hui sérieusement ébranlée

interlocuteurs, le contexte, les

propositions. En 1958, Braudel s'adressait essentiellement à Lévi-Strauss en discutant à plusieurs reprises des passages tirés des articles qui venaient d'être rassemblés en volume (*Anthropologie structurale*). Aux sciences sociales, Braudel proposait quelques thèmes de réflexion communs : « mathématisation, réduction à l'espace, longue durée... ». On reconnaît immédiatement les idées qui avaient inspiré son travail concret de recherche. Mais la discussion ouverte par l'article sur la « longue durée » avait une portée plus générale.

L'ouverture intellectuelle et le courage de Braudel rendaient possible un dialogue fécond avec une tendance souvent, mais pas toujours, ouvertement hostile à l'histoire comme le structuralisme : un dialogue qui a donné (et continue à donner, au-delà des modes) des fruits directs et indirects dans les pages des *Annales*. La crise générale présente par Braudel s'est traduite non seulement par un accroissement de prestige pour la revue, mais également par un enrichissement décisif au niveau des thèmes et des méthodes, du travail historiographique.

L'interprétation de l'éditorial de 1988 est plus ardue, et ce n'est pas seulement parce que nous manquons de la claire perspective qu'offre le recul temporel. Dans cette intervention brève, parfois nerveuse, une note nouvelle résonne :

« Aujourd'hui, le temps semble venu des incertitudes ». La confiance envers les paradigmes dominants s'est trouvée ébranlée (marxisme, structuralisme, approche quantitative de l'histoire), mais aussi quelque chose de plus profond : « Le consensus implicite qui fondait l'unité du social en l'identifiant au réel ». Cette phrase un peu elliptique est éclaircie indirectement par les propositions concrètes pour sortir de la crise.

Elles portent essentiellement sur un renouvellement méthodologique. Objets de la réflexion, deux thèmes liés entre eux : a) l'échelle adoptée dans l'analyse ; b) les modes d'écriture de l'histoire et leurs implications cognitives (et pas simplement rhétoriques). Ce qui rapproche ces deux thèmes, c'est le refus de présenter comme acquis le rapport entre l'historien et la réalité qu'il se propose d'explorer. L'objet historiographique n'est jamais donné, il est construit.

En apparence, il n'y a rien de nouveau dans cette affirmation. Elle a été répétée un nombre incalculable de fois dans les pages des *Annales*. Mais par le passé, le terme de « construction » se référait au problème historique : les sources pouvaient être mensongères ou lacunaires, mais leur correspondance fondamentale avec la réalité n'était jamais remise en question. Aujourd'hui, ce consensus implicite a été ébranlé.

La conscience de ce que les sources elles-mêmes sont « construites » se fait jour. Il est à plus forte raison impossible de prendre l'objet, l'échelle, les catégories narratives comme des données. Cette nouvelle conscience doit aboutir à des conclusions radicalement sceptiques, comme on l'a soutenu de plusieurs côtés, n'est pas du tout évident. On assiste actuellement à un très vif

brasser des sources disparates (séries de prix, recensements, inventaires, testaments et ainsi de suite), comme s'il s'agissait de pièces neutres, ou plutôt de fenêtres ouvertes sur la réalité sociale, doit compter aujourd'hui avec une critique qui s'attaque en même temps aux méthodes et aux résultats.

Il ne s'agit pas d'une méfiance a priori envers les recherches quantitatives. Il s'agit seulement de rappeler que les sources doivent être regardées à contre-jour et analysées, avant tout, comme des documents construits selon des codes spécifiques, à des fins spécifiques. D'où la grande importance attachée au problème de la preuve.

L'invitation à renouveler la réflexion méthodologique est accompagnée, dans l'éditorial de 1988, de la volonté d'établir de « nouvelles alliances » disciplinaires. Dans le passé, la géographie, la sociologie, l'anthropologie ont été, pour les *Annales*, des points de référence cruciaux. Maintenant on tend plutôt à regarder dans d'autres directions, vers l'histoire de l'art ou celle des sciences.

Ces choix masquent une polémique rétrospective : il y a quelques années, Roger Chartier a parlé d'une « extraordinaire cécité mentale » à propos de l'absence d'intérêt des *Annales* pour l'œuvre de Bachelard, celle de Koyré, de Canguilhem ; et il n'a pas hésité à illustrer les limites de l'histoire des mentalités.

lités en opposant au *Rabelais* de Lucien Febvre *Gothic Architecture and Scholasticism* d'Erwin Panofsky (présenté par Pierre Bourdieu au public français comme un défi au positivisme).

En somme, une fois encore, les *Annales* se renouvellent ; mais cette fois le renouvellement s'accompagne d'une distance critique beaucoup plus nette vis-à-vis du passé, certes, plus aisée. Et cependant cette révision admet encore sous le signe du projet initial. L'ancienne « ambition fédératrice » de l'histoire n'est pas morte, mais elle est repositionnée à partir des difficultés qui rapprochent toutes les sciences sociales. Le dialogue doit dépasser les frontières de la France (la référence à la micro-histoire est explicite).

Cela aussi est un renouvellement. C'est vrai, « les *Annales* (...) n'ont jamais prétendu être seules ». Mais pendant longtemps leur extraordinaire ouverture intellectuelle se fondait sur une option nettement hexagonale. Si l'on relit l'article de Braudel de 1959, on ne peut pas ne pas être frappé par la rareté des références à des interlocuteurs étrangers. Aujourd'hui la situation est tout à fait différente. Dans les dix, dans les quinze dernières années, les *Annales* sont devenues l'unique revue d'histoire qui se développe vraiment — par le choix de ses collaborateurs — dans une optique mondiale. Suscitant l'accord ou le désaccord, la revue est plus que jamais un point de référence indispensable.

Traduit de l'italien par Emmanuel Geyssels

► Professeur à l'université de Bologne, Carlo Ginzburg a publié, notamment : *Le Fromage et les vers : l'univers d'un menuisier du XVI^e siècle* (Flammarion, 1980) ; *Les Batteilles nocturnes : sorcellerie et rituels agraires aux XVI^e et XVII^e siècles* (Flammarion, 1984) ; *Mythes, emblèmes, traces : morphologie et histoire* (Flammarion, 1989). Son dernier livre, sur le sabbat en Europe, vient de paraître en Italie.

L'échange,

Créer des liens intellectuels

Il existait là un monument de son temps. Je continuai de lire les autres livres de Bloch, et je me plongai dans tous les travaux de Lucien Febvre sur la religion du seizième siècle, qui m'étaient directement utiles pour mes recherches sur les imprimeurs de Lyon et la Réforme. En 1959, mon PhD en poche, je m'abonnai fièrement aux *Annales* — c'était l'un des premiers abonnements que je souscrivais.

Et pourtant, lorsque, de temps en temps, on me présente à un auditoire de mon pays comme « un fameux praticien américain des méthodes de l'Ecole des *Annales* », je ne me reconnais pas vraiment dans ce portrait. Certes, dans les années 60, l'un de mes plus grands plaisirs était d'inviter sur mon campus les plus remarquables historiens du groupe : Pierre Goubert, qui, à Toronto, parla de l'orientation qu'il allait prendre sa recherche, une fois terminée sa grande étude sur Beauvais et le Beauvaisis ; Robert Mandrou, qui nous donna un avant-goût de ses *Magistrats et sorciers* ; à Berkeley, Emmanuel Le Roy Ladurie enthousiasma les étudiants, qui commençaient tout juste à lire ses *Paysans du Languedoc* fraîchement publiés.

Je lus ensuite *L'Etrange Défaite*, et j'appris comment l'homme était mort. Parce que j'étais comme lui juive et assimilé, parce que, comme lui, j'étais à la recherche de valeurs universelles, je fis de Marc Bloch l'un de mes modèles. Lorsqu'en 1952 je m'installai à Lyon pour commencer ma thèse, mon premier mouvement fut de voir s'il

soixante

A l'époque, la revue de Lucien Febvre et Marc Bloch était une véritable révolution. Elle avait ouvert une nouvelle voie à l'histoire, en la reliant aux sciences sociales. Elle avait aussi ouvert une nouvelle voie à la critique, en la rendant plus rigoureuse et plus exigeante. Elle avait enfin ouvert une nouvelle voie à la recherche, en la rendant plus ouverte et plus pluraliste.

La revue des *Annales* a été une véritable révolution. Elle a ouvert une nouvelle voie à l'histoire, en la reliant aux sciences sociales. Elle a aussi ouvert une nouvelle voie à la critique, en la rendant plus rigoureuse et plus exigeante. Elle a enfin ouvert une nouvelle voie à la recherche, en la rendant plus ouverte et plus pluraliste.

La revue des *Annales* a été une véritable révolution. Elle a ouvert une nouvelle voie à l'histoire, en la reliant aux sciences sociales. Elle a aussi ouvert une nouvelle voie à la critique, en la rendant plus rigoureuse et plus exigeante. Elle a enfin ouvert une nouvelle voie à la recherche, en la rendant plus ouverte et plus pluraliste.

son imitation

La revue des *Annales* a été une véritable révolution. Elle a ouvert une nouvelle voie à l'histoire, en la reliant aux sciences sociales. Elle a aussi ouvert une nouvelle voie à la critique, en la rendant plus rigoureuse et plus exigeante. Elle a enfin ouvert une nouvelle voie à la recherche, en la rendant plus ouverte et plus pluraliste.

La revue des *Annales* a été une véritable révolution. Elle a ouvert une nouvelle voie à l'histoire, en la reliant aux sciences sociales. Elle a aussi ouvert une nouvelle voie à la critique, en la rendant plus rigoureuse et plus exigeante. Elle a enfin ouvert une nouvelle voie à la recherche, en la rendant plus ouverte et plus pluraliste.

La revue des *Annales* a été une véritable révolution. Elle a ouvert une nouvelle voie à l'histoire, en la reliant aux sciences sociales. Elle a aussi ouvert une nouvelle voie à la critique, en la rendant plus rigoureuse et plus exigeante. Elle a enfin ouvert une nouvelle voie à la recherche, en la rendant plus ouverte et plus pluraliste.

DISCOURS SUR LA LECTURE

(1830-1980)

d'Anne-Marie Charrier
et Jean Hébrard.
Service des études et recherches,
Bibliothèque publique d'information,
Centre Georges-Pompidou, 1989.
525 p., 190 F.

Le point du 8 janvier dernier faisait sa couverture sur « Le massacre de la lecture ». Avec quelque raison. Une enquête commanditée par le ministère de l'éducation nationale vient en effet de confirmer ce qu'on subodorait déjà depuis plusieurs années : deux enfants sur trois lisent mal à leur arrivée au collège, près d'un sur quatre est en échec complet, voire en coma prolongé, dès le cours élémentaire deuxième année de l'école primaire lorsqu'il s'agit d'ouvrir un livre. En aval, les militaires découvrent désormais 1 000 analphabètes et 30 000 illettrés sur les 420 000 conscrits qu'ils accueillent chaque année aux « trois jours ». Conséquence prévisible de cet affaiblissement d'un exercice de la lecture qui fit naguère la gloire des « pédagoges » : un Français sur cinq aura dû à l'an 2000 de très sérieux problèmes avec l'imprimé !

Au beau milieu de ce lamentable, une solide réflexion d'historien vient rappeler que si le cri d'alarme est de toutes les époques de la démocratisation et de l'accession des masses à la culture minimale, encore faut-il savoir le moduler dans un but précis. Elle est le fruit d'un long et minutieux travail d'équipe, étayé sur des monographies qui n'ont pas pu être toutes publiées mais qui sont accessibles à la BPI du Centre Georges-Pompidou.

L'origine de ce livre de salubrité publique, une commande de la direction du livre et de la lecture du ministère de la culture. A l'arrivée, un rude constat rétrospectif qui devrait faire réfléchir les responsables de la lecture publique et les acteurs des politiques culturelles : la lecture aujourd'hui n'a plus de « public captif », parce qu'on a négligé l'illettrisme en raisonnant trop exclusivement en termes d'alphabetisation ; elle fait l'objet d'un consensus si large qu'on ne sait plus comment distinguer l'essentiel de l'accessoire en la matière ; « valeur-refuge », elle ne mobilise plus assez.

En bref, tous les discours normatifs et militants hérités d'une histoire séculaire se sont rejoints pour défendre la lecture menacée par l'invasion des nouveaux médias et tenter de promouvoir un impératif unique mais qui est aujourd'hui désespérément court : lire,

encore lire, toujours lire, pour vivre mieux et plus libre !

Ce travail s'étend sur un long siècle de nationalisation de la question, entre deux ruptures, celle que nous vivons aujourd'hui et qui rend donc si peu efficaces les volontarismes, et celle que la Révolution avait imposée, depuis Condorcet, contre un Ancien Régime où la lecture est le plus souvent individualiste et privatisée, parfois conviviale mais toujours très peu normalisée.

Il détaille les trois principaux discours qui ont fait florès depuis l'installation définitive de la République, avec les progrès spectaculaires de l'alphabetisation et de la scolarisation, sous l'action combinée des pouvoirs publics et des associations philanthropiques : celui de l'Eglise, méfiant puis grossissant après 1920 — dans l'élan de l'Action catholique — le flot de la défense commune ; celui de l'école, acharné à faire de la lecture un exercice scolaire d'explication des textes ; celui des bibliothécaires enfin, plus sensible à l'air du temps et à la force d'autres médiums, et dont l'étude est le morceau de bravoure du livre, tout à l'honneur d'une profession composite, maltraitée et pourtant cardinal. Hier, peu de lecture semblait déjà trop. Un siècle plus tard, davantage de lecture ne semble plus rien : telle est la principale conclusion de ce travail fouillé, bien édité, plein de trouvailles et de documents.

La « trop » fut surtout proférée par l'Eglise (entendez la seule Eglise catholique : les protestants ont été en la matière assez éclairés puis assez républicains pour que leur attitude, estimant nos auteurs, ne puisse être significativement singulière). Il est vrai qu'en son sein, généreux mais moral, toute lecture était entendue comme « enrichissante pour l'esprit et le cœur » et chaque fidèle devait donc veiller à ne s'offrir que les bons livres qu'il pouvait se permettre d'épeler.

L'HISTOIRE
par Jean-Pierre RiouxVœux pieux
pour la lecture

« Un peu de courage, mes frères, lanciez encore en 1887 Mgr Besson dans les Mauvaises Lectures, pour chasser de votre foyer ces mauvais livres qui le souillent. Un peu de courage pour arracher des mains de votre femme, de vos enfants et de vos domestiques ces mauvais journaux qui les corrompent. Un peu de courage surtout pour vous les interdire à vous-mêmes ! »

Mais cette position vertueusement défensive ne fut plus tenable dès lors que l'Eglise tenta de partir à la rencontre du siècle des masses et de l'éducation pour tous. De bibliothèques paroissiales en sagaces conseils de lecture des curés des patronages, il fut bientôt prouvé que l'instruction pouvait

Lanson, « lisez en eux-mêmes alors qu'ils croient lire l'auteur qu'ils ont sous les yeux ». Pas davantage qu'on puisse parcourir le livre comme un journal, qu'on ajoute au contenu du texte ou qu'on y recherche la confirmation paraisseuse de vagues jugements personnels mal étayés.

ELLE s'embarqua donc dans la grande aventure de la lecture « expressive », puis « expliquée » et « suivie », qui ruinait tout désir chez l'élève et en faisait un infatigable tacheur appliqué à « arracher au texte son secret », un dévot agenouillé devant l'éternité de « l'œuvre », fût-elle en morceaux choisis. C'est cette ambition assez corsetée qui fut minée entre autres, depuis

être édifiante et qu'un livre — sinon le livre — pouvait alimenter la foi.

RESTAIT, à la rencontre d'une Action catholique qui se mobilisa le plus intensément dans les milieux de jeunesse des premières décennies du XX^e siècle et d'une haine tenace contre les « journaux mondains » et la presse ou la librairie « prostituées » (les qualificatifs sont ceux de l'abbé Bethléem dans un Guide général des lectures qui dès 1904 traitait minutieusement les « romans à lire » et les « romans à proscrire »), à convaincre les masses des bienfaits d'une lecture de bon sens et conforme aux intérêts supérieurs de la vérité catholique : ce fut fait, par la presse des assommoisseurs notamment, par les œuvres et surtout peut-être par l'essor depuis les milieux religieux d'une presse enfantine qui fut un modèle. Aux lendemains de la guerre de 1914, les armes sont rendues : le discours d'Eglise partira désormais en croisade pour la lecture quasiment sans arrière-pensée.

L'école, de son côté, avait fermement combattu tout vagabondage en la matière. Elle ne pouvait tolérer, y compris pendant l'apprentissage du « B.A.-Ba », les réverses de ceux qui, disant

les années 1960 on ne le sait que trop, par la multiplication des méthodes d'apprentissage, « globales » ou non.

Un bel atout de ce livre, il faut le répéter, est d'avoir entrepris une première mise au net du discours des plus obscurs dans le concert, les bibliothécaires. Ils viennent de loin, de l'aube du XIX^e siècle, chez les Amis de l'instruction, puis à la Ligue de l'enseignement ou à la société Franklin. Ils se sont regroupés dès 1906 pour parvenir au port : « Dans toute localité, on devrait pouvoir passer aussi facilement à la bibliothèque se renseigner qu'on va au marché acheter la viande ou les légumes », souhaitait leur bulletin l'année suivante.

Ils ont imposé leur propre discours, celui de la compétence attentive au « public » et fort sensible aux évolutions de la communication moderne. Mais eux aussi, ils ont épuisé avec constance toutes les vertus d'un volontarisme démocratique en style « Front pop », dont les bibliobus après la Libération seront les cahotants messagers. Jean Guichemo ne chantait-il pas alors ces caisses à livres ambulantes qui portaient « le pain de l'esprit à domicile » ?

La encore, tout a peut-être basculé au cœur des années 60 quand, devant l'envahissement de l'image et dans la poussée soigneusement entretenue d'une soif documentaire chez ses lecteurs, la bibliothèque publique a amorcé une évolution qui la conduit aujourd'hui au rôle de médiathèque sans doute trop polyvalent pour être incisif.

On regrette un peu que ce riche ensemble ait sacrifié l'étude du rôle de la critique dans la diffusion du désir de lire. Qu'il nous signale un peu vite aussi une curiosité qui laisse dubitatif : ni les éditeurs ni les libraires, vecteurs pourtant essentiels s'il en est, n'ont, semble-t-il, jamais pris la peine de réfléchir avant la loi Lang de 1981 au discours cohérent sur la lecture qu'ils auraient pu tenir.

Demeure cependant, majeure, troublante, l'idée ravageuse dont on doit le créditer sans réserves : objet d'un discours de syncrétisme trop pieux et d'universalisme trop vague, la lecture ne serait plus hiérarchisable aujourd'hui dans les priorités d'une politique culturelle. Autrement dit, l'avenir passerait sans doute moins par une augmentation des moyens publics mis à sa disposition que par une réflexion renouvelée sur les cris qu'on pousse en sa faveur.

Les paradoxes de la déconstruction

Attentive au texte, et à lui seul, l'herméneutique de Paul de Man s'intéresse non à la psychologie de l'auteur, mais à la structure intentionnelle de l'œuvre

ALLÉGORIES DE LA LECTURE

de Paul de Man.

Traduction et présentation
de Thomas Tzavara, Gallimard,
368 p., 188 F.

« On lit beaucoup dans ce livre » (p. 237). Cette remarque que Paul de Man fait à propos de la Nouvelle Héloïse vaut à plus forte raison pour *Allégories de la lecture*. Cette variation sur le fameux « On mange beaucoup dans les romans de Flaubert » de Jean-Pierre Richard est évidemment ironique : une thématique de la nourriture est possible, parce qu'elle est l'objet d'une expérience référentielle, extratextuelle. Alors que les scènes de lecture renvoient le lecteur à ce qu'il est en train de faire. Ce qui implique le passage du thématique à l'allégorique. Qui lit dans un texte ? La lecture, en entrant en scène, devient une opération dont il est difficile de distinguer le sujet et l'objet.

La grand-mère de *A la recherche du temps perdu* est essentielle pour la mise en place de cette allégorie. Elle voudrait que Marcel, au lieu de perdre ses journées à lire dans l'atmosphère confinée de sa chambre, sorte prendre l'air du dehors. Le lecteur de la Recherche fait comme son héros, en entrant en scène, devient une opération dont il est difficile de distinguer le sujet et l'objet.

Contre les défenseurs du hors-texte, il arrive à de Man de se réclamer de la tradition formaliste. La déconstruction, dont il a été le représentant majeur en Amérique, y a en effet été préparée par le *New Criticism*, une approche de la littérature qui, pendant les années 30 et 40, a réagi contre l'histoire littéraire,

notamment l'histoire littéraire à la Taine. Adieu race, milieu, moment. Inutile, si c'est la littérature qu'on veut étudier, de suivre des cours d'anthropologie physique, de géographie humaine ou d'histoire. Inutile de sortir des départements littéraires. Il suffit d'avoir un texte sous les yeux. L'autoréférentialité de leur objet (l'immanence de la lecture) est la condition de leur autonomie pédagogique.

La tentation interdisciplinaire sévit aussi aux confins de la linguistique, et surtout de la psychologie. On peut chercher des causes externes ailleurs que dans le contexte socio-historique. L'œuvre doit aussi être protégée de son auteur. Ici, toutefois, la dissociation requiert une chirurgie plus délicate. Et c'est là que de Man se sépare des *new critics*. Alors qu'ils tranchent brutalement avec le dogme de l'*intentional fallacy* (toute invocation de l'intention supposée de l'auteur est une imposture), de Man refuse cette simplification qui mélange l'intention subjective de l'auteur et la structure intentionnelle de l'œuvre.

Une intimité
à la troisième personne

Cette structure intentionnelle requiert non pas une description mais une herméneutique. Ce qu'on pourrait appeler le trans-formalisme de de Man n'est pas pour autant un retour à une critique psychologisante. Le pathos de la communication ne vaut pas mieux que le technocratie de la description. D'où une conception austère, abstraite, de la lecture, qui doit beaucoup à Mallarmé (et au Mallarmé de Blanchot). Elle est une opération au cours de laquelle deux sujets, plutôt qu'ils se rencontrent, s'absorbent, s'ignorent, coopèrent à l'effacement réciproque de leurs particularités subjectives. La lecture, conçue sur le modèle

de la réduction phénoménologique, permet, comme les versions les plus radicales de cette dernière, la production d'un champ transcendantal sans sujet, une intentionnalité impersonnelle.

Le deuxième chapitre d'*Allégories de la lecture* illustre particulièrement bien ce mouvement. Il est consacré à Rilke. De Man y dénonce les interprétations qui font de lui une sorte de saint François de Sales pour dévots de la vie poétique. Il ne faut pas rabattre la structure intentionnelle de l'œuvre sur les intentions de l'auteur. L'autoréférentialité d'un texte et la subjectivité d'une personne sont deux choses différentes. Et la poésie de Rilke trouve son inspiration précisément dans son émancipation du psychologique. « Loin d'en constituer la force motrice, le moi intime de Rilke tend à disparaître entièrement de sa poésie » (p. 45).

Mais, si ce moi s'efface, ce n'est pas au profit de la plénitude objective d'une forme, c'est pour creuser un autre mode d'intériorité, une intimité qui ne serait pas celle des échanges spéculaires entre une première et une seconde personne, mais une intimité impersonnelle, non subjective. Non plus celle de l'auteur, mais du texte parlant de soi.

Le caractère paradoxal de cette dépersonnalisation ressort encore plus fortement lorsqu'elle a pour objet des motifs éhiques. Par exemple, après avoir montré l'importance du motif de la culpabilité dans la Recherche : « Nul ne peut décider si Proust a inventé des métaphores parce qu'il se sentait coupable ou s'il a dû se déclarer coupable pour pouvoir faire usage des métaphores » (p. 92). Le dernier chapitre, sur Rousseau, conclut à la même indécidabilité : « Il n'est

plus certain que le langage comme excuse existe à cause d'une culpabilité préalable : (...) c'est la culpabilité qui doit être produite pour donner du sens à l'excuse » (p. 356).

Pourtant le statut de la culpabilité n'est pas identique dans les deux chapitres. La culpabilité proustienne est non référentielle, elle est même spécifiquement culpabilité de l'autoréférentialité. La seule faute du lecteur proustien c'est de ne pas sortir de son (ou ses) livre(s) : quoi qu'on pense des « jouissances culpabilisantes du solitaire » (sa grand-mère voudrait y soustraire Marcel), c'est une culpabilité relativement innocente.

Le cas de Rousseau est différent, car il implique une faute réelle : Rousseau, qui a volé un ruban, accuse Marion, une autre domestique, de le lui avoir donné. De Man paraphrase les explications et excuses que Rousseau donne de l'accusation mensongère. Il explique qu'il ne pensait pas à mal : le nom de Marion est sorti de sa bouche parce qu'elle était présente ; elle était, comme il l'écrivait, le premier objet qui s'offrait à sa vue (une sorte d'otage, en somme, dont le seul tort était d'être là).

Mais il n'y avait aucun lien entre énonciation et référent, entre le fait qu'il dise Marion et ce que Marion voulait dire. C'est alors qu'un coup de théâtre herméneutique retourne l'accusation : Rousseau, soudain, cesse d'être coupable, puisqu'il ne pensait pas ce qu'il disait, mais ses auditeurs le deviennent puisqu'en interprétant ses mots ils ont commis le crime d'*intentional fallacy*. L'enfer de Marion est pavé de l'absence d'intention de Rousseau.

Rousseau s'accuse-t-il ou s'excuse-t-il ? La réponse à cette question permettra d'indiquer en quoi la méthode de de Man

relève de la déconstruction. La théorie des actes de paroles (de Man se réfère à J.L. Austin) insiste sur les moments de convergence entre dire et faire, entre sémantique et pragmatique. Selon l'exemple canonique, promettre, c'est dire ce qu'on fait, puisque l'action elle-même consiste à dire : « Je promets ».

La littérature, au contraire, met en jeu, d'après de Man, la disjonction de ces deux niveaux : un texte, par définition, ne fait jamais ce qu'il dit, il est défini par l'écart entre cognitif et performatif, entre sémantique et rhétorique. Le fait même de dire une chose lui fait faire autre chose. C'est ainsi que l'aveu de Rousseau, en tant que cognitif (comme confession) reconnaît la faute, mais en tant que performatif (comme excuse) il la supprime. Et plus Rousseau confesse sa culpabilité, plus son texte l'excuse. La culpabilité (corrélée de la fonction cognitive) est fictionnalisée par l'infinie capacité d'excuser de la mécanique textuelle. De sorte que, en dernier recours, selon un paradoxe très sartrien, la seule chose dont le texte ne puisse s'excuser c'est précisément de ne pas avoir laissé l'auteur s'accuser. « Le texte ne peut jamais cesser de s'excuser de la suppression de la culpabilité qu'il accomplit » (p. 357).

Un étudiant belge
pendant la guerre

De Man est mort en 1983. Il ne faudra pas longtemps après cette mort pour que la découverte d'articles écrits entre 1940 et 1942, lorsqu'il était étudiant, pour la presse collaborationniste belge inflige à ce Saint-Just de l'impersonnalité une biographie posthume inattendue. Cette découverte soumettait aussi à un éclairage nouveau la rhétorique de la culpabilité développée dans

la conclusion d'*Allégories de la lecture*, relançant à nouveau le débat sur l'*intentional fallacy* (1).

De Man pensait-il, en écrivant ces pages, à ce qu'il est devenu impossible de ne pas penser en les lisant ? Avait-il en tête, en écrivant cette conclusion, l'intention qu'il est désormais difficile de ne pas lui attribuer ? De Man s'excusait-il ou s'accusait-il en accusant le texte de Rousseau d'excuser son auteur ? Quelle relation établir entre l'apparition hors-texte de ces textes coupables et l'affirmation de la nature non référentielle de la culpabilité ? Simple coïncidence ?

Dans le désarroi qui a suivi, l'impudence des accusateurs comme celle des défenseurs n'a pas été sans entraîner quelque confusion. On a pu avoir les ennemis de l'autoréférentialité goûter au fruit interdit et donner pour lire à leurs attaques : *Deconstructing Deconstruction*. On a pu voir aussi les spécialistes chevronnés des subtilités autoréférentielles s'appuyer sur le hors-texte anversois pour excuser un adolescent qu'ils n'avaient jamais soupçonné. Il a suffi de quelques semaines pour qu'on ne puisse plus trouver une seule histoire de la Belgique dans les rayons des bibliothèques.

Denis Hollier

(1) Cf. la contribution d'Allan Stock, « De Man and Guilt », au volume *Responses. On Paul de Man's Wartime Journalism* (University of Nebraska Press, 1989). J. Hillis Miller s'y réfère aussi, ainsi qu'Orlwin de Graaf dans *The Yale Journal of Criticism*. Jon Wiener dans *The Nation*.

« Denis Hollier, auteur de plusieurs essais parus chez Gallimard, est professeur à Yale University aux Etats-Unis. Les presses universitaires de Harvard viennent de publier sous sa direction une nouvelle histoire de la littérature française (lire page 26).

... du septième
... de Gal

JOURNAL DE JEAN
HEROARD

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

CONSIDERATIONS
POLITIQUES
SUR LES COUPS D'ETAT

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

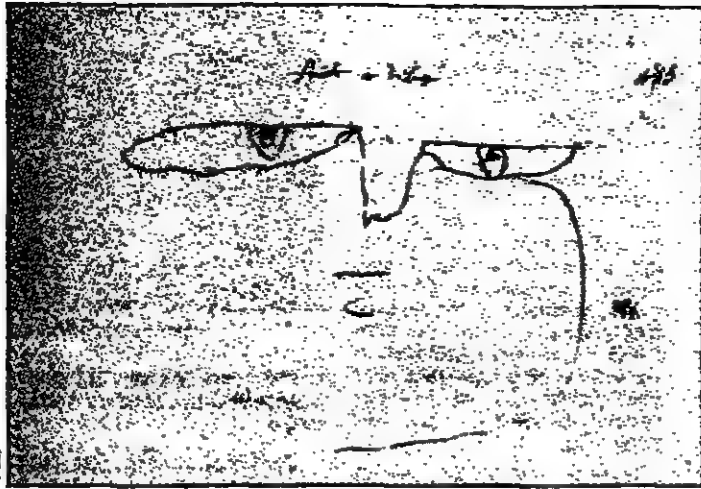
... de l'histoire
... de l'histoire
... de l'histoire

Le petit prince

Deux textes du dix-septième siècle — le journal tenu pendant près de trente ans par le médecin de Louis XIII et le « discours » de Gabriel Naudé sur les coups d'Etat — en disent long sur l'exercice du pouvoir royal.

JOURNAL DE JEAN HÉROARD
sous la direction de Madeleine Foisil,
préface de Pierre Chaunu,
Publication du Centre de recherches sur la civilisation de l'Europe moderne (séminaire de Pierre Chaunu), Fayard, 2 tomes, 3 123 p., 850 F.

CONSIDÉRATIONS POLITIQUES SUR LES COUPS D'ÉTAT
de Gabriel Naudé,
précédé de Pour une théorie baroque de l'action politique, par Louis Marin. Notes, annexes et index par Frédérique Marin et Marie-Odile Perulli, Les Éditions de Paris, 223 p., 120 F.



Dessin de Louis XIII, fait à l'âge de 6 ans.

On croyait bien connaître le Journal de Jean Héroard, ce médecin élu en septembre 1601 par Henri IV pour veiller sur la nourriture et la santé de son fils aîné, le dauphin. Mais c'est Jean Guéhenno qui a découvert, dans la bibliothèque de la ville de Paris, ce document qui a été publié en 1960 par Madeleine Foisil. Le Journal de Jean Héroard est un document unique, car il est le seul à donner une vision de l'intérieur du palais royal, à l'époque de Louis XIII. Il est écrit par un médecin, ce qui lui permet de décrire les détails de la vie du roi et de sa famille avec une précision et une objectivité rares à l'époque.

Pourtant jusqu'à l'immense ouvrage proposé aujourd'hui par Madeleine Foisil, personne n'a vraiment lu Héroard — pas même son auteur qui, après avoir recopié ses brouillons dans « le livre que vous avez fait pour moi », comme dit le petit dauphin en 1606, ne le relit guère. Pour qui voulait découvrir ou utiliser le Journal le choix était dramatique : ou se contenter de l'édition publiée en 1868, et alors ne connaître du Journal que des extraits très partiels (6 % du texte complet) ; ou retourner au manuscrit à la Bibliothèque nationale, et alors se perdre dans les onze mille pages d'un texte touffu, difficile à déchiffrer et, pour tout dire, décourageant.

Un enfant et un roi

Le premier et immense mérite de l'équipe dirigée par Madeleine Foisil est de rendre disponible et maniable cet énorme document. Il a fallu dix ans, mais le résultat est superbe : pour la période 1601-1610, celle des apprentissages décisifs, le texte est donné en son entier, avec une claire distinction entre les notations répétées chaque jour (qui concernent le sommeil, les repas, les fonctions naturelles du roi) et celles qui consignent les événements marquants de son existence ; pour la période 1611-1627, seules ont été retenues ces dernières informations, les autres étant données sous forme de tableaux statistiques des termes archaïques, un index des personnages cités, des notes copieuses, la reproduction des pages d'écriture et des dessins faits par l'enfant royal, éclaircissent le texte dans un travail d'édition monumental et érudit dont ni l'historien ni la librairie ne sont aujourd'hui coutumiers.

Mais pourquoi tout ce labeur, et pourquoi lire Héroard ? Parce que, comme l'écrit Pierre Chaunu en sa préface, « dans toute la mémoire historique des hommes, [ce document] est unique. Pour aucun être humain ayant vécu, à ce jour, nous ne disposons d'une masse d'informations comparable à celle que nous livrent ces 11 054 pages manuscrites ». Il n'est que deux vies qui, aux siècles et dix-septième siècles, se livrent avec un détail analogue : celle de Gouberville, gentilhomme nor-

mand (auquel Madeleine Foisil avait consacré un livre paru chez Aubier en 1981) et celle de Peppys, le bourgeois londonien. Mais celui dont parle Héroard est un enfant et un roi : deux différences qui comptent.

Dans une introduction de plus de trois cents pages, Madeleine Foisil montre l'infinité des thèmes que l'ouvrage aborde : les soins et les exercices du corps, les pratiques alimentaires (16 000 repas détaillés entre 1605 et 1622), l'éducation du prince, confrontée à ses réalités avec le traité qu'Héroard publie sur le sujet en 1609.

Dans cette grande étude est inséré un chapitre très passionnant, dû à Gerhard Ernst, consacré à l'acquisition du langage par l'enfant-roi, et à ce que le texte nous enseigne d'unique sur le français parlé du dix-septième siècle. Ces premières lectures du document invitent chaque lecteur à faire la sienne propre, à entrer comme par effraction dans cette extraordinaire restitution de l'intimité d'un être tout ensemble unique, puisqu'il était destiné à devenir roi, et ordinaire puisqu'il était enfant de son temps.

La fascination que l'on éprouve en ouvrant le Journal d'Héroard tient sans doute à la qualité d'âme de celui qui l'a écrit. Sa tâche était clairement tracée et bornée : observer avec minutie tous les signes capables d'indiquer quelle était la complexion du dauphin de manière à régler au mieux de sa santé son régime alimentaire. De là, en stricte conformité avec la médecine hippocratique des humeurs, la caractérisation quotidienne du sommeil et du réveil, du poulx et de la chaleur, des appétits et des « évacuations » de l'enfant royal, ainsi classé par Héroard : « Il est né de complexion sanguine mêlée de colère, le sang surmontant celle-ci ».

Mais Héroard regarde vivre et grandir le petit prince avec un intérêt et une affection qui débordent de beaucoup le rôle dévolu au médecin. Jusqu'au moment où l'enfant cesse de l'être — ce que marquent et le changement d'habit du 6 juin 1608 (« Veste de pourpoint et chausses, quitte l'habitement d'enfant, prend le manteau et l'épée ») et le départ du château de Saint-Germain pour le Louvre le 24 janvier 1609 (« Guaiement, à sept heures trois quart, entre en carrosse, d'ail sec et part de Saint-Germain-en-Laye pour aller à la cour, entrer aux mains de Mr de Souver », le gouverneur du dauphin qui succède à la gouvernante, Madame de Montglat) Héroard notera avec une minutie qui donne le vertige les mots et les réparties, les jeux et les progrès, les désirs et les chagrins de l'enfant dont il partage l'entière existence.

Dans cet immense enregistrement de l'insignifiant en regard à ce que requerrait sa fonction, s'avoue la propre fascination du médecin qui voit son âge mûr (il a cinquante ans en 1601) à consigner les moindres faits et gestes d'un enfant qui, un jour, sera son roi. Plus encore que le futur Louis XIII, c'est Jean Héroard, médecin des grands et des princes, protestant converti, ancien étudiant de Montpellier, qui est, sans qu'il l'ait voulu, le

en danger et que le bien public est menacé, la violation du droit commun devient légitime et l'usage de la violence très nécessaire. Comme l'indique Marin, « le coup d'Etat, en deçà ou au-delà de la détermination de la force dans la loi qu'est la représentation, n'est autre que l'état, la violence, le choc de l'absolu de la force ».

Éloignant dans ses effets, mais opaque en ses préparatifs, le coup d'Etat est la figure extrême et exemplaire, tout ensemble, de ce secret du pouvoir que tente de percer la science de la politique. Louis Marin analyse avec grande pertinence les prouesses rhétoriques de Naudé pour donner légitimation et autorisation à son discours.

Naudé soumet son texte à la logique de la dissimulation et du secret qui est à l'œuvre dans les pratiques politiques, dont il veut produire la connaissance et la théorie. Précautions bien nécessaires pour le discours audacieux de ce machiavélien, libérin érudit au service d'un grand de l'Eglise, penseur sceptique défenseur de la raison d'Etat et, après son retour à Paris en 1642, fidèle de Mazarin.

Entre les textes d'Héroard et de Naudé, le rapprochement est peut-être moins incongru qu'il n'y paraît. D'abord parce que, pour Naudé, Louis XIII a su parfaitement jouer du coup d'Etat, qui requiert le secret jusqu'à l'exécution et la juste anticipation des effets : « Louis le Juste, duquel toutes les actions sont des miracles, en a pratiqué deux notables en la mort du marquis d'Ancre (il s'agit de l'assassinat de Concini le 24 avril 1617), et au secours des Valétiens » (allusion à l'opération militaire qui, en 1624, chasse les troupes pontificales de cette vallée suisse, stratégiquement importante pour les communications entre les territoires des Habsbourg).

Ensuite parce que Louis XIII, en mettant Richelieu auprès de lui, a respecté l'une des conditions de l'exercice du pouvoir (qui fait la matière du dernier chapitre des *Considérations*) : le choix d'un ministre qui, seul à entrer dans le secret du prince, donne au pouvoir d'Etat la conscience de soi.

Sur les deux faits le Journal d'Héroard est peu disert. De l'assassinat de Concini, il ne laisse rien prévoir, dupe ou complice de la feinte du prince qui, tout à ses plaisirs, sait habilement celer le secret de ses desseins. Même laconisme sur les effets du coup d'Etat si parfaitement réussi, avec, toutefois, à la date du 25 avril ces mots qui disent tout : « Va au Conseil où étoient ses secrétaires d'Etat, c'est la première fois tout seul ».

Roger Chartier

La révolution féodale

LA MUTATION DE L'AN MIL
Lorraine, village méconnu, de l'Antiquité au féodalisme
de Guy Bois.
Préface de Georges Duby.
Fayard, 284 p., 120 F.

Prendre un obscur village du Maine et lui poser cette grande question : comment et pourquoi s'est opéré le passage du système esclavagiste antique au féodalisme ? C'est ce que fait Guy Bois avec la minutie du chercheur de terrain et le goût des questions de théorie, pour qui les bonnes vieilles catégories marxistes n'ont pas fini de montrer leur fécondité pour peu qu'on les manie sans dogmatisme.

Le terrain, il est vrai, n'était pas trop vierge. Le Maine médiéval, c'est le domaine de l'immense abbaye de Cluny qui nous a laissé une exceptionnelle collection de chartes ; c'est aussi la terre si merveilleusement labourée, il y a près de quarante ans, par Georges Duby dans sa thèse.

Un premier apport de son livre est d'établir fermement que le système esclavagiste antique dure bien jusqu'à la fin du X^e siècle, même si l'esclavage a désormais droit au mariage chrétien et à l'installation de sa famille sur une petite exploitation. Vers l'an mil, l'esclavage reste le mode d'exploitation le plus commun de la force de travail d'autrui.

L'ascension de la paysannerie

La structure sociale est alors, en fait, une structure à trois pôles : les maîtres et les esclaves sans doute, mais aussi, entre les deux, la grande majorité des paysans indépendants réputés libres, dont la liberté n'était plus qu'une garantie par un Etat carolingien déliquescant. Si bien que la frontière tend à s'estomper entre libres et non libres, et que les maîtres perdent le support indispensable que leur apportait l'Etat.

C'est une crise générale qui menace un système social qui n'avait guère changé en profondeur depuis sept cents ans. Un des éléments essentiels de la crise est l'ouverture du marché de la terre qui entraîne spéculations et concentrations au profit des uns, ruines pour les autres : autant d'éléments déstabilisateurs d'une société.

La naissance du féodalisme, et c'est sans doute l'apport majeur de ce livre, est étroitement associée au développement du marché. « C'est un contresens, fulmine Guy Bois, que d'associer le féodalisme à l'autarcie et au cloisonnement ». Si, au soir de son existence, le système a pu brider de nouvelles forces économiques, pour l'heure, il libère de telles forces, emprisonnées jusque-là dans les petites cellules du monde rural.

Voici que s'établit un nouveau rapport entre la campagne et la ville, en l'occurrence

ici cette ville un peu particulière qu'est Cluny, où se situe le marché hebdomadaire. L'établissement de ce rapport marchand entre la ville et la campagne est le signe qu'un est sorti du système d'exploitation antique. Il y a désormais entre campagne et ville solidarité de croissance.

La coupure radicale des environs de l'an mil est liée à cette émergence du marché au plus profond de la société occidentale. Guy Bois enrichit de cette dimension économique la « révolution féodale » pointée naguère sur le plan social, politique et idéologique, par Georges Duby.

Encore faut-il expliquer cette brusque apparition du marché et la mettre en rapport avec la croissance agraire. Là encore, Bois bouscule les idées reçues. La progression des espaces cultivés ne date pas des siècles centraux du Moyen Age. Il affirme que, vers l'an mil, les terres étaient proches de leur point d'achèvement.

La période franque (qu'il ne peut plus appeler Haut-Moyen Age puisqu'on est encore dans le système antique) ne fut pas une époque d'atonie, mais bien une période de colonisation agressive, effaçant les reculs de la romanité déclinante. Et les acteurs de cette croissance furent tout naturellement les ménages paysans sur leurs petites exploitations familiales.

Finalement, en quoi consiste cette révolution féodale des treize ou quatorze siècles qui entourent l'an mil ? L'entrée massive des petits paysans dans la dépendance de l'abbaye de Cluny provoque la résistance de plus en plus farouche des maîtres traditionnels (les hommes de guerre), et des factions se forment, qui s'affrontent. D'où ces convulsions des années 990-999 à 1020-1030, « qui sont les douleurs de l'enfantement de la société féodale ». Le peuple chrétien alors se met en marche, autour des moines de Cluny, contre l'aristocratie guerrière qui a décliné les hostilités, dans ce qu'on appellera le mouvement de la paix de Dieu.

Dernier paradoxe dans ce livre qui en est riche : la révolution féodale a donc pris son essor sur le peuple, sur l'ascension de la paysannerie dans le long terme, et sur son action directe dans la phase finale avec le mouvement de paix, « La révolution féodale », conclut Guy Bois, inaugure le véritable âge de la paysannerie. Comme d'autres révolutions, elle eut certes un visage oppressif ; mais elle fut d'abord libératrice ».

Ni monographie locale ni essai d'histoire générale, ce livre est un exemple de méthode et de réflexion sur la méthode. En ces temps où l'on entonne, peut-être un peu vite, le marxisme comme méthode, il faut dire bien haut que dans le Maine de l'an mil il a porté de beaux fruits.

Michel Sot

DES TRAVAUX

Collection dirigée par Jean-Claude Milner, Paul Veyne et François Walil

Jean-Claude Milner
Introduction
à une science
du langage

Parutions 1989 :

Collectif. Michel Foucault philosophe.
Rencontre internationale, Paris, 9, 10, 11 janvier 1988. - 160 F

Michael Baxandall. Les humanistes à la découverte
de la composition en peinture. - 140 F

Howard Bloch. Etymologie et généalogie.
Une anthropologie littéraire du Moyen Age français. - 170 F

Bernard Cerquiglini. Eloge de la variante.
Histoire critique de la philologie. - 95 F

François Jullien. Procès ou Création.
Une introduction à la pensée des lettrés chinois. - 170 F

200 F

Editions du Seuil



Une nouvelle histoire de la littérature française

Sous la direction de Denis Hollier est paru récemment aux Presses universitaires de Harvard un volume de 1 150 pages, *A New History of French Literature*, qui reçoit aux États-Unis l'accueil le plus étonné et admiratif qu'un ouvrage savant ait suscité depuis longtemps ; il est appelé probablement à renouveler les études françaises outre-Atlantique. C'est qu'en effet l'entreprise de Denis Hollier innove sur plusieurs plans.

Sur celui de la lisibilité d'abord : les cent soixante-quatre spécialistes, principalement américains, choisis parmi les plus réputés, mais aussi de nombreux Européens (comme Louis Marin, François Rigolot, Antoine Compagnon, Chantal Thomas), ont accepté d'écrire court, clair et précis, pour un public non limité au monde académique. Ils ont pour la plupart obéi à la consigne avec une sorte d'euphorie du strict, en y ajoutant chacun leur touche d'élégance. Ainsi l'ouvrage est-il organisé en brefs chapitres coiffés d'une date dans

laquelle se résume symboliquement un événement ou un mouvement littéraire, une œuvre.

De 778 (mort de Roland à Roncesvalles) au 27 septembre 1885 (500^e émission d'*Apostrophes*), on passe par 1456 (François Villon date le *Leis*), 1668 (La Fontaine publie son premier livre de *Fables choisies mises en vers*), 1771 (Diderot commence *Jacques le Fataliste et son maître*), 7 décembre 1859 (Baudelaire insère le *Cygne* dans une lettre à Victor Hugo), pour ne donner que quelques exemples.

Cent-quatre-vingt-neuf dates-chapitres scandent cette histoire que l'on n'avait jamais pu lire à un rythme aussi vif ni sous un éclairage aussi neuf. Comme il n'existe rien d'équivalent dans la librairie française, il y a fort à parier qu'un éditeur est en train de se pencher sur les problèmes que poserait une traduction pour le public francophone.

M. C.

Gallimard : le retour du comité de lecture

Le prestigieux comité de lecture des éditions Gallimard, qui a fait rêver et trembler des générations d'écrivains en puissance reprend ses réunions régulières, une fois par mois, à partir du jeudi 1^{er} février. Ce comité, qui avait cessé de se réunir depuis plus d'un an, accueille trois nouveaux membres : Milan Kundera, Jean-Marie Laclavetine et Philippe Sollers.

Outre ces trois écrivains et la hiérarchie de la maison d'édition, notamment le PDG, M. Antoine Gallimard, le comité se compose de : Dominique Aury, Roger Grenier, Jean Grosjean, J.-M.G. Le Clézio, Michel Mohrt, Pierre Nora, J.B. Pontalis, Pascal Quignard, Jacques Réda, Claude Roy, Michel Tournier.

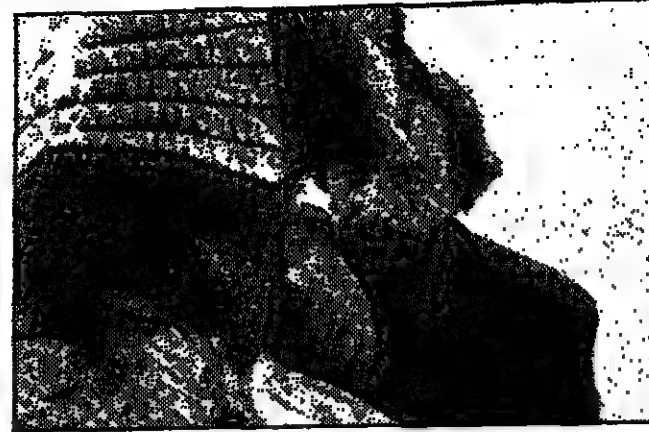
D'autre part, Danièle Salenave rejoint l'équipe des éditions Gallimard. Elle y publiera certains de ses propres ouvrages et dirigera une collection, « le Messager ». La revue *le Messager européen*, que dirige Alain Finckelkraut, — et qui fait paraître un numéro par an — sera désormais publiée chez Gallimard et non plus aux éditions P.O.L.

Photographes hors cadre

ÉCOUTEZ VOIR
de Patrick Roegiers,
neuf entretiens avec des photographes, parus entre 1984 et 1989 dans le Monde, Révolution, Clichés, Photo Magazine, Art Press, Paris Audiovisuel, 84 p., 250 F.

Question piège : les photographes savent-ils parler de leurs images ? La question est secondaire tant les photos parlent d'elles-mêmes, et Patrick Roegiers en donne une démonstration exemplaire dans un livre d'entretiens souvent passionnants — joliment intitulé *Écoutez voir* — où s'expriment neuf photographes de stature internationale et aux esthétiques fort différentes.

Patrick Roegiers a concocté un savant dosage entre photographes humanistes et « artistes », entre réflexion et information, anecdotes et professions de foi, offrant une palette des différents courants qui animent la photographie contemporaine. Il a privilégié ce qui est en périphérie du cadre, de l'objectif, l'univers de l'opérateur : « Quelle est la part de fantasme dans vos images », demande-t-il à Helmut Newton, le témoin de Sebastião Salgado lors de l'attente contre le même Ronald Reagan, la vie retirée de Robert Frank : « Je détruis ce qu'il y a de des-



Joel-Peter Witkin, par Patrice Bouvier.

criptif dans les photos pour montrer comment je vois, moi ».

Comment vont-ils, ces neuf photographes ? Plutôt bien, à les écouter dans ce livre à la mise en page élégante, rythmée par les portraits des photographes et par quelques images pertinentes. On y apprend que Ralph Gibson joue au tennis pour en sortir une bonne image, pourquoi Helmut Newton a failli se faire lyncher à Varsovie, comment Alice Springs s'est fait « remarquer » par Samuel Beckett, le cri d'alarme anti-reaganien de Duane Michals, le témoignage de Sebastião Salgado lors de l'attente contre le même Ronald Reagan, la vie retirée de Robert Frank en Nouvelle-Écosse, la complicité

touchante entre Raymond Depardon et Franco Basaglia (qui a ouvert les hôpitaux psychiatriques en Italie), la découverte par Arthur Tress d'un hôpital abandonné depuis dix ans et rempli d'appareils médicaux affreux et pourris, et, enfin, les terribles rencontres de Joel-Peter Witkin avec ses modèles, « êtres exceptionnels qui viennent presque d'une autre planète ».

Ce dernier entretien avec Witkin est le plus effrayant. On comprend qu'il ait besoin de croire à sa création pour produire de telles images : « Si vous ne pensez pas être le meilleur et plus fort que les autres, il est inutile de continuer. C'est que votre travail ne vaut rien ».

Michel Guerin

DERNIÈRES PARUTIONS

ANTHROPOLOGIE

JEAN-PIERRE DIGARD : *L'homme et les Animaux domestiques*. — Du bouc à la coquille saint-jacques, en passant par l'aigle et le serpent, un inventaire des espèces qui subissent l'action de pouvoir et/ou de séduction de l'homme et un essai d'anthropologie de la domestication animale. (Fayard, coll. « Le temps des sciences », 326 p., 120 F.)

CIVILISATION

COLLECTIF : *Turquie : la croisée des chemins*. — A l'occasion de sa cinquantième parution, la *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* publie un remarquable volume spécial consacré à la Turquie moderne, sous la responsabilité de Daniel Panzac. Avec des photos noir et blanc inédites, provenant pour la plupart de la collection du turcologue Paul Vesseyre. (Éditions, Aix-en-Provence, 200 p., 110 F.)

ESSAIS LITTÉRAIRES

HENRI GOUHIER : *Benjamin Constant devant la religion*. — Réédition d'un ouvrage paru en 1967 dans la belle collection « Les écrivains devant Dieu », chez DDB. « Il n'est personne, écrivait l'auteur d'Adolphe, qui ne se soit, pour un instant, oublié lui-même, senti comme entraîné dans les flots d'une contemplation vague, et plongé dans un océan de pensées nouvelles, désintéressées, sans rapport avec les combinaisons étroites de cette vie. » Henri Gouhier étudie avec beaucoup de finesse et de pénétration la place du sentiment religieux dans la vie et l'œuvre de Constant. (Descartes de Brouwer, 164 p., 72 F.)

HISTOIRE

HENRI FRENAY : *l'Enigme Jean Moulin*. — Nouvelle édition d'un livre paru en 1977, augmentée de notes inédites de l'auteur sur les liens entre Moulin et les communistes, qui sont au cœur de la polémique récemment relancée par l'ouvrage de Daniel Cordier. (Robert Laffont, 364 p., 105 F.)

WILLIAM MANCHESTER : *Winston Churchill, 2) L'épreuve de la solitude, 1932-1940*. — Deuxième volume de la monumentale biographie consacrée au Vieux Lion britannique par un écrivain et journaliste américain. (Robert Laffont, 660 p., 190 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

OSSIP E. MANDELSTAM : *Entretien sur Dante*, précédé de la *Poésie*. — Une admirable et vivifiante méditation sur Dante et, au-delà, sur la poésie. C'est

moins la « gloire » de l'auteur de la *Divine Comédie* qui intéresse le grand poète russe que son « inquiétude intérieure », sa « maladresse lourde, embarrassée ». Traduit du russe par Jean-Claude Schneider, avec la collaboration de Vera Linhartova ; préface de Florian Rodari. (La Dogana, Genève, 46, chemin de la Mousse, 1225 Chêne-Bourg, Suisse ; 92 p., 100 F.) De Mandelstam également, les pages supprimées ou censurées du *Voyage en Arménie*, traduites par André du Bouchet sous le titre *Physiologie de la lecture*. (Fourbis, 21, passage Dumas, 75011 Paris ; 24 p., 45 F.)

POÉSIE

SERGE SAFRAN : *Dans l'étreinte du temps*. — Poète exposé à la violence et au déchirement, marcheur des zones grises qui ensistent les villes, Serge Sfran — à qui l'on doit notamment une édition des *Amours jaunes* de Tristan Corbière (La Différence, coll. « Orphée ») — sait aussi dire la douceur et la tendresse du temps « dans le murmure mouvant des arbres/le soleil sourd des pierres/ou tout s'élance pour mourir ». (Le Castor astral-La Noroit, 94 p., 68 F.)

JEAN-PIERRE VIDAL : *Philippe Jaccottet*. — Ce livre rassemble de nombreux inédits, des pages retrouvées, des entretiens, un dossier critique, une bibliographie complète et des photographies autour d'une œuvre poétique « parmi les plus hautes, mais aussi les plus humbles de notre époque ». Écart et humilité qui ne doivent pas faire oublier ou négliger cette hauteur. (Payot, Lausanne, 342 p.)

SOCIOLOGIE

ALBERT OGIER : *le Rationnement psychiatrique*. — Un sociologue mène l'enquête sur ce qu'est réellement le parcours institutionnel d'un malade mental. Le résultat est souvent surprenant. À partir de bribes de conversations, d'extraits d'entretiens, de pièces de dossiers, Albert Ogier, plus proche de Goffman que de Foucault, réintroduit une dimension critique dans le travail d'analyse lui-même. (Mérilieu - Klincksieck, 274 p., 120 F.)

ALBERT MOYNE : *le Carnet d'adresses, objet raffiné/objet nomade*. — Étude historique et sociologique d'un objet apparu dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle et menacé aujourd'hui, du moins dans sa forme traditionnelle, par l'électronique. (L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 140 p., 80 F.)

CORRESPONDANCE

A propos de la critique génétique

Nous avons reçu de la rédaction de la revue *Mesure* la lettre suivante, en réponse à l'article de Gérard Genette publié dans le Monde du 17 novembre sous le titre « Ce que nous disent les manuscrits » :

« Dans un article paru dans le Monde, il y a quelque temps, la revue *Mesure* (Librairie José Corti) a été attaquée, sans être nommée, sur la base de citations présentées bizarrement sans indication d'origine mais tirées exclusivement de son numéro 1. *Mesure*, pour sa part, ne désire pas entrer dans une polémique stérile, qui ressemblerait plus à une bataille de clans qu'à un véritable débat intellectuel. Elle souhaite simplement rétablir clairement les exigences qui ont présidé à sa naissance.

« Précisons tout d'abord que la critique génétique des textes, pratique centenaire à laquelle nous nous livrons également, et qui reçoit actuellement de la part de certains une attention renouvelée, ne nous dérange nullement. *Mesure* se félicite au contraire que tant d'équipes d'horizons si variés s'en préoccupent. Le « savoir » ne peut que tirer profit d'une telle émulation. Il ne nous semble pas, simplement, que l'attention portée à la littérature, à l'art, à la culture doive se trouver renfermée et monopolisée dans cette seule activité.

« Le vrai débat, pour nous, se situe ailleurs. Il n'est pas non plus entre culture et savoir. Qui n'est convaincu que le savoir nourrit la culture qui, à son tour, l'interroge ? C'est justement sur ce va-et-vient nécessaire entre savoir et culture que *Mesure* désire attirer l'attention. C'est un questionnement — urgent — sur la place et le rôle actuels de la littérature et de la culture dans la vie moderne, et sur les opérations de tous ordres dont elles font l'objet, de la part, en particulier, des Pouvoirs et des Médias, que *Mesure* désire susciter chez tous. Et cela dans l'esprit d'un vaste débat critique, et de la plus large ouverture à tous ceux, spécialistes et non-spécialistes, qui se posent les mêmes questions. »

Les « Belles Hellènes »

Les manifestations regroupées sous le titre « Les belles étrangères », conjointement organisées par la direction du Livre et le Centre national des lettres, font à présent partie du paysage littéraire parisien et provincial. C'est à la Grèce que seront consacrées les prochaines rencontres qui auront lieu du 29 janvier au 10 février. « L'édition française s'est peu intéressée à la Grèce au cours des quinze dernières années, plus exactement depuis la fin du régime des colonels, en 1974. C'est paradoxal mais c'est ainsi : depuis que la Grèce est libre de s'exprimer, on s'intéresse moins à ce qu'elle dit », écrit Vassilis Alexakis, commissaire de ces « Belles Hellènes ».

Ces journées, auxquelles participent une douzaine d'écrivains (poètes, romanciers et auteurs dramatiques), seront officiellement ouvertes lundi 29 janvier par Jacques Lacarrière, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. De nombreux débats et rencontres sont organisés, à Paris (hôtel d'Avejan, UNESCO, Centre Pompidou...), puis, au cours de la dernière semaine, en province. Parmi les auteurs présents, citons : Nikos Bakolas, Giorgos Chimonas (dont le roman *les Bâtisseurs* sort chez Maurice Nadeau), Manolis Anagnostakis, Titos Patrikios et Iakovos Kambanellis.

► Renseignements auprès du CNL, 53, rue de Verneuil, 75007 Paris, tél. : 46-49-30-85 et 45-49-10-21.

EN BREF

□ Exposition Garcia Lorca. — La bibliothèque municipale de Villeneuve-d'Ascq accueillera du 20 janvier au 20 février des dessins originaux et des manuscrits de Federico Garcia Lorca. Dans le cadre de cette manifestation, un spectacle poésie et musique se déroulera mercredi 24 janvier, à 14 h 30, avec la participation de l'association Carrefour des cultures ; enfin, une table ronde sur le thème « Garcia Lorca créateur multiple » se tiendra le mardi 30 janvier à 18 h 30.

□ Concours littéraire. — Le concours de la Renaissance aquitaine est ouvert ; il sera clos le 15 avril. De nombreux prix récompenseront les lauréats, dans la section littérature et dans la section poésie classique ou libérée. Demander le règlement du concours à M^{me} Suzanne Vincent, secrétaire de la Renaissance aquitaine, 14, boulevard des Pyrénées, 64000 Pau. Joindre une enveloppe timbrée.

□ Les prix Guy Levis Mano. — L'Association GLM (Guy Levis Mano) attribue pour l'année 1990 : un prix de typographie, un prix d'illustration et un prix de poésie. Le montant de chaque prix sera de 10 000 F. Les dossiers sont disponibles au siège de l'association, 6, rue Huyghe, 75014 Paris. Tous les jours de 14 h 45 à 18 h 45, sauf le mercredi et le samedi. Tél. : (1) 43-22-45-49.

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE
récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficie d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraire
Les manuscrits sont à adresser à
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR
17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE
LE JARDIN DES PLANTES
LA CROISÉE DES CHEMINS
ANDRÉ THOUIN
YVONNE LETOLZEY
La formidable histoire du Jardin des Plantes à travers les Notes et Correspondances de THOUIN.
678 pages
18 x 27 cm
169^{fr} + 40 F exp.
ÉDITIONS DU MUSEUM
38, rue Geoffroy-St-Hilaire
75005 Paris Tél. : 40.79.37.00

MARIE SUSINI

Marie Susini

L'île sans rivages

RELJ 120 F

Editions du Seuil

BILLET

L'ORDONNANCE
pour Air France ?

« L'ORDONNANCE pour Air France ? »

« L'ORDONNANCE pour Air France ? »

« L'ORDONNANCE pour Air France ? »

« L'ORDONNANCE pour Air France ? »

« L'ORDONNANCE pour Air France ? »

« L'ORDONNANCE pour Air France ? »

« L'ORDONNANCE pour Air France ? »

« L'ORDONNANCE pour Air France ? »

« L'ORDONNANCE pour Air France ? »

« L'ORDONNANCE pour Air France ? »

« L'ORDONNANCE pour Air France ? »

« L'ORDONNANCE pour Air France ? »

SOCIAL

La CGT se maintient à Renault-Billancourt et recule à la RATP

La CGT a maintenu ses positions dans le collège ouvert lors des élections des délégués de Renault-Billancourt, le mardi 16 janvier. La CGT a obtenu 56,6 % des voix contre 25,2 % à un adversaire.

La CFDT recule de 16,2 % à 14,6 % alors que le PO progressait de 4,4 % à 5,3 % de voix de même que la CFTC (2,4 % à 3,1 %) et la CSI (2,1 % à 2,5 %).

Compte tenu notamment de la chute des effectifs du personnel de la RATP, la CGT a obtenu 40,6 % des voix contre 35,6 % à la CFDT dans ce collège.

Le CGT a obtenu 40,6 % des voix contre 35,6 % à la CFDT dans ce collège. Le PO progressait de 4,4 % à 5,3 % de voix de même que la CFTC (2,4 % à 3,1 %) et la CSI (2,1 % à 2,5 %).

Compte tenu notamment de la chute des effectifs du personnel de la RATP, la CGT a obtenu 40,6 % des voix contre 35,6 % à la CFDT dans ce collège.

L'Union nationale a été représentée par des délégués du personnel à Renault-Billancourt. L'information le 17 janvier 1989, alors que l'Union nationale a été représentée par des délégués du personnel à Renault-Billancourt.

L'Union nationale a été représentée par des délégués du personnel à Renault-Billancourt. L'information le 17 janvier 1989, alors que l'Union nationale a été représentée par des délégués du personnel à Renault-Billancourt.

PROUOT RICHELIEU
E. PROUOT, 75009 PARIS
00 20 20 - Telex: PROUOT 642 259
grammes téléphoniques des entreprises
en français et anglais au 45 50 17
des des commissions de Paris

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

1989 22 JANVIER

INDUSTRIE

La crise au sommet de la première banque privée espagnole

La succession au Banco Bilbao Viscaya arbitrée par la banque centrale

Le gouverneur de la Banque d'Espagne, M. Mariano Rubio, est intervenu le mercredi 17 janvier pour mettre fin à la grave crise ouverte au sein de la Banque de Bilbao et de la Banque de Biscaye actuellement en plein processus de fusion.

MADRID

de notre correspondant

Depuis le décès, le 12 décembre 1989, du président de la seconde, Pedro Toledo (le Monde du 15 décembre), les conseillers des deux établissements qui forment ensemble la première entité financière privée du pays s'étaient en effet montrés incapables, malgré cinq semaines de tumultueuses négociations, de se mettre d'accord sur sa succession.

Aussi ont-ils décidé d'eux-mêmes, mercredi, de se soumettre à l'arbitrage définitif des autorités monétaires. Tout porte à croire que le gouverneur de la Banque d'Espagne s'est prononcé en faveur d'une solution radicale : la nomination sans plus tarder d'un président unique pour les deux banques ainsi que l'adjonction de membres indépendants au conseil d'administration de la nouvelle entité jusqu'ici composée à parts égales de représentants des deux banques et paralysée pour cette raison par un perpétuel ex æquo.

Cette solution devrait permettre de relancer une fusion qui avait d'abord paru exemplaire mais que la lutte pour le pouvoir commençait à affecter sérieusement. Pourtant, afin de ménager les susceptibilités de chacun, les présidents des deux banques, MM. José Angel Sanchez Asain et Pedro Toledo, avaient été nommés dès 1988 coprésidents de la nouvelle entité pour une période de quatre ans, le premier exerçant la direction effective pendant les deux premières

années, le second pendant les deux suivantes. Après cette période transitoire, un président unique devait être nommé en 1992 par l'ensemble des administrateurs.

La disparition de Pedro Toledo allait bouleverser ce fragile équilibre. M. Sanchez Asain demandait en effet que, dans de telles circonstances, la fusion soit accélérée avec la nomination immédiate d'un président unique, organisation plus rationnelle d'après lui au moment où le marché financier unique européen se profile à l'horizon. Cette proposition se heurta toutefois à une fin de non-recevoir des responsables de la Banque de Biscaye pour qui elle rompait les accords conclus entre les deux parties. Ils accusèrent M. Sanchez Asain de chercher à modifier unilatéralement l'équilibre entre les deux banques et de transformer ainsi une fusion parfaite en une absorption déguisée. Aussi nommèrent-ils immédiatement comme successeur de Pedro Toledo son bras droit, M. Alfredo Saez : une décision contre laquelle les représentants de la Banque de Bilbao, qui n'avaient pas été consultés, présentèrent aussitôt un recours.

Dans ces conditions, le recours à la Banque d'Espagne représentait l'ultime solution en dehors d'une assemblée générale des actionnaires des deux banques qui n'aurait pu qu'exaspérer encore les divergences. La solution finalement retenue par M. Rubio, si elle se confirme, semble pencher davantage en faveur des thèses de la banque de Bilbao dans la mesure où elle appuie l'idée d'une unicité du pouvoir. Mais personne ne sort en fait vainqueur d'une bataille qui a vu les dirigeants des deux banques considérées comme les mieux gérées du pays s'affronter interminablement sur la place publique au sujet de la stabilité du système financier espagnol.

THIERRY MALINIAK

TRANSPORTS

Le financement d'un réseau navigable de dimension européenne

Les utilisateurs de l'eau acquitteront une redevance annuelle de 400 millions de francs

Afin de financer un réseau navigable de dimension européenne, les utilisateurs de l'eau acquitteront une redevance annuelle de 400 millions de francs. Un comité interministériel consacré aux voies navigables a décidé, le mercredi 17 jan-

vier, sous la présidence du premier ministre, de créer une redevance acquittée par tous les bénéficiaires directs ou indirects de la voie d'eau et qui devrait rapporter 400 millions de francs par an, dont 300 millions en provenance d'EDF. Par all-

leurs, l'Office national de la navigation sera transformé en établissement public à caractère industriel et commercial ; il sera chargé d'aménager de nouvelles infrastructures et de moderniser les professions concernées.

Le président de la République a la mémoire longue, y compris en matière de voies d'eau. Cela fait longtemps qu'il croit à la nécessité pour la France de compléter ses atouts ferroviaires et routiers par des voies navigables modernes et à grand gabarit. Depuis 1981, ses vœux en la matière avaient subi le sort commun, c'est-à-dire qu'ils avaient été remis aux oubliettes par une collision des services des finances qui jugeaient par gaspillage les 15 milliards de francs requis pour la liaison Rhône-Rhin, des ingénieurs des ponts, qui n'ont d'eux que pour les autoroutes et le TGV, et d'Electricité de France.

EDF savait que c'est vers elle, grande utilisatrice d'eau pour fabriquer la houille blanche ou pour refroidir ses centrales, que les pouvoirs publics se tourneraient afin de trouver des sources de financement extra-budgétaires pour les canaux. Aussi s'est-elle évertuée à torpiller tous les projets en faveur de Rhône-Rhin. Se faisant, elle s'est attiré le courroux du chef de l'Etat qui avait dit en 1989 en conseil des ministres qu'EDF avait réalisé un « hold-up » sur la compagnie nationale du Rhin en ne rémunérant pas correctement les services rendus par celle-ci.

M. Mitterrand s'est souvent aussi du tour de passe-passe du ministère des finances qui, en 1985, avait passé à la trappe les 75 millions de francs promis aux élus alsaciens par le chef de l'Etat pour réaliser une vingtaine de kilomètres de canal à grand gabarit entre Niffer et Mulhouse. Il n'a pas oublié non plus la période de la

cohabitation qui avait vu, en 1987, le gouvernement Chirac décider, sous la pression de M. Edgard Faure, un minuscule développement des voies navigables françaises... vite oublié faute d'argent.

Un problème pris à l'envers

Le président de la République et le premier ministre ont donc pris le problème à l'envers. Au lieu d'annoncer un programme d'extension des liaisons fluviales sans financement, ils ont appuyé le dispositif qui consiste à mettre en place un financement automatique, à l'abri des coupes de la direction du budget, et ils se sont gardés de publier une liste de réalisations avec un échéancier rigoureux. Hormis pour le dragage de la Saône en amont de Chalon-sur-Saône (173 millions de francs) et pour la liaison Niffer-Mulhouse (453 millions de francs) que M. Mitterrand a personnellement souhaité voir engagés dès 1990, tant il veut réaliser à petits pas et par les deux bouts ce rattachement de la France au réseau à grand gabarit européen.

« Ce comité interministériel traduit la volonté du gouvernement de déboucher les trois modes de transport afin d'offrir aux entreprises les meilleurs coûts, afin de parfaire l'aménagement de notre territoire et afin de protéger au mieux l'environnement », explique M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports fluviaux et routiers. Le comité a mis en place un financement pérenne et

supplémentaire puisqu'il s'ajoutera aux moyens budgétaires normaux. Il veut faire payer tous les utilisateurs de l'eau, les industriels, les entreprises de traitement des eaux, les entreprises de transport et EDF.

La redevance à laquelle sacrifieront symboliquement les agriculteurs sera essentiellement acquittée par EDF (300 millions de francs) et par les Industriels (100 millions de francs). Elle s'ajoutera au milliard de francs voté chaque année par le Parlement pour le fonctionnement et les investissements des voies navigables.

Règles obsolètes

Par ailleurs, le comité a décidé de transformer l'Office national de la navigation en établissement public à caractère industriel et commercial dans lequel seront

associées les collectivités locales et les professions concernées. Cet établissement sera chargé de construire de nouvelles voies d'eau, d'entretenir les infrastructures existantes et de faire évoluer les règles obsolètes du transport fluvial.

M. Georges Sarre devra encore batailler pour mettre en place cette redevance et cet établissement en dépit des oppositions d'EDF et des finances, dont certains membres qualifiaient les décisions du comité interministériel comme une « abomination ». S'il y parvient avant l'été, il pourra se féliciter d'avoir contribué à rendre un avenir aux péniches françaises, qui réalisent péniblement 3,6 % des tonnes-kilomètres enregistrées en France contre 19,3 % pour les péniches allemandes en RFA. Faute d'un réseau à grand gabarit relié au Rhin, au Danube, à Anvers et à Rotterdam.

ALAIN FAUJAS

SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations
hébergement, locations, crèches et hôtels
Service télématique du MONDE

36.15 Tapez LM

Code CORUS

Menace de boycottage des produits de L'Oréal

Plusieurs associations pour la protection des animaux ont appelé mercredi 17 janvier au boycottage des produits de L'Oréal. Conduits par l'association américaine Peta, des militants allemands, italiens, français et britanniques voudraient en effet que le numéro un mondial des cosmétiques mette fin aux tests sur les animaux. Ils demandent aux pharmacies et aux supermarchés de cesser la vente des produits de ce groupe et envi-

agent d'organiser des manifestations devant les sièges des usines.

L'Oréal, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 24,45 milliards de francs en 1988 avec notamment les marques Vichy, Biotherm, Phos, les parfums Guy Laroche, Cacharel, etc. : a répliqué dans un communiqué que 5 % seulement de ses produits étaient testés sur les animaux. Contre 60 %, il y a cinq ans.

Feu vert du Cocom à SMT-Goupil pour vendre des micros-ordinateurs à l'URSS

Le COCOM, gendarme des exportations occidentales de haute technologie vers les pays de l'Est, a donné son feu vert à l'entreprise française d'informatique SMT-Goupil pour qu'elle vende à l'Union soviétique des micros-ordinateurs.

L'entreprise vient en effet de signer avec la firme soviétique Channikova et sa filiale commerciale Avangard un contrat découlant de la création de l'Union soviétique de la société mixte Interinfo qui sera détenue à 90 % par les Soviétiques et à 10 % par SMT-Goupil. Interinfo assurera l'importation et la commercialisation sur le territoire soviétique de micros-ordinateurs Goupil. Un premier

contrat portant sur 3 500 micros-ordinateurs équipés d'un processeur 286 (les générations actuelles sont de 386 et 486) d'une valeur de près de 70 millions de francs a déjà été remporté. Il est payable en devises. Interinfo est en effet une entreprise agro-industrielle. Elle vendra à l'extérieur des produits agricoles pour se procurer des devises qu'elle utilisera ensuite pour acheter des produits industriels.

Depuis le mois d'août, les ordinateurs personnels IBM ou compatibles (jusqu'à 286) peuvent être exportés librement vers les pays de l'Est. Siemens en a déjà exporté 300 000 vers l'URSS.

COMECOM : le rouble transférable serait abandonné dès l'an prochain. — Réunis pour trois jours à Prague, les ministres des finances des pays membres du COMECOM (ou CAEM, Conseil d'assistance économique mutuelle) sont convenus, le mardi 16 janvier, de la nécessité de comptabiliser au plus tôt leurs échanges en devises convertibles. La semaine précédente, lors de la réunion plénière du COMECOM à Sofia, la délégation soviétique avait proposé que l'abandon du rouble transférable (simple unité de compte) au profit des monnaies convertibles, intervienne dès 1991. Cette proposition paraît avoir, selon le ministre des finances tchécoslovaque, M. Vaclav Klaus, « été approuvée quasi unanimement » par les participants à la réunion de Prague.

Vers le démantèlement des combats en RDA. — Le vice-premier ministre est-allemand en charge des affaires économiques, M. Christa Luft, s'est prononcé mercredi 17 janvier en faveur du démantèlement des combats, lors d'un discours prononcé devant l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie de RFA. Le ministre n'a pas donné de date précise pour le démantèlement des quelque 150 groupes industriels responsables de la majorité de la production en RDA, mais a affirmé qu'il était urgent d'autoriser l'autonomie des petites et moyennes entreprises. La veille, M. Luft avait déjà annoncé que des capitaux ouest-allemands pourraient être majoritaires dans le capital de sociétés mixtes formées par des partenaires des deux États allemands.

ENERGIE

A Chooz et à Nogent-sur-Seine

EDF annonce l'arrêt provisoire de deux centrales nucléaires

Coup sur coup dans la même journée, EDF a annoncé, mercredi 17 janvier, deux problèmes techniques sur des centrales nucléaires. Le premier a entraîné un arrêt de la centrale de Chooz-A, dans les Ardennes, premier réacteur français à eau pressurisée (il a été mis en service en 1967). L'arrêt pour dix jours a été provoqué par « l'inséparabilité de soupapes d'un pressuriseur du circuit primaire ». La fuite, détectée immédiatement, était de 230 litres/heure et ne devrait pas remettre en cause le fonctionnement de la centrale.

A Nogent-sur-Seine (Aube), les choses sont très différentes : la centrale, de 1 300 mégawatts, est à l'arrêt depuis le 22 avril dernier en raison de fuites au niveau du générateur de vapeur. Le redémarrage a été reporté à la fin février à cause d'un court-circuit dans l'alternateur de l'installation. Les travaux dureront cinq semaines, période pendant laquelle la centrale ne fonctionnera pas. Elle serait mise à profit pour examiner une nouvelle fuite sur un tube d'un générateur de vapeur, « due sans doute à un corps migrant », selon EDF. L'entreprise assure que « cela n'a rien à voir avec la maladie traitée précédemment », qui a entraîné l'arrêt du réacteur pendant plusieurs mois.

L'URSS réduit de moitié ses livraisons de pétrole à la Bulgarie. — En janvier, l'URSS a réduit de moitié ses livraisons de pétrole destinées à la Bulgarie, annonce le quotidien des syndicats bulgares *Troud*, mercredi 17 janvier. Au lieu de la livraison habituelle d'un million de tonnes de pétrole par mois, l'URSS n'a pu fournir que 500 000 tonnes, obligeant la Bulgarie à acheter d'urgence 265 500 tonnes à l'Irak, sans toutefois pouvoir éviter la fermeture provisoire d'entreprises dans plusieurs villes du nord du pays.

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1989

Vent d'Est

au sommaire :

- L'ÉTAT DE LA FRANCE
- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- DOSSIER SPÉCIAL LE COMMERCE INTERNATIONAL
- CENT CINQUANTE PAYS À LA LOUPE

192 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1989

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Pays : _____

France (métropole uniquement) Nbre d'ex. _____ x 52 F (port inclus) = _____

DOM-TOM et Étranger Nbre d'ex. _____ x 57 F (port inclus) = _____

Commande et règlement à retourner à

LE MONDE, Service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09 - France

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMMUNIQUÉ

LVMH

MOËT HENNESSY, LOUIS VUITTON

Suite aux graves contre-vérités contenues dans un communiqué publié mardi au nom de ses filiales Louis Vuitton et Louis Vuitton Malletier, la Société LVMH est contrainte de faire les mises au point suivantes :

Le groupe LVMH précise que, s'il a été amené à saisir la justice pour demander l'annulation de certains contrats conclus entre Louis Vuitton et Bluebell Asia, c'est pour défendre l'intérêt social et protéger l'entreprise.

En effet, ces contrats ont été conclus en 1988, à l'insu du groupe LVMH et de ses commissaires aux comptes. Ils ne figurent pas dans les comptes 88 de Louis Vuitton, ne comportent aucune contrepartie et engagent Vuitton pour plus d'un milliard de francs ; en outre, des sociétés extérieures sont interposées dans le circuit de facturation des produits et ont été utilisées pour sortir du groupe des sommes très élevées (20 MF en 88 et 89).

Il est faux de prétendre, comme cela a été fait dans le communiqué Louis Vuitton, que les "accords passés ont été portés normalement à la connaissance des commissaires aux comptes lors de l'examen annuel de l'exercice 88" alors que précisément Monsieur François Hilly, commissaire aux comptes de Louis Vuitton, a écrit au Directoire de cette société, le 17 novembre 1989 : "cette information n'a pas été portée à notre connaissance à la clôture des comptes de l'année 1988".

En réalité, ces contrats remettent l'ensemble de la zone Sud-Est asiatique du groupe Vuitton entre les mains d'un tiers (M. Goemans), pour les cinq ans à venir, sur tous les plans de la gestion. Ce fait inexplicable et irrégulier est susceptible de causer un énorme préjudice à LVMH pendant cette période.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner, comme le font dans la presse certains intervenants à ces contrats, que le groupe LVMH exige réparation de ce qui constitue une situation intolérable et mette en cause ses auteurs.

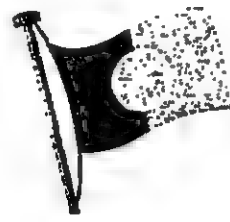
Le groupe LVMH considère par ailleurs que l'exploitation médiatique qui est faite à l'heure actuelle de cette situation est préjudiciable à l'entreprise : il regrette d'autant plus d'avoir été mis dans l'impérieuse nécessité de saisir la justice pour protéger le groupe et tous ses collaborateurs contre les conséquences désastreuses des faits en cause.

Le groupe UIC SOFAL
Le groupe CRÉDIT AGRICOLE (U.I. et DYNAMUST)
Le groupe UAP (CAIM)
Le groupe PALLAS (PARINDEV)
FRIEDLAND INVESTISSEMENT

ont rejoint le groupe

UNION NORMANDE INVESTISSEMENT

à l'occasion d'une augmentation
de capital de 100 000 000 F



Décembre 1989

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

LVMH

MOËT HENNESSY, LOUIS VUITTON

ACTIVITÉ 1989

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire du Groupe LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton s'élève au 31 décembre 1989 à 19,664 millions de francs, en progression de 19,6 % par rapport à 1988. A taux de change constants, la croissance aurait été de 17,2 %, en ligne avec les prévisions.

En millions de francs	1988	1989	Evolution
Champagne et vins	4.876	5.171	+ 6,0 %
Cognac et spiritueux	4.083	5.066	+ 24,1 %
Bagages, maroquinerie et accessoires	3.530	4.699	+ 33,1 %
Parfums et produits de beauté	3.735	4.479	+ 19,9 %
Horticulture	218	249	+ 14,2 %
Total	16.442	19.664	+ 19,6 %

Champagne et vins :
A structure comparable la progression du chiffre d'affaires de la branche serait de 8,6 %. Cette évolution résulte d'une croissance très faible des volumes de champagne, de l'ordre de 1 %, et d'une amélioration sensible des prix de vente.

Cognac et spiritueux :
La progression de 24,1 % du chiffre d'affaires provient de l'évolution de 8 % des volumes vendus et d'une augmentation significative des ventes des qualités les plus vieilles.

Bagages, maroquinerie et accessoires :
Dans cette branche, la croissance du chiffre d'affaires de Louis Vuitton Malletier s'élève à 32,7 %, avec une hausse des volumes vendus de 28 % qui correspond à une progression de 20 % à nombre constant de magasins.

Parfums et produits de beauté :
La croissance globale de 19,9 % du chiffre d'affaires est répartie de manière homogène entre Parfums Christian Dior, Parfums Givenchy et Roc. L'exercice 1989 a été marqué par le lancement de Fahrenheit en Asie et en Amérique du Nord pour les Parfums Christian Dior et par le lancement d'une ligne de maquillage et d'une ligne de soins pour les Parfums Givenchy.

Compte tenu de ces éléments, la progression du résultat net prévisionnel du Groupe pour 1989 est estimée à plus de 45 %.

Les Sicav du Groupe des Banques Populaires

Des placements adaptés à vos objectifs :

SICAV ACTIONS,
pour dynamiser vos placements
en accédant à tous les marchés

SICAV OBLIGATIONS,
pour valoriser votre capital
à moyen ou long terme

SICAV COURT TERME,
pour gérer vos liquidités
en les gardant
disponibles.

SITUATION A FIN DECEMBRE 1989

AU 29.12.1989	Valeur liquidative de l'action en F	Dernier dividende versé (montant net en F)	Actif net en MF	Performance depuis le 30.12.88 (taux net réajusté)
SICAV ACTIONS				
FRUITFRANCE	972,55	21,64 (21.03.89)	3.930,73	+ 23,15 %
PLANINTER	1.104,41	29,32 (28.04.89)	453,78	+ 20,86 %
VALOREM	588,33	15,08 (18.06.89)	435,30	+ 16,39 %
FRUITVALOR	577,27	16,15 (22.12.89)	672,86	+ 20,26 %
A.A.A.	1.148,17	22,78 (20.03.89)	820,34	+ 27,98 %
FRUITMMD	32,32	0,84 (03.02.89)	187,62	+ 20,92 %
SICAV OBLIGATIONS				
FRUITDOR	233,68	19,15*	1.188,00	+ 4,57 %
FRUIT-CAP	33,67	1,07 (05.05.89)	822,08	+ 6,93 %
SICADEN	692,32	54,44*	300,57	+ 3,95 %
FRUIT-PREMIERE	10.709,72	939,87 (21.07.89)	636,41	+ 4,01 %
FRUIT-ECU	584,95	28,12 (07.04.89)	208,84	+ 3,45 %
FRUIT-EPARGNE	29,40	1,20 (03.04.89)	151,73	+ 10,56 %
SICAV COURT TERME				
FRUITVAR	4.401,34	238,06 (11.05.89)	1.274,88	+ 6,82 %
VALORG	1.687,90	49,88 (18.07.89)	841,66	+ 6,89 %
FRUIT ASSOCIATIONS	28,72	1,74 (03.07.89)	8.173,14	+ 7,96 %
FRUIT COURT	113.725,88	7.743,07 (06.07.89)	11.603,56	+ 8,68 %

*Somme des acomptes trimestriels versés en 1989



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

ODOUL AGENT DE
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

DEMAIN, NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

AFFAIRES

Les entreprises saisies par le droit

Suite de la page 31

En quelque sorte, les conseillers juridiques sont contraints à une certaine obligation de résultats. Car, pour les entreprises, le recours au juridique est une source de dépenses. Le prix des services est à la mesure des sommes en jeu. Et tous ces avocats et autres conseillers savent faire payer leur compétence et leur rapidité de réaction. Capables s'il le faut de passer soirées et week-ends à peaufiner un contrat, rédiger une plainte ou construire une plaidoirie, ces spécialistes se font payer au temps passé. Autour de 1 500 F de l'heure suivant la difficulté de l'affaire, la notoriété du client ou... les possibilités rebondissantes médiatiques. Une chose est sûre : les honoraires d'avocat se calculent en millions de francs et restent confidentiels.

Ce métier en tout cas est maintenant suffisamment prestigieux et lucratif pour devenir attirant. Le temps n'est plus où les avocats tiraient leur renommée des cours d'assises. Désormais, c'est le droit des affaires qui a le vent en poupe. Et depuis deux ans, à l'université ou dans les grandes écoles de commerce, les enseignants constatent un engouement des étudiants pour cette spécialité. « Après s'être longtemps tenu à l'écart du monde des affaires, une partie de la profession a opéré une conversion dans les dernières années 80 », note M. Lucien Karpiak, sociologue. A partir de là, certains cabinets français ont su prendre des risques et se faire connaître. Avec 149 avocats, le cabinet Gide, Loyrette, Nouel est sans conteste le premier de la place. Il est suivi par une vingtaine d'autres qui réunissent plus de dix avocats. Quasiment une vingtaine par rapport au système américain. « Le chiffre d'affaires des six premières firmes américaines est équivalent au chiffre d'affaires total des 16 000 avocats français », précise M. Loyrette.

Pour nous, la concurrence va être très dure et dans vingt ans il risque de rester seulement quatre ou cinq cabinets français. Avec leur puissance de feu, les juristes étrangers, notamment anglosaxons, s'installent sur ce marché en pleine expansion.

Au point que certains reprochent aux juristes d'assurer de cette manière la pérennité de leur activité. L'augmentation du nombre des cabinets entraîne une augmentation du besoin de conseils. « Les avocats représentent l'organisation sociale de la méfiance », accuse M. Jean Padivoleau, professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Paris. Et le coût de ces dépenses crée une inégalité entre les entreprises suivant les moyens qu'elles ont de s'offrir de plus ou moins bons conseillers. « Chefs d'entreprise ou avocats conviennent en tout cas que cette incursion du juridique est révélatrice de l'appétit plus grande qui règne dans les milieux économiques. »

« Le théâtre des opérations a changé. Pour se développer, il faut aller à l'aventure. Cela oblige à traiter avec des gens qu'on ne connaît pas et donc à prendre des précautions », constate M. Pierre Godé, professeur de droit et proche collaborateur de M. Bernard Arnault. Mais aux Etats-Unis par exemple, la juridification des affaires, même si elle est excessive, tient au dynamisme du capitalisme américain. En effet, les périodes d'expansion et de développement des échanges ont souvent exigé la mise en place de systèmes d'arbitrage. Ainsi au Moyen Age, des juges siégeaient dans les foires pour régler les conflits qui surgissaient entre les marchands venus de loin.

En France, beaucoup souhaitent que le juridique n'envahisse pas totalement la vie économique. Et s'ils estiment qu'on ne peut en effet pas s'en passer, ils conseillent de le consommer avec modération.

FRANÇOISE CHIROT

Rémy Martin ou trente-deux procès en dix ans

Enlisés dans des conflits juridiques qui les opposent depuis plus de dix ans à leurs cousins Hériard Dubreuil, détenteurs de 51 % de Rémy Martin, les Cointreau, en tant qu'actionnaires minoritaires, viennent de céder leurs titres (49 % de Rémy Martin et 19 % de Cointreau) au britannique Grand Metropolitan, dans la perspective de la fusion de ces deux sociétés décidée le 10 novembre dernier. Cette solution devait avoir pour conséquence probable de stopper le harcèlement judiciaire mené par chacune des deux familles.

Le conflit sur la gestion de cette firme de cognac dirigée par les Hériard Dubreuil a éclaté au grand jour au début des années 80, lorsque les tribunaux furent saisis pour la première fois des différends familiaux pour ne plus désenfler ensuite. (Le Monde du 17 novembre 1989.)

Les contentieux iront en s'accumulant tant à Cognac, qu'à Angoulême, Bordeaux et Paris. Durant cette décennie, pas moins de trente-deux procédures seront dénombrées, dont vingt-huit à l'initiative du groupe Cointreau. Seront recensées vingt-cinq jugements de tribunaux de première instance, dix-neuf arrêts de cours d'appel et une dizaine de décisions de la Cour de cassation. Ce décompte impressionnant révèle à la fois le côté procédurier des deux clans se

retrouvant dans les prétentions pour le moindre prétexte. De plus, l'un des jugements rendus par l'un des tribunaux, il est contesté en appel voire en Cassation par le perdant. Cette assiduité juridique, conjuguée à la diversité des litiges, n'a fait qu'ajouter à l'impression de confusion générale, où personne, parfois même chez les intéressés, n'y comprend plus rien.

Toutefois, dans cette myriade de procès, certaines dates sont plus importantes que d'autres. Le 7 février prochain, si l'audience est maintenue, la cour d'appel de Bordeaux devrait se pencher sur la nullité de l'apport partiel d'actifs de Rémy Martin à Cointreau et Associés.

Un premier jugement voit deux ans après débouté la demande. Les Cointreau contestent la création de Rémy et Associés en 1986 par les Hériard Dubreuil car cette filiale de Rémy Martin, en devenant le cœur du groupe, les a définitivement évincés de l'affaire familiale. Mais, même considérée comme primordiale, la bataille à ce niveau est plus une question de principe. Car en Charente-Maritime on n'oublie pas la jurisprudence du pont de l'île de Ré. Une fois construit, on ne va tout de même pas détruire le pont...

DOMINIQUE GALLOIS

SUCRERIE NATIONALE DE BETTERAVES DU LOUKKOS

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 19/90

Le directeur général de la Sucrerie Nationale de Betteraves du Loukkos « SUNABEL » recevra au siège de la SUNABEL, 18, rue de Taza - Rabat - Maroc, jusqu'au 20 février 1990 à 18 heures, délai de rigueur, les offres des prix relatives à l'appel d'offres n° 19/90 « Fourniture et installation d'un système informatique de gestion » :

- Logiciels
- Matériels

Les cahiers des charges sont à retirer ou à demander au siège de la SUNABEL (service Achats) 18, rue de Taza - Rabat - Maroc

Tél.: 236-37 & 314-38

Téléc.: 31812-SUNABLR

Le sel de l'Ouest veut se faire un nom

Les marais salants disparaissent peu à peu sur les côtes océanes. Pour préserver l'avenir, des paludiers se lancent dans la production haut de gamme.

A l'Ouest, les paludiers de Guérande, de Noirmoutier et de l'île de Ré s'accrochent à leur « île », le large plateau de bois qui leur sert à récolter le sel. Confrontés à la concurrence des salins de Méditerranée, les paludiers de la salière veulent faire de leurs particularismes un argument de vente. Ce n'est pas la première fois qu'ils tentent de décrocher un label ou une appellation d'origine. Mais aujourd'hui, la démarche semble recueillir l'assentiment général.

Tout commence par des vacances au bord de la mer. Comme beaucoup, Emmanuel Bouillé est tombé amoureux de l'île de Ré. En 1961, il y achète une bicoque en ruine qu'il répare. C'est lui, aviculteur normand de son état, qui, plus de vingt ans plus tard, mettra le feu aux poudres. Car le label, synonyme de qualité et de prix rémunérateur, il connaît. N'a-t-il pas créé chez lui Norvolailles, un syndicat interprofessionnel qui commercialise poulets, dindes et chapons fermiers ?

Le 20 décembre dernier, il a donc fait le voyage de Guérande pour expliquer à la fédération des producteurs de sel de l'Atlantique, réunie en assemblée générale, les atouts de ses sels. Ce ne fut pas simple. Les Guérandais ne voulaient pas entendre parler d'un label générique : « Sel de l'Atlantique ». Quand on a un nom, on le tient bien sûr. Mais encore, lorsqu'on a déjà entamé sa propre politique de qualité.

Depuis trois ans, date de l'arrivée d'une génération plus dynamique aux commandes du groupement de producteurs, les Guérandais jouent la carte de la segmentation du marché. Ils ont acheté un « chromomètre », un flash qui analyse la couleur du produit. Trois catégories sont alors apparues : le « beau sel » destiné à l'exportation et à la clientèle haut de gamme, une seconde catégorie pour la grande distribution et une dernière réservée à l'agriculture. Le groupement a investi 1,5 million de francs dans un cribble perfectionné. Cette diversification paye puisque dix producteurs ont déjà droit au label biologique « Nature et Progrès ».

A l'inverse du sel méditerranéen, récolté mécaniquement puis lavé, donc blanc, le sel de l'Ouest est gris. « Il est très riche en oligoéléments et en sels minéraux. C'est 96 % de chlorure de sodium et, entre autres, du potassium », explique Emmanuel Bouillé, chargé de piloter le dossier. Le sel de l'Ouest est constitué à 99 % de sodium », remarque Norbert David, le trésorier du groupement de producteurs de sel (GPS) de Guérande. « Nous le récoltons traditionnellement et on n'a rien fait d'argile. Les autres travaillent sur sel » poursuit l'homme de l'art.

Un label, trois sections

« Finalement, ils ont décidé de créer un label avec trois sections et trois étiquettes ainsi qu'un organisme certificateur rattaché au centre de promotion des produits alimentaires de qualité supérieure », explique Emmanuel Bouillé, chargé de piloter le dossier. Rassurés, les Guérandais se déclarent maintenant prêts à jouer le jeu.

Avec environ 25 000 tonnes en 1989, Guérande devance de loin ses petites cousines (Ré : 3 000 tonnes, Noirmoutier : 1 300 tonnes). Les tonnages illustrent les états d'âme d'une profession totalement dépendante des conditions météorologiques. Les paludiers sont les seuls agriculteurs du monde à prior pour que survienne la canicule. Pour eux, sécheresse signifie abondance. A l'instant de 1976, 1989 restera dans les annales comme une année exceptionnelle.

Dans l'Ouest, la courbe de production fait du yoyo au rythme des étés pourris : 5 000 tonnes en 1977, 2 000 tonnes en 1980, 10 000 tonnes en 1982 mais 2 000 tonnes seulement l'année suivante... Une série de médiocres récoltes explique d'ailleurs partiellement le désintérêt des candidats à l'installation pour cette production ancestrale. Jusqu'au dix-huitième siècle, en effet, le sel de l'Atlantique dominait le marché, s'exportant vers toute l'Europe du Nord.

« En fait, c'est l'apparition de l'industrie chimique dans le Sud-Est, qui a entraîné le développement des Salins de l'Ouest », commente Joël Maistre, directeur commercial - adjoint de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est. Avec ce chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de francs (1) et une capacité de production de 1,4 million de tonnes, les Salins du Midi sont les géants du secteur.

Ironie du sort, ils sont également les partenaires incontournables de cette nouvelle démarche

qualité. Les hasards de la concentration industrielle ont fait d'eux des négociants guérandais. Les Salins du Midi possèdent 849 des 8 000 « millelits » (champs de sel) de la presqu'île, dont 738 sont loués à des exploitants locaux. C'est également la Compagnie qui distribue 65 % du sel du groupement auprès des centrales d'achat.

« Notre cheval de bataille reste la grande distribution, mais nous souhaitons nous associer raisonnablement à cet effort de promotion. Cependant, il serait faux de laisser croire à de jeunes paludiers qu'il y a un avenir considérable dans cette production. Mais c'est vrai qu'ils y ont une place », avertit Joël Maistre. Gérard Perriotto, le président du groupement, connaît le poids de l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête. « Ils sont réticents mais pour l'instant ils suivent, dit-il. Nous sommes les Petits poucets dans cette histoire. Ce sont nos plus gros clients, il faut donc nous avancer sans les heurter. Mais ils savent aussi que c'est leur intérêt d'avoir dans leur gamme un produit d'appel de qualité... »

Les Guérandais n'ignorent pas que leurs collègues de Ré et de Noirmoutier n'ont pas les moyens de se lancer dans des investissements de grande envergure. « En l'an 2000 nous serons les derniers à ne vivre que du sel », estiment-ils. Ils n'ont pas tort. Ni la courbe démographique ni la taille économique ne penchent en faveur de leurs concurrents.

La majorité des 82 producteurs de l'île de Ré ou la potamaine, ils considèrent le sel comme une activité complémentaire et sont pour la plupart marchands ou vigneron. La Coopérative rétaise des producteurs de sel n'est en fait qu'une branche de la coopérative généraliste UNIRE qui récolte des légumes et boitille du vin. Le sel ne représente que 3 des 70 millions de francs de chiffre d'affaires qu'elle a réalisés en 1989.

« Notre principal problème est commercial. Nous sommes concurrencés par des sels portugais et espagnols bon marché. Les gens n'estiment plus gagner leur vie dans cette production, alors ils

arrêtent », affirme Franck Nadaud, le patron d'UNIRE, sceptique mais solidaire. « Depuis 1972 le label c'est l'arlésienne, dit-il. Cela nécessite un appui marketing important. Comment dégager un budget promotion avec des marges si faibles ? Notre chiffre d'affaires vinicole est de 40 millions de francs. Là, on peut faire de la pub... Je trouve intéressant de différencier notre sel de celui de la Méditerranée, mais je n'attends pas de miracle d'un label. »

Il n'y a pas de relève

A Noirmoutier, la situation est encore différente. Les 31 exploitants sont tous pluriactifs. « Ici, jamais les gens n'ont reçu que du sel. Ils étaient pêcheurs à la grande époque de la pêche à la sardine. Ils cultivaient les pommes de terre ou ont un autre métier », détaille le vice-président de la coopérative, Laurent Billard, qui, lorsqu'il ne « tire » pas, est producteur vidéo. « Nous sommes d'accord pour nous associer à ce label. Notre sel est de qualité mais nous n'avons ni les appuis politiques ni les moyens d'investir dans le stockage, le triage et le conditionnement comme les Guérandais », analyse-t-il. « Peut-être faudrait-il que nous expéditions notre meilleur sel à Guérande. Mais on est plutôt pressé d'obtenir une appellation, comme pour les patates », confie Laurent Billard.

Alors, en attendant, les producteurs vendent essentiellement quelques subventions auprès du conseil général. De l'argent qui leur permettrait de créer une petite usine de traitement et de conditionnement.

Si Guérande semble dans l'ensemble mieux tirer son épingle du jeu, sa situation est pourtant loin d'être idéale. Certes, la population paludière y est plus jeune qu'à Ré ou à Noirmoutier. 76 des 172 adhérents du groupement (qui compte 73 « double actifs ») ont moins de quarante ans. Il n'empêche que dans les cinq ans à venir, 50 des 200 paludiers vont quitter le marais et il n'y a pas de relève », remarque Patrick Stephan, directeur général du cabinet nantais Aprotis consultant, et

auteur d'un rapport sur la question.

L'été dernier, à la demande du sous-préfet de Saint-Nazaire, Philippe Boissaud, Aprotis a planché sur l'avenir du marais. Des conclusions de cette enquête est née le 6 décembre 1989, l'association Aprotis, qui réunit les collectivités locales (Assérac, La Baule, Batz-sur-Mer, Le Croisic, Le Pouliguen, Guérande, La Turballe, Mesquer et Saint-Molf), les négociants (les Salins du Midi, la Salorge de Guérande, les sociétés Bourdic et Le Guérandais) ainsi que le groupement de producteurs. Il reste maintenant à Aprotis à financer et mettre en place quatre groupes de travail : foncier, hydraulique, promotion et formation. Leurs travaux devraient être connus en milieu d'année.

Baptisée « Plan sel », l'opération va permettre la mise à plat des nombreux problèmes de la presqu'île. Faute de moyens financiers et d'effectifs, l'entretien des digues et des étiars laisse à désirer. Le foncier est soumis aux fortes pressions immobilières des communes avoisinantes qui tirent une bonne part de leurs ressources du tourisme balnéaire. Le départ de nombreux paludiers a entraîné au fil des ans l'arrêt de la production d'oilets laissés ensuite à l'abandon.

« Or, note Norbert David, la seule solution pour que cette zone ne devienne pas insalubre, c'est de travailler le sel. » Ou de bétonner », remarquent certains, persuadés de l'intérêt que représentent ces 1 500 hectares pour des promoteurs avisés...

Coincidence ? Un vieux projet de rocade reliant Saint-Nazaire à La Baule et au Croisic est ressorti récemment des tiroirs. Elle condamnerait 500 aîlets et sept passages d'eau », commente, laconiquement, le vice-président du groupement, François Le Callo. « L'unique moyen de protéger le site, c'est de créer une zone tampon, sans pressions foncières », analyse Patrick Stephan. Par exemple au moyen d'une extension du parc régional de Brière. Régions humides, écosystème fragile, les marais salants de l'Ouest ne font l'objet d'aucune protection spécifique. Franck Nadaud, le directeur d'UNIRE, ne se fait aucune illusion quant à la pérennité du classement en terres agricoles des salins de Ré. Un plan d'occupation des sols se modifie aisément, surtout lorsque les terres ne sont plus exploitées.

« Ré, c'est une baigneuse allongée sur le sable et ses poumons sont les marais », dit-il joyeusement. « Peut-être y a-t-il un espoir dans l'aquaculture, mais pour le moment nous ne sommes pas encore vraiment au point », concède-t-il. Les essais d'implantation d'exploitations aquacoles à Guérande ne se sont pas non plus révélés probants et des actes de malveillance ont mis à mal ces expériences. Les fermes marines, gourmandes en investissements et exigeantes de technicité, laissent de marbre les paludiers. « Et puis, la gestion hydraulique est différente », ajoute François Le Callo. C'est difficile de concilier les deux activités. Comment délimiter des surfaces aquacoles quand les étiels sont disséminés sur tout le bassin ?

Le « Pays blanc » ne croit pas à la manne bleue. A Guérande on ne mélange pas la fleur de l'océan et les fruits de mer.

JEAN-CHRISTOPHE MARTINEAU

(1) Dont 72 % proviennent du sel et 21 % du vignoble de Listel.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE POLICE
DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE LA PROTECTION CIVILE
Sous-direction de la prévention

5 Bureau
Installations classées pour la protection de l'environnement

AVIS AU PUBLIC

Par arrêté préfectoral du 26 décembre 1989, la société MARHEU, dont le siège social est à Paris 11^e, 15, impasse des Primévères, a été autorisée à exploiter à la même adresse diverses installations (dorsure et argenteure des métaux, traitements électrolytiques ou chimiques des métaux ainsi qu'application et émission des vernis).

L'enquête publique réglementaire s'est déroulée du 11 septembre au 10 octobre 1989 inclus à la mairie du 11^e arrondissement, place Lecomte.

L'arrêté définit notamment les mesures jugées nécessaires pour assurer la prévention des inconvénients ou dangers que les activités seraient susceptibles d'occasionner.

Des mesures particulières ont été prises en matière de prévention de pollution des eaux et d'autosurveillance de ces rejets.

Le texte intégral de l'arrêté autorisant et réglementant l'exploitation des installations de la société MARHEU peut être consulté au commissariat de police du quartier Saint-Ambroise ou à la préfecture de police - 12/14, quai de Ceveaux à Paris 4^e - Direction de la prévention et de la protection civile - sous-direction de la prévention - 5^e bureau - pièce 325.

Pour le préfet de police et par délégation
Le directeur de la prévention
et de la protection civile
MARCEL BURLIOT

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16^e 47-20-98-15 Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huitres et Gibiers en saison. Foie gras frais, confit de canard Carte 250/300 F. Diplôme Club P. Montagné. OUVERT DIM.

COPENHAGUE 43-59-20-41 De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD salé, 142, Champs-Élysées F. dim. SAUMON mariné à l'anchoïde. MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

RIVE GAUCHE

AU MOULIN VERT 45-39-31-31 Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard, saumon mariné, 34 bis, rue des Filles, 14^e T.L.J. poisson du jour au vin de, dessert. Menu 135 VSC. Salon 40 personnes.

DODIN BUFFANT 43-25-23-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours un rapport qualité-prix, dont le 25, r. Frédéric-Saint (Métro-Mutualité) Edin. menu 155 F. Poissons, fruits de mer et crudités toute l'année. Parking Lagrange.

YUGARAJ 43-26-44-91 SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens celui-ci est de très loin le 14, rue Dauphine (6^e) F. lundi meilleur et le plus authentique. » (Gault-Millau.)

ALSACE À PARIS 43-26-89-36 Au cœur du QUARTIER LATIN, dans un cadre à découvrir. Déjeuners. Dîners, 9, pl. Saint-Ambroise des Arts, 6^e T.L.J. menu 60 convertis. Sur demande, étude de prix.

PAVILLON MONTESQUIERS 45-88-38-52 En plein parc et en pleine verdure, sous la verrière 1900, une cuisine gastronomique 28, rue Cassin, 14^e T.L.J. soir avec une carte à prix unique à 235 F. Salons pour groupes.

- réalisé 4.

- contrib

AFFAIRES

CONVICTION

« La démocratisation de l'entreprise répond aussi à un impératif d'efficacité »

plaide Philippe Lorino, vice-président de l'Association française de gestion industrielle

EX-HAUT fonctionnaire devenu cadre supérieur d'un grand groupe industriel, Philippe Lorino explique, dans *l'Économiste et le Manager* (1), comment les mutations économiques actuelles rendent caducs les concepts traditionnels utilisés pour analyser l'entreprise tant par les théoriciens de l'économie que par les experts en gestion. Il plaide ici en faveur de la démocratisation de l'entreprise, qui n'est pas seulement une nécessité sociale, mais également, selon lui, un impératif d'efficacité.

« Pourquoi vos précédents ouvrages, d'une critique décapante, Liberté, égalité, modernité (2) et Les Saturniens (3) étaient-ils signés de votre pseudonyme, Philippe Messine, alors que votre analyse économique paraît aujourd'hui sous votre propre nom ? »

« Une réponse immédiate : pour les deux premiers ouvrages j'étais soumis au devoir de réserve des fonctionnaires. Mais, à l'analyse, je pense que ce changement de signature a une signification plus profonde : ces deux premiers livres étaient fortement dominés par la critique d'une action concrète à laquelle j'avais participé, et la critique à un certain contenu de marginalité, de pseudonymie, elle s'avance masquée. Plus particulièrement dans la société française où, sous des dehors d'impartialité, s'exerce souvent la pression d'un certain conformisme : on y tolère mal le mélange entre l'action et sa critique. »

« Puis est arrivé un point dans mon cheminement où j'ai ressenti le besoin de conceptualiser mes théories et d'avancer à visage découvert pour proposer de nouvelles démarches. Peut-être aussi parce que l'élaboration théorique cherche le rattachement, surtout dans les sciences de la gestion et de l'économie qui sont celles de l'action où l'on a besoin d'être suivi. »

« Alors si l'entreprise occupe une place centrale dans nos mutations, serait-elle la matrice de la société, ou une nouvelle idéologie ? »

« Elle est les deux. L'entreprise réelle est certainement une matrice essentielle de la société : c'est l'endroit où se construit la richesse sociale, où se développent des savoirs, des solidarités, des pouvoirs, une culture de microcosme de la société. Les problèmes de l'entreprise, c'est poser les problèmes de la société. Puis surgit une autre entreprise, une sorte d'objet magique, qui, à l'inverse de la précédente, permet de ne pas poser les problèmes de la société. »

Cet objet magique, l'« entreprise idéologique », qui est en dehors de l'histoire et de la politique, prétend apporter une réponse toute-puissante aux aspirations sociales et aux problèmes économiques. Les caractéristiques de ces deux entreprises sont par-

faitement opposées : l'entreprise réelle est le lieu du travail d'équipe, une construction collective et organisationnelle, alors que l'entreprise idéologique apparaît plutôt comme un totem, un objet d'évasion, un lieu de coups d'audace, le temple de l'individualisme ; elle occupe dans la mythologie contemporaine une place analogue à celle qu'occupait naguère le western. Toute ressemblance entre ce mythe et une entreprise ayant réellement existé ne peut être due qu'à une pure et improbable coïncidence.

« Y aurait-il un lien entre l'émergence de cette entreprise idéologique et la fin des idéologies ? »

« Probablement car l'entreprise idéalisée est aussi un outil de dépolitisation, alors que l'entreprise réelle pose directement des problèmes politiques, au sens noble du mot « politique », parce que les affaires de l'entreprise sont celles de la cité : la culture et les rapports de pouvoirs y sont présents. »

« Justement, le clivage conventionnel entre gestion et économie ne risque-t-il pas d'occulter la réalité pluri-dimensionnelle de l'entreprise ? »

« Certes, car quelle est la description de l'entreprise que nous livre le vieux couple économie-gestion ? Le gestionnaire décrit l'intérieur de l'entreprise, son autonomie en quelque sorte, alors que l'économiste la décrit insérée dans son environnement : c'est un « paysagisme ». Comment apparaît alors l'intérieur de l'entreprise tel que le montrent les sciences de la gestion ? Comme une structure pyramidale à la tête de laquelle se trouve un pilote qui agit sur des leviers lui permettant de mouvoir cette organisation avec une précision mécanique. Cela ressemble aux merveilleux automates du dix-huitième siècle, construits par des horlogers, comme celui avec lequel dans Casanova dans le film de Fellini. »

Le taylorisme réducteur

« Et quelle description donne votre « paysagisme » de l'entreprise ? »

« Pour l'économiste, celle-ci est un point sans dimension jeté dans un espace vide, interplanétaire, où sont décrites de belles trajectoires galiléennes. Entre « l'automate-gestion » et « le cosmos économie », l'entreprise se trouve, en effet, réduite à une enveloppe sans épaisseur, qui n'est traversée que par quelques signes chiffrés : les prix. Il est évident que toutes les réalités de l'entreprise, technologie, rapports sociaux, organisation, architecture informationnelle — sont des formes complexes, dont on ne peut rendre compte par ce jeu de chiffres. »

Historiquement, la réduction du monde de l'entreprise à des chiffres prétendait prouver la scientificité de la gestion et de

l'économie. Le taylorisme tente de réduire la réalité humaine de l'entreprise au modèle chimérique de la mécanique. Cela a été possible parce que l'environnement culturel s'y prêtait, alors que la réalité sociale et technologique dont est faite l'entreprise actuelle est totalement rétive à cette schématisation. Nous devons donc construire d'autres modes de pensée.

« Mais si, selon vous, l'entreprise reste consciemment ou non taylorienne, à quel bon les brillantes théories évangélistes du management ? »

« Il est vrai que l'économie concrète reste taylorienne, alors que les nouvelles théories cherchent d'autres voies. Cela se traduit effectivement par un grand décalage entre le discours et la réalité, mais il est inévitable que dans les périodes d'importantes mutations, la prise de conscience intellectuelle aille plus vite que les transformations concrètes. Être en retard sur la théorie n'est pas inquiétant en soi, ce qui est plutôt inquiétant, c'est d'être plus en retard que les autres, créant ainsi des handicaps sérieux sur le plan de la compétitivité internationale. La dégradation de la balance commerciale française dans le domaine industriel en est peut-être un signe. »

« Faut-il alors se demander pourquoi les cercles de qualité de l'entreprise du « troisième type » font fortune au Japon et faillite en France ? »

« Il y a bien sûr de brillantes exceptions, certaines entreprises françaises ont fort bien réussi leurs cercles de qualité. Mais dans la vogue que les cercles ont connue chez nous, il y a souvent eu un malentendu : c'est un peu comme si l'on expliquait le talent du peintre par la marque de son pinceau. Il s'agit avant tout d'une méthode de travail, d'un outil, qui, isolé de son contexte social, ne représente plus rien : le cercle de qualité au Japon participe d'un modèle de pouvoir, d'une mobilisation permanente pour l'innovation. Si l'on transpose le cercle de qualité dans un environnement où les cercles ont été cloisonnés, il se heurte à tous les coins de la réalité : monopole managérial, irréversibilité des décisions, manque d'information, source de frustrations, et il déprime rapidement. »

« N'est-il pas paradoxal que, selon M. Carlo De Benedetti, la PDG d'Olivetti, il n'y ait pas d'innovation technologique ou managériale (...) sans une effective démocratie économique ? »

« Le paradoxe n'est qu'apparent, je crois également qu'il n'y a pas d'innovation sans une certaine forme d'anticonformisme, de déviance utile, qui elle-même ne peut apparaître sans le pouvoir d'initiative et de liberté de parole : en un mot, un environnement démocratique. Par ailleurs,

je pense que dans la société dans laquelle nous vivons actuellement, la démocratie s'arrête effectivement aux portes de l'économie. La vie réelle dans l'entreprise répond encore largement à des modèles d'autorité, à une certaine opacité de l'information, à un manque de confiance. D'ailleurs la vie économique dans son ensemble correspond à des règles qui sont en retard sur les philosophies politiques qui fondent les modèles démocratiques. On pourrait alors me rétorquer que, s'il n'y a pas d'innovation sans démocratie, et s'il n'y a pas de « démocratie dans l'entreprise », il ne peut y avoir d'« innovation dans l'entreprise », jugement qui paraîtrait un peu excessif puisqu'elle existe tout de même. »

Un échange clair d'informations

« Je pense pourtant qu'il y a effectivement peu d'innovation dans l'entreprise par rapport aux potentialités réelles. Lorsque l'on observe le niveau de qualification atteint par les salariés et les extraordinaires progrès technologiques des dernières années, beaucoup d'aspects de la vie économique paraissent archaïques. »

« La démocratie ne serait-elle pas seulement un acquis social mais également un outil économique ? »

« Elle offre un avantage économique considérable, même s'il reste difficile d'en convaincre les pouvoirs établis. Les modes de pensée continuent de cloisonner social et économique. La démocratisation de l'entreprise fait partie des « bonnes œuvres », alors qu'elle devrait répondre aussi à un impératif d'efficacité. Or je ne suis pas sûr que l'on ait complètement pris la mesure de cette réalité. »

« Comment pourrait-on alors réaliser cette démocratisation de l'entreprise ? »

« Le management doit créer les conditions d'une adhésion non manipulatoire des salariés à des objectifs communs et à cette fin organiser un échange clair d'informations. Ce type de démocratisation permettra aussi d'éviter des conflits sociaux qui mettent en jeu le succès économique de l'entreprise. Les fameux cinq zéros olivettiens : « zéro délai », « zéro défaut », « zéro stock », « zéro papier », se résument à un seul zéro pointé s'ils prétendent faire l'impasse sur les savoirs et les aspirations des hommes. »

Propos recueillis par
GUILLAUME PESSIER ASTERNIAK

- (1) *L'Économiste et le Manager*. « Éléments de micro-économie pour une nouvelle gestion ». La Découverte 1989, 228 p., 150 F.
- (2) *La Découverte* (1985).
- (3) *La Découverte* (1987).

PORTRAIT

La révolution de Nicolas Gorodiche

Le directeur commercial d'Eurotunnel est passé brutalement du transport aérien au transport ferroviaire sous-marin

MALGRÉ ses difficultés actuelles, la société Eurotunnel se préoccupe déjà de sa future clientèle non seulement en France et en Grande-Bretagne, mais en Europe. Nicolas Gorodiche, directeur commercial et marketing, ancien directeur général d'Air France en Grande-Bretagne, peaufine la stratégie de la société depuis un an. Il estime que de nouvelles potentialités s'ouvrent vis-à-vis des pays de l'Est. Il n'a en rien le « look » d'un aventurier, Nicolas Gorodiche. Et pourtant.



Cet homme de cinquantate et un ans, au physique carré, calme dans la voix comme dans le comportement, est passé brutalement du transport aérien au transport ferroviaire sous-marin. Une manière de révolution sur lui-même, qu'il a opérée en 1981, lorsque le hasard lui fit rencontrer André Bénard, ancien dirigeant de la Shell, aujourd'hui président français d'Eurotunnel.

Huit ans passés à la tête d'Air France au Royaume-Uni ont été vécus par lui comme un « plus » déterminant. Et il appartient aujourd'hui à l'équipe dirigeante de la société, c'est incontestablement pour la connaissance « intime » que cet « euromanager » convaincu, par ailleurs diplômé de la Harvard business school, a du monde britannique.

Une connaissance approfondie donc du partenaire, bien utile pour une société intégrée, qui se veut le prototype européen des entreprises britanniques. Et qu'il a pu juger « de l'observatoire idéal qu'est la Grande-Bretagne pour Air France ». Une tête de « d'irremplaçable ». Connaissance et appréciation des hommes, mais aussi du monde des transports : « Qu'il s'agisse d'un chirurgien parisien, de transport ferroviaire dans un tunnel, l'approche reste la même au plan commercial », affirme sans crainte du paradoxe apparent Nicolas Gorodiche, qui a introduit entre Paris et Londres huit liaisons aériennes nouvelles.

Car c'est au total dix-huit ans de sa vie que le directeur d'Eurotunnel a passé au service d'Air France, ancien cadre supérieur débouché à la SNCF, directeur général d'Eurotunnel en charge de l'exploitation et de la sécurité, le directeur commercial et marketing, entouré de consultants extérieurs, anime une équipe franco-britannique pour l'essentiel basée à Londres. Une unité d'économie de planning travaille sur le marché européen. « Pour réaliser 6 milliards de chiffre d'affaires dès 1993, il faut des vendeurs, et notre marché, c'est l'Europe. »

Un groupe dirigé par un chimiste néerlandais — un choix habile — a en charge la coordination entre la SNCF et British-Rail (35 à 38 % des recettes attendues d'Eurotunnel). Deux cellules (déjà opérationnelles) sont spécialisées dans l'approche fret et passagers. Une équipe a en charge la communication future et, plus tard, la publicité. Une autre enfin travaille sur les « recettes annexes » que dégageront les terminaux de Sangatte et de Folkestone. Les objets « griffés » existent déjà.

Nicolas Gorodiche a, chaque jour, les yeux fixés sur les chiffres que lui conçoivent les consultants extérieurs. Le français Setec Economie et l'américain Vibur Smith, le Centre de communication avancée, par ailleurs, l'informant sur les prévisions de trafic du transmanche, et de la part de marché escomptée d'Eurotunnel. Estimations qui sont « revues » par un autre consultant suisse, le suisse Prognos, désigné par les banques prêteuses. Il est même jusqu'à un social-stylisme européen qui sont étudiés à la loupe, y compris en interrogeant les constructeurs de voitures sur leurs prévisions.

Se montre-t-il inquiet des surcoûts du système des navettes ferroviaires annoncé à grand fracas l'été dernier ? Pas question de réviser artificiellement nos prévisions de trafic à la hausse. On ne joue pas à ce jeu-là, prévient Nicolas Gorodiche. Ni non plus d'augmenter les prix du transport, bien que nous ayons une entière liberté tarifaire. »

Nicolas Gorodiche semble vouloir dépasser ces contingences. Pour lui, Eurotunnel, ce n'est pas seulement une caisse enregistreuse. Mais une « vision ». A l'entendre, c'est grâce au tunnel si le TGV-Nord a été programmé, si l'Espagne se dote d'un TGV, si la Grande-Bretagne modernise son réseau. Ce petit bout de tunnel foré de 50 kilomètres sous la Manche va bouleverser l'Europe des transports et des échanges, difficile pour l'ancien aviateur de faire un choix.

JEAN MENANTEAU

Mythes et tabous du monde du travail

Monique Jeudy s'est immergée plusieurs mois chez Vuitton. Les découvertes d'une ethnologue.

UNE journée de folie. Monique Jeudy se souvient du samedi de Noël comme d'un enfer. Avec les dix-sept autres vendeuses du magasin Louis Vuitton de l'avenue Marceau à Paris, elle a passé une dizaine d'heures debout, assaillie par la meute, polie mais pressée, des clients de la dernière heure. Durant la période des fêtes, la boutique a été dévalisée, comme mise à sac, par une foule avide de luxe. Le soir, pourtant, malgré la fatigue, Monique Jeudy se mettait à sa table de travail et consignait les moindres détails de sa journée. Car cette jeune femme brune n'est pas une vendeuse comme les autres. Elle est ethnologue, en mission très spéciale dans l'univers, inconnu pour elle, de l'industrie de luxe.

Spécialiste des sociétés méditerranéennes, elle est d'habitude habituée à côtoyer les Souks de Nouvelle-Bretagne, une ethnologie d'a peine deux mille personnes qu'elle étudie depuis 1980. Elle avoue avoir été « perplexe » lorsque SHS-Consultants a fait appel à elle pour exercer sa science dans une entreprise française. « Je n'avais travaillé que sur des sociétés primitives dans des pays exotiques, l'entreprise me paraissait être le comble de la modernité, se souvient-elle. Alors qu'une société traditionnelle est parfaitement structurée et délimitée, je ne

voisais dans l'entreprise qu'un conglomerat artificiel d'individus. » Monique Jeudy, ethnologue à l'habitude d'associer des analyses quantitatives et qualitatives traditionnelles qu'elle pratique pour ses clients.

« Faut-il en prendre les moyens, les dirigeants d'entreprise vivent la plupart du temps sur une idée fautive de leur entreprise », explique Alain Etcheberry, directeur général de SHS-Consultants, dans son livre *Les entreprises onelles une âme ?* (1). En collectant mille petits faits, un ethnologue peut révéler davantage que les chiffres des bilans ou les entretiens les plus sophistiqués avec le personnel. « L'immersion d'un ethnologue n'est pas un gadget, confirme Luc Chelly, responsable des études. Pour découvrir l'identité de l'entreprise, le mieux est d'aller explorer le terrain sans modèle préalable. On découvre des choses inattendues. » Monique Jeudy est donc partie en exploration dans le monde de Louis Vuitton.

« Sans aucune directive, mais avec tous mes sens en alerte. » Elle a tout d'abord travaillé pendant six semaines à Saint-Donat (Drôme) et à Sarras (Ardèche), dans les usines du Sud-Est, puis à Issoudun, dans une autre unité du groupe, pendant un mois, avant de rejoindre le magasin de l'avenue Marceau. Vendeuse pendant le rush des

fêtes de fin d'année, elle est ensuite passée au service après-vente, et enfin à la manutention. « Je craignais que ma démarche soit mal perçue, dit-elle. Que j'apparaissais comme l'espion de la direction. » En fait, le terrain avait été bien balisé. « Nous travaillons en toute transparence. L'accord de la direction générale ne suffit pas. Tout le monde avait été informé de la démarche de Monique Jeudy », explique Luc Chelly. Le premier moment de surprise passé (« Nous ne sommes pas des Papous... »), chacun a accepté l'expérience.

Besoin de parler

Arrivée à Saint-Donat au mois d'octobre, Monique Jeudy s'est aussitôt mise « dans la peau d'une débutante ». Comme à n'importe quelle nouvelle embauchée, on lui a attribué une blouse, un vestiaire et une tâche subalterne à l'atelier de « première préparation ». Tout en procédant au gainage des bavures et des défauts éventuels sur les pièces de cuir en provenance de la coupe, elle profitait des va-et-vient, des pauses-café et des déjeuners pour discuter avec ses collègues. Elle a découvert chez les « rutiennes », comme on les appelle dans la région, « un formidable besoin de parler ». Encore plus à Issoudun, dans une usine nouvellement

ancrée au groupe, où notre ethnologue s'est sentie « vampirisée » par des gens qui lui posaient peu de questions, sur son métier, mais se confiaient d'abondance.

« Dans les sociétés primitives, on revendique son identité, son appartenance, tandis que là, chacun passe son temps à vous convaincre qu'il est différent du voisin », a-t-elle constaté. Malgré l'abîme qui sépare les ouvrières drômoises des vendeuses parisiennes, elle a cependant repéré ici et là « le même langage, les mêmes interdits, les mêmes non-dits. Il y a des points communs d'une usine à l'autre, bien que chaque lieu soit convaincu de sa différence ». Ainsi, il y aurait bien une tribu Louis Vuitton ? L'ethnologue trouve en tout cas, rassurant de voir que dans les entreprises, on a besoin de se reconstruire des rituels, des mythes, des tabous, des éléments qu'elle a patiemment recueillis et qu'elle remettra à Luc Chelly sous forme d'une étude monographique. Comme celles qu'elle rédige habituellement, à son retour d'Océanie.

J.-J. BOZONNET

- (1) *Les entreprises onelles une âme ?* d'Alain Etcheberry, éd. François Bourin, 292 p., 120 F. L'auteur est invité à « Apostrophes » le 19 janvier.

Aur
de p
q
qu

LA CHIM

TRAIT

volution
s Gorodiche

mercial d'Eurotunnel
ent du transport aérien
rovatoire sous-marin



Le ministre de l'Énergie, Jean-Pierre Chevènement, a annoncé hier que le gouvernement envisageait de créer une nouvelle agence pour la promotion de l'énergie nucléaire. Cette agence serait placée sous l'autorité du ministre de l'Énergie et aurait pour mission de promouvoir le développement de l'énergie nucléaire en France et à l'étranger. Elle serait dotée d'un budget de 100 millions de francs et serait dirigée par un directeur nommé par le ministre. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique de développement de l'énergie nucléaire menée par le gouvernement.

Les yeux fixés
sur les chiffres

Le ministre de l'Énergie, Jean-Pierre Chevènement, a annoncé hier que le gouvernement envisageait de créer une nouvelle agence pour la promotion de l'énergie nucléaire. Cette agence serait placée sous l'autorité du ministre de l'Énergie et aurait pour mission de promouvoir le développement de l'énergie nucléaire en France et à l'étranger. Elle serait dotée d'un budget de 100 millions de francs et serait dirigée par un directeur nommé par le ministre. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique de développement de l'énergie nucléaire menée par le gouvernement.

Auriez-vous l'audace de prendre un train qui n'arriverait que dans 15 ans?

Nous oui. Nous sommes Montedison, le premier groupe italien de la chimie fine, filiale du Groupe Ferruzzi. Et nous savons que, si l'on veut influencer le futur, c'est aujourd'hui qu'il faut commencer. Chimie des matériaux, protection de la santé, énergie non polluante, voici nos domaines d'action. Et ce sont les domaines dans lesquels nous sommes parmi les leaders dans le monde. Seules des solutions technologiquement et socialement avancées, compatibles avec notre environnement, nous permettront d'ouvrir une nouvelle voie vers le progrès. C'est pourquoi, afin d'être prêts pour demain, nous devons placer la recherche au cœur de notre système industriel. C'est ce que nous faisons. Et nous le faisons avec succès. Chaque année nous investissons l'équivalent de 2 milliards de Francs en recherche et développement.

 **MONTEDISON**
Gruppo Ferruzzi

LA CHIMIE DE LA PROCHAINE GÉNÉRATION.

Cote des changes	
MARCHÉ OFFICIEL	COURS
BOURSE DE PARIS	100
BOURSE DE BRUXELLES	100
BOURSE DE LONDRES	100
BOURSE DE NEW YORK	100
BOURSE DE SAN FRANCISCO	100
BOURSE DE HONG KONG	100
BOURSE DE SHANGHAI	100
BOURSE DE MANILLE	100
BOURSE DE CEBU	100
BOURSE DE YOKOHAMA	100
BOURSE DE KOBE	100
BOURSE DE OSAKA	100
BOURSE DE TOKYO	100
BOURSE DE BANGKOK	100
BOURSE DE PHILADELPHIE	100
BOURSE DE PITTSBURGH	100
BOURSE DE CINCINNATI	100
BOURSE DE ST. LOUIS	100
BOURSE DE MEMPHIS	100
BOURSE DE JACKSONVILLE	100
BOURSE DE MIAMI	100
BOURSE DE FORT WORTH	100
BOURSE DE DALLAS	100
BOURSE DE HOUSTON	100
BOURSE DE SAN ANTONIO	100
BOURSE DE EL PASO	100
BOURSE DE DENVER	100
BOURSE DE COLORADO SPRINGS	100
BOURSE DE BOULDER	100
BOURSE DE FORT COLLINS	100
BOURSE DE GREELEY	100
BOURSE DE WYOMING	100
BOURSE DE MONTANA	100
BOURSE DE IDAHO	100
BOURSE DE WASHINGTON	100
BOURSE DE OREGON	100
BOURSE DE CALIFORNIA	100
BOURSE DE ARIZONA	100
BOURSE DE NEVADA	100
BOURSE DE UTAH	100
BOURSE DE NEBRASKA	100
BOURSE DE KANSAS	100
BOURSE DE OKLAHOMA	100
BOURSE DE TEXAS	100
BOURSE DE MISSISSIPPI	100
BOURSE DE ALABAMA	100
BOURSE DE LOUISIANA	100
BOURSE DE MISSOURI	100
BOURSE DE ILLINOIS	100
BOURSE DE INDIANA	100
BOURSE DE OHIO	100
BOURSE DE PENNSYLVANIA	100
BOURSE DE MARYLAND	100
BOURSE DE VIRGINIA	100
BOURSE DE NORTH CAROLINA	100
BOURSE DE SOUTH CAROLINA	100
BOURSE DE GEORGIA	100
BOURSE DE FLORIDA	100
BOURSE DE ALASKA	100
BOURSE DE HAWAII	100
BOURSE DE PUERTO RICO	100
BOURSE DE VENEZUELA	100
BOURSE DE COLOMBIE	100
BOURSE DE ECUADOR	100
BOURSE DE PEROU	100
BOURSE DE CHILI	100
BOURSE D'ARGENTINE	100
BOURSE DE URUGUAY	100
BOURSE DE PARAGUAY	100
BOURSE DE BRÉSIL	100
BOURSE DE VENEZUELA	100
BOURSE DE COLOMBIE	100
BOURSE DE ECUADOR	100
BOURSE DE PEROU	100
BOURSE DE CHILI	100
BOURSE D'ARGENTINE	100
BOURSE DE URUGUAY	100
BOURSE DE PARAGUAY	100
BOURSE DE BRÉSIL	100
BOURSE DE VENEZUELA	100
BOURSE DE COLOMBIE	100
BOURSE DE ECUADOR	100
BOURSE DE PEROU	100
BOURSE DE CHILI	100
BOURSE D'ARGENTINE	100
BOURSE DE URUGUAY	100
BOURSE DE PARAGUAY	100
BOURSE DE BRÉSIL	100
BOURSE DE VENEZUELA	100
BOURSE DE COLOMBIE	100
BOURSE DE ECUADOR	100
BOURSE DE PEROU	100
BOURSE DE CHILI	100
BOURSE D'ARGENTINE	100
BOURSE DE URUGUAY	100
BOURSE DE PARAGUAY	100
BOURSE DE BRÉSIL	100
BOURSE DE VENEZUELA	100
BOURSE DE COLOMBIE	100
BOURSE DE ECUADOR	100
BOURSE DE PEROU	100
BOURSE DE CHILI	100
BOURSE D'ARGENTINE	100
BOURSE DE URUGUAY	100
BOURSE DE PARAGUAY	100
BOURSE DE BRÉSIL	100
BOURSE DE VENEZUELA	100
BOURSE DE COLOMBIE	100
BOURSE DE ECUADOR	100
BOURSE DE PEROU	100
BOURSE DE CHILI	100
BOURSE D'ARGENTINE	100
BOURSE DE URUGUAY	100
BOURSE DE PARAGUAY	100
BOURSE DE BRÉSIL	100
BOURSE DE VENEZUELA	100
BOURSE DE COLOMBIE	100
BOURSE DE ECUADOR	100
BOURSE DE PEROU	100
BOURSE DE CHILI	100
BOURSE D'ARGENTINE	100
BOURSE DE URUGUAY	100
BOURSE DE PARAGUAY	100
BOURSE DE BRÉSIL	100
BOURSE DE VENEZUELA	100
BOURSE DE COLOMBIE	100
BOURSE DE ECUADOR	100
BOURSE DE PEROU	100
BOURSE DE CHILI	100
BOURSE D'ARGENTINE	100
BOURSE DE URUGUAY	100
BOURSE DE PARAGUAY	100
BOURSE DE BRÉSIL	100
BOURSE DE VENEZUELA	100
BOURSE DE COLOMBIE	100
BOURSE DE ECUADOR	100
BOURSE DE PEROU	100
BOURSE DE CHILI	

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 17 JANVIER

PARIS:
d marché

[illegible]

ins négociables le 17 janvier 1904

MATIE

[illegible]

INDICES

100-388615

INTERBANK - DESER

1950

13-00000-115

X DES FORTS

[illegible]

Comptant	SICAV	17/1
----------	-------	------

Comptant (selection)				SICAV (selection)			
VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission
							Frais Ind.
Obligations							
Exp. 8,80 % 77	120	5 782	Compagnie (N)	153		A.A.A.	1148 85
9,80 % 78/93	98 08	5 076	C.I. (N)	129		Actif	1120 83
10,80 % 79/94	100 97	3 986	C.I. (N)	723		Actif	1120 83
15,20 % 80/90	100 80	8 277	C.I. (N)	2400	2390	Actif Obligations	467 81
15,20 % 82/90	100 80		C.I. (N)	1050		Actif Obligations	506 84
14,80 % 84/88	104 20	13 200	C.I. (N)	392		Actif Obligations	121 85
14,80 % 84/88	110 25	0 981	C.I. (N)	376		Actif Obligations	118 30
12,20 % 84/88	101 85	3 370	C.I. (N)	770		Actif Obligations	1330 77
11 % 84/88	107 16	0 845	C.I. (N)	2400	2390	Actif Obligations	28 82
10,20 % 84/88	101 80	0 742	C.I. (N)	1350		Actif Obligations	29 82
0AT 10 % 2000	102 85	0 438	C.I. (N)	21		Actif Obligations	29 82
0AT 9,80 % 1987	102 80	0 498	C.I. (N)	540		Actif Obligations	37 82
0AT 9,80 % 1990	100 81	0 461	C.I. (N)	2400	2390	Actif Obligations	1142 105
Ch. France 3 % 77	146		C.I. (N)	153		Actif Obligations	1142 105
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	129		Actif Obligations	1005 13
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	723		Actif Obligations	113 80
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	2400	2390	Actif Obligations	2370 09
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	1050		Actif Obligations	128 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	392		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	376		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	770		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	2400	2390	Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	1050		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	392		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	376		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	770		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	2400	2390	Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	1050		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	392		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	376		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	770		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	2400	2390	Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	1050		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	392		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	376		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	770		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	2400	2390	Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	1050		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	392		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	376		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	770		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	2400	2390	Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	1050		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	392		Actif Obligations	125 83
0AT 10,20 % 88	98 30	0 387	C.I. (N)	376		Actif Obligations	125 8

[illegible]

Cote des changes					Marché libre de l'or				
MARCHÉ OFFICIEL	COURS DES BILLETS				MONNAIES ET DEVISES		COURS		
	préc.	17/1	Achats	Biens			préc.	17/1	
Etats-Unis (91)	6 919	6 962	6 550	6 080	Or fin (à la on once)	77800	76400		
EDU	6 919	6 908			Or fin (en lingot)	77800	76500		
Albanais (100 DAI)	340 170	340 400	329 900	350	Pièce française (20 F)	452	445		
Bulgares (100 F)	16 238	16 232	15 750	16 900	Pièce française (10 F)	380			
Canadien (100 L)	301 670	301 980	293		Pièce suisse (20 F)	520	525		
Coréen (100 Ind)	96 530	96 530	95	92	Pièce indienne (100 Ind)	570	570		
Danais (100 L)	96 530	96 530	95	92	Souverains	587	583		
Grèce (100 L)	3 988	3 916	3 920	10	Pièce de 20 dollars	2720	2890		
Indonésien (100 Ind)	9 898	9 849	9 400	4 250	Pièce de 10 dollars	1480	1456		
Israël (100 Ind)	280 310	282 170	270 520	284 800	Pièce de 5 dollars	855			
Italie (100 L)	93 950	93 470	90 500	97 500	Pièce de 200 pesetas	480	480		
Malais (100 Ind)	48 942	48 912	46 890	48 920	Or Londres				
Néerlandais (100 Ind)	6 255	6 27	5	5 350	Or Zurich				
Portugais (100 Ind)	3 870	3 853	3 650	4 500	Or Hongkong				
Roumain (50 L)	4 986	4 948	4 780	5 180	Argent Londres				
Japan (100 Ind)	3 994	3 955	3 940	4 080					

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Commerce extérieur
français

**Le déficit a été ramené
à 2,5 milliards de francs
en novembre**

Le commerce extérieur de la France s'est redressé au mois de novembre, avec un déficit de 2,5 milliards de francs seulement après le plongeon du mois d'octobre qui avait enregistré un déficit de 8,769 milliards de francs (chiffre révisé).

Selon les chiffres corrigés des variations saisonnières (CVS), publiés jeudi 18 janvier par la direction générale des douanes, sur les onze premiers mois de 1989, le déficit commercial français s'établit à 43,610 milliards de francs contre 27,908 milliards sur la même période de 1988.

Les importations en chiffres CVS ont très légèrement décliné en novembre, à 101,5 milliards de francs contre 104,8 milliards, tandis que les exportations s'accroissent à 98,9 milliards de francs contre 96 milliards en octobre. Le taux de couverture s'est établi à 97,47 % contre 91,63 % le mois précédent.

En données brutes, le commerce extérieur français a enregistré un déficit de 3,886 milliards de francs après un solde négatif de 7,31 milliards en octobre, le solde cumulé depuis janvier s'élevant à -44,772 milliards de francs contre -29,519 milliards durant la même période de 1988.

Les échanges industriels (y compris matériel militaire) se sont très nettement améliorés en novembre, avec un déficit de 1,832 milliard de francs en données CVS, après la chute brutale enregistrée en octobre où le déficit avait atteint 9,442 milliards de francs.

Invité par l'Institut français des relations internationales

Le chancelier Kohl s'est efforcé de rassurer les Français sur ses intentions

Le chancelier Kohl était l'invité, mercredi 17 janvier à Paris de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Venu dans la capitale pour convaincre, le chancelier Kohl a mis son incontestable talent de tribun, de l'émotion, de la gouaille même parfois dans son intervention. Il a mis, surtout, sur la question de la frontière occidentale de la Pologne qui lui vint actuellement suscitait de l'étranger et critiques chez lui des accents de sincérité qui ont fait dire jeudi aux commentateurs de la presse occidentale qu'il avait été à Paris « plus clair que jamais » sur le sujet.

« Les Allemands - et nul ne devrait en douter, a-t-il dit le chancelier, n'ont pas l'intention de déclencher dans l'Europe de demain une discussion à propos des frontières qui compromettrait obligatoirement l'ordre de paix européen auquel nous aspirons tous ensemble (...). Personne ne veut lier la réunification au dépassement des frontières existantes. » Voilà qui méritait d'être dit, au risque d'irriter des Allemands originaires de Poméranie ou de Prusse orientale ou quelques autres nostalgiques des frontières de 1937. Voilà qui méritait d'être dit, même si cela n'est encore qu'une affirmation de bonne foi et que, pour le reste, l'argumentation du chancelier, incohérente, renvoie au problème juridique : « Il n'y a pas de traité de paix (...), la République fédérale ne peut agir au nom des deux Allemagnes. (...) La fixation définitive des frontières de l'Allemagne doit attendre un règlement de paix pour l'ensemble de l'Allemagne librement négocié. »

Faites-nous confiance, ne doutez pas de nos intentions, tel est le message que voulait lancer à Paris M. Helmut Kohl. « Aucun responsable, aucun groupement politique digne d'être pris au sérieux ne rêve d'une grande Allemagne sur le modèle pangermanique. » Ne redoutez pas un accès de nationalisme, « l'état national du dix-neuvième siècle n'a pas d'avenir au vingt et unième siècle », dit-il encore, en expliquant que les « sensibilités culturelles » allemandes n'ont plus rien à voir avec celles de la République de Weimar ou du Reich, que les équilibres internes se sont modifiés au profit des Länder rhénans et méridionaux, et en faisant une vibrante apologie du fédéralisme qui est « en train d'entamer sa marche triomphale en Europe ».

Ne vous méprenez pas, ajoute encore le chancelier, sur les émotions qui habitent actuellement les Allemands : « Je vous demande de comprendre nos sentiments : laissez-nous être heureux. » Ne doutez pas de nos engagements européens, demande-t-il enfin à son public français, en s'exclamant, avec un certain humour, de « mesurer 1,93 m ».

Kohl-Delors même combat

M. Kohl ne pouvait être que satisfait du discours prononcé le matin même à Strasbourg par M. Jacques Delors, et il n'a pas manqué de remercier le président de la commission, qui était d'ailleurs venu assister à sa prestation parisienne. M. Delors avait, en effet, très clairement souligné que la RDA avait pleinement sa place dans la CEE. Il reçut, en juste

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

J'ai peur

ILS sont marrants, les pays, ils trouvent ça bizarre d'avoir peur des serpents, des chats noirs ou des chauves-souris. Depuis ce matin, ils sont réunis, à grande fraie, au Palais des congrès, et ils jaspent dans toutes les langues, l'écouter visé à l'oreille, sur les thématiques cognitives comportementales et les facteurs prédictifs dans les événements pharmacologiques de ce qu'ils appellent des phobies.

Vous n'allez tout de même pas me dire que de jamais prendre l'ascenseur des fois qu'il dégringolerait dans sa cage ou qu'il resterait coincé entre deux étages ou d'essayer consciencieusement son verre et ses couverts avec un chiffon propre, avant de se mettre à table, because les microbes, c'est pas normal. A ce compte-là, moi, je passerais ma vie à l'hôpital.

Non, qu'est-ce que je raconte ! Pas question d'y mettre les pieds. On y chope tout un tas de saloperies. C'est infect, l'hôpital, un vrai zoo, plein de vilaines petites bêtes. Ça va de la bactérie au rat en passant par le staphylocoque, le gonocoque et autres streptocoques. Rien que d'y penser, ça me rend chroquo. Si encore on pouvait se lever les mains che-

que fois qu'on a touché un bouton de porte, mais non, les lavabos sont déguipés et le plus souvent barrés par les chiottes de pensements.

Déjà que l'odeur de l'eau de Javel dans les couloirs ça me fout la nausée, la vue du sang, je vous raconte pas. Quand mes gosses s'entassaient le doigt ou le genou bien profond, je les plantais là immédiatement et je courais m'enterrer dans les toilettes en hurlant : Arrête de saigner tout de suite, ou je vais tourner de l'œil et me noyer dans la cuvette !

C'est comme d'être assise dans un cinéma bondé ou le dos tourné à la salle, au restaurant. La panique ! Et encore, j'ai de la veine, je n'ai pas trop attendu. Vous savez combien ils en ont racornés, de hantises, les pays ? Pas moins de six mille cinq cents ! Allongez-vous, madame... Le dicton favori de votre grand-mère, c'était araignée du matin chagrin, araignée de midi souci ? Ah ! comme c'est intéressant !

Et vous, les enfants, votre phobie, c'est quoi ? C'est moi ? Je vous colle des boutons ? Alors là, mes pauvres chéris, vous êtes bons pour le divan !

EN BREF

POLOGNE : nouvelles hausses de prix. Un nouveau train de hausses de prix a été annoncé mercredi 17 janvier en Pologne, allongeant la liste des nombreux produits majorés depuis le 1^{er} janvier dernier. Sont notamment concernés le poisson, frais ou en conserve, dont les prix sont multipliés par deux et plus, et le mobilier, qui fait des bonds spectaculaires.

La direction nationale de Solidarité, réunie à Gdansk sous la présidence de M. Lech Walesa, a fixé du 19 au 24 avril la date de son premier congrès national depuis la formation du gouvernement Mazowiecki. Elle a regretté que le radicalisme du gouvernement en matière de prix n'aille pas de pair avec un radicalisme équivalent dans la liquidation des structures qui ont conduit le pays à la ruine. (AFP.)

Le procès du général Noriega pourrait commencer le 5 mars. La date du début du procès de l'ex-homme fort du Panama, Manuel Antonio Noriega, a été fixée à la semaine du 5 mars, a annoncé, mercredi 17 janvier, le juge William Hoeveler à Miami (Floride), tout en exprimant des doutes sur la possibilité de respecter cette échéance. (AFP.)

GABON : graves incidents à l'université de Libreville. - Le quotidien national gabonais l'Union fait état, jeudi 18 janvier, de « dizaines de blessés, tant du côté des étudiants que de celui des policiers » mercredi après-midi.

(Publié)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont le côté du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (109) - M^o Gare-du-Nord. 74.48.97-19-18.

lors de l'évacuation, par la police, des étudiants en grève à l'université Omar-Bongo. Ceux-ci protestent notamment contre le manque de professeurs et leurs mauvaises conditions de travail. (AFP.)

Le maire de Montfermeil inculqué de discrimination. - M. Pierre Bernard, maire (divers droite) de Montfermeil, a été inculqué de « discrimination » à la suite de l'action pénale engagée en octobre 1989 par les ministres de l'éducation nationale et de l'intérieur. Cette inculpation fait suite à la décision de suspendre les services municipaux à deux écoles maternelles qui avaient inscrit des enfants d'immigrés malgré l'opposition de la municipalité. Le tribunal administratif de Paris doit se prononcer, le 23 janvier, sur un recours en annulation de la décision municipale. Depuis le 12 janvier, le fonctionnement des deux écoles est assuré, aux frais de la commune, par la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

La Suisse expédie ses ordures dans la Loire. - Chaque jour, depuis le 27 décembre dernier, des wagons transportant de 30 à 60 tonnes d'ordures ménagères suisses arrivent à Roche-la-Molière, près de Saint-Etienne (Loire), où elles sont enfouies. Pour les douanes, la SNCF et l'exploitant de la décharge, tout est en ordre. Le contrat d'importation des ordures helvétiques a été conclu en bonne et due forme. Mais le maire de la commune demande des « explications » au ministre de l'environnement, et le député de la circonscription trouve la situation « inadmissible ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 janvier

Retour à la baisse

La reprise amorcée mercredi (+0,93 %) aura été de courte durée à la Bourse et le mouvement s'est inversé dès jeudi. L'indice CAC-40 se dépréciait de 0,66 % dans un marché calme. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par le groupe Victoire (+5,98 %), Sovac (+3,36 %) et Fichtel Bauche (+2,08 %). Du côté des baisses, on notait Unibel (-3,55 %), Raffinage (-3,59 %) et Thomson (-3,08 %).

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Est-Ouest : « L'objectif de Gorbatchev », par Evgen Gelbraith, ancien ambassadeur des Etats-Unis en France 2

Les affrontements au Caucase et l'évolution des pays de l'Est 3

M. Mitterrand en Hongrie
Un partenaire secondaire pour la France ? 4

Le soulèvement au Libéria
De nombreuses victimes 6

Deux disparitions
Charles Hernu et André Morice 7

Election municipale de Cannes
Le RPR se retire de la compétition. 8

SECTION B

Marseille après l'assassinat du docteur Peschard
L'assassinat du docteur Peschard, maire du 7^e secteur, a provoqué une émotion considérable à Marseille. Une information judiciaire est ouverte. De multiples rumeurs circulent 9

Grève des urgences dans les hôpitaux
Désavouant leurs représentants qui avaient conclu un accord avec le ministre de la santé, les internes et chefs de clinique ont décidé une grève des urgences à partir de vendredi 19 janvier 10

L'« Orphée » de Gluck à Amsterdam
Une mise en scène malicieuse d'un très jeune homme de théâtre 11

Les nouvelles règles de la télévision
Après six mois de polémiques, les décrets fixant les obligations de programmation et de production des chaînes sont publiés 16

SECTION C

LIVRES • IDÉES

Le manuscrit trouvé à Bucarest
Madame T., de Camil Petrescu : la fille proussienne d'un grand écrivain roumain, mort en 1957 17

Le feuilleton de Michel Braudeau

SECTION D

La crise de l'informatique
Les résultats d'IBM ont diminué de 74 % au troisième trimestre 27

Ile-de-France
Le budget de la région a été voté avec l'abstention des socialistes 27

AFFAIRES

Les entreprises saisies par le droit • Le sel de l'Ouest veut se faire un nom • Mythes et tabous du monde du travail 31 à 34

La fusion Air France-UTA
La compagnie nationale financera par l'emprunt le rachat de la filiale des Chargeurs 36

Services

Abonnements 2
Annonces classées 28
Campus 15
Carroz 14
Expositions 13
Loto, Loterie 15
Marchés financiers 36-37
Météorologie 14
Mots croisés 14
Radio-Télévision 15
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 18 janvier 1990 a été tiré à 537 435 exemplaires.

Le débat au Parlement européen

M. Jacques Delors critiqué par le groupe socialiste

STRASBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Le débat au Parlement européen, qui a suivi la présentation, mercredi 17 janvier, par M. Jacques Delors, du programme de la Commission européenne pour 1990, a donné lieu à une surprise de taille. M. Jean-Pierre Cot (PS), s'est livré à une violente attaque contre l'action du président de l'exécutif des Douze.

Le président des socialistes européens a dressé une liste de dossiers sur lesquels, selon lui, « la Commission a dérapé ». Bruxelles « fait trop souvent affaire avec le conseil des ministres dans le dos du Parlement » a estimé d'autre part M. Jean-Pierre Cot.

Est-ce la pression des travaillistes britanniques qui sont favorables au dépôt d'une motion de censure ? La nécessité de trouver

un cheval de bataille pour s'affirmer dans une communauté déconcertée par les bouleversements à l'est ou encore des considérations de politique intérieure ?

Toujours est-il que le groupe des socialistes à l'égard de M. Delors est désormais manifeste. M. Claude Cheysson ne dit-il pas du président de la Commission qu'il est « un chrétien-démocrate » ? M. Valéry Giscard d'Estaing a, aussi, adressé une série de reproches à la Commission, le principal portant sur les contrôles fiscaux aux frontières entre les Etats membres. Mais il s'est montré positif quant aux préparations de M. Delors en matière institutionnelle, se déclarant favorable à « un texte constitutionnel ou une loi fondamentale, qui établisse une union de type fédéral ». On lui prête d'ailleurs l'intention de prendre l'initiative à bref délai dans ce domaine.

MARCEL SCOTTO

Francis Javitt
HORLOGER - ORFÈVRE JOAILLER - CADEAUX
Vente exceptionnelle
avant grands travaux
d'embellissements
Francis Javitt
Centre Commercial Maine Montparnasse
75015 PARIS - Tél. : 45 38 66 52

vendredi 19, samedi 20, lundi 22 de 10 h à 19 h

SOLDES

costumes
Cardin 1 790 F, Louis Feraud 2 150 F, Armani 2 690 F
chemises
Dior 290 F, Cardin 239 F, Renoma 299 F
et tous vêtements d'hiver griffés

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

depuis 1820

HOMMES  DAMES

La tradition anglaise du vêtement

à Paris, 29 rue Tronchet

SOLDES

Carte 1750

L'armée rouge et ses alliés

« L'armée rouge » est une expression qui a été utilisée pour désigner les forces armées soviétiques pendant la guerre civile russe. Elle a été utilisée par les alliés de la Russie soviétique, y compris les États-Unis, pour désigner les forces armées soviétiques. L'armée rouge a été créée en 1918 et a joué un rôle important dans la victoire des soviétiques pendant la guerre civile russe. Elle a été dirigée par Vladimir Ilitch Lénine et a été la base de la puissance soviétique pendant la guerre froide.

« L'armée rouge » est une expression qui a été utilisée pour désigner les forces armées soviétiques pendant la guerre civile russe. Elle a été utilisée par les alliés de la Russie soviétique, y compris les États-Unis, pour désigner les forces armées soviétiques. L'armée rouge a été créée en 1918 et a joué un rôle important dans la victoire des soviétiques pendant la guerre civile russe. Elle a été dirigée par Vladimir Ilitch Lénine et a été la base de la puissance soviétique pendant la guerre froide.

« L'armée rouge » est une expression qui a été utilisée pour désigner les forces armées soviétiques pendant la guerre civile russe. Elle a été utilisée par les alliés de la Russie soviétique, y compris les États-Unis, pour désigner les forces armées soviétiques. L'armée rouge a été créée en 1918 et a joué un rôle important dans la victoire des soviétiques pendant la guerre civile russe. Elle a été dirigée par Vladimir Ilitch Lénine et a été la base de la puissance soviétique pendant la guerre froide.

« L'armée rouge » est une expression qui a été utilisée pour désigner les forces armées soviétiques pendant la guerre civile russe. Elle a été utilisée par les alliés de la Russie soviétique, y compris les États-Unis, pour désigner les forces armées soviétiques. L'armée rouge a été créée en 1918 et a joué un rôle important dans la victoire des soviétiques pendant la guerre civile russe. Elle a été dirigée par Vladimir Ilitch Lénine et a été la base de la puissance soviétique pendant la guerre froide.